

Ethique
conomi que
que
cs
cs

ETHICS, ECONOMICS & COMMON GOODS, vol. 14, No. 2, julio-diciembre 2017, es una publicación semestral editada por la Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla A.C., calle 21 Sur 1103, Col. Santiago, C.P. 72410, Puebla, Puebla. Tel. (222) 2299400, <https://ethics-and-economics.com/>, callspapers@ethics-and-economics.com. Editor responsable: Jérôme Ballet. Reserva de Derechos al Uso Exclusivo No. 04-2022-071213543400-102, ISSN en trámite, ambos otorgados por el Instituto Nacional del Derecho de Autor. Fecha de última modificación, 30 de diciembre de 2017.

INDEX

ARTICLES

Introduction: Scripture's Antithetical-Primary Population Matthias Nebel	2
Agency, socially contemplated Antonio D'Agata	4
Assesing how large is the market for prostitution in the European Union Philippe Adair	17
El enfoque de capacidades y el programa de combate a la pobreza Prospera de México Pablo Mejia, Leobardo De Jesús & María-Teresa Herrera-Nebel	38
Le discours moral corporatif comme récit portant sur l'éthique organisationnelle. Une approche inspirée par la philosophie de Paul Ricoeur Michel Dion	57
Midiendo la meta-capabilidad de agencia: base teórica para la creación de un indicador de responsabilidad Matthias Nebel & María Teresa Herrera-Nebel	83
Medición de la meta capacidad de agencia en el ámbito laboral Matthias Nebel & María Teresa Herrera-Nebel	105



Introduction

BY/PAR | **MATHIAS NEBEL**

Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas
Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla (México).

Les quatre articles qui forment ce dossier reprennent les résultats d'une recherche menée depuis 2013 au Mexique. Sur la sollicitation de l'Institut de Statistique Mexicain (INEGI), une équipe de chercheurs de diverses Universités mexicaines et suisses a mis sur pied puis appliqué une méthode pour tâcher de mesurer la méta-capabilité d'agence dans le contexte des relations de travail (entreprises/organisations). L'enquête fut appliquée à l'ensemble de la République mexicaine par l'INEGI en 2014 (3200 questionnaires ; 32 états) puis en 2015 et 2016, les résultats statistiques furent analysés et sont aujourd'hui publiés en partie dans les articles de ce dossier.

A ses débuts l'Index de Développement Humain incluait comme l'une de ses dimensions fondamentale la liberté. Et les deux premières versions de l'IDH ont en effet proposé un indicateur de liberté. Ce fut un échec. Les résultats furent contestés tant sur le fond que sur la forme. On a reproché à cet indicateur son caractère libéral, excessivement centré sur la garantie de libertés civiles, économiques et politiques (droits) et contesté la construction de l'indicateur. Face à la levée de bouclier, le PNUD fit marche arrière et renonça à inclure la liberté comme une des dimensions entrant dans le calcul de l'IDH. Mais cela n'a jamais signifié que la pertinence de la liberté pour le développement humain n'était plus reconnue. Au contraire, comme le rappelle le magnifique titre de l'ouvrage d'Amartya Sen – *development as freedom* – la liberté peut être comprise tout à la fois comme l'objectif du développement et sa mesure. Mais de quelle liberté parle-t-on ici ?

Amartya Sen a distingué – sans jamais les séparer – entre liberté d'agence et liberté de bien-être. Cette dernière étant simplement l'expression d'un domaine spécifique de la liberté marqué par l'intention, le choix et la réalisation du bien-être d'une personne. Comme telle, la liberté de bien-être n'est qu'une des facettes de la liberté d'agence, dont les motifs peuvent être bien plus larges et même parfois contraires à l'intention du bien-être. Au moment de reconnaître cependant une finalité au développement, c'est principalement – jamais exclusivement pour Sen – sur cette liberté de bien-être que va se focaliser les efforts de

Éthique et économique/Ethics and Economics, 14 (2), 2017
<http://ethique-economique.net/>

mesure. Et l'approche des capacités a multiplié la mesure des différentes dimensions du bien-être dont l'IDH est l'une des expressions. Il n'en reste pas moins que toutes ces dimensions – sous leurs formes agrégées devraient théoriquement nous renseigner sur la qualité de la liberté d'agence, dans son intention principale mais pas exclusive de bien-être. Il est cependant questionnable, même au niveau de l'IDH, si une simple agrégation peut rendre la spécificité de ce que Sen entend par liberté d'agence et liberté de bien-être. Cette question théorique a motivé la réflexion fondamentale qui a structuré la recherche menée depuis 2013 au Mexique.

Nous avons assumé que la liberté d'agence ne pouvait pas être considérée comme donnée de manière homogène dans une population et plus encore dans le contexte des relations de travail. Ces variations dans la liberté d'agence pouvaient être expliquées si on la considérait elle-même comme une capacité fondamentale qui conditionnerait l'exercice de toutes les autres capacités : la capacité à estimer et choisir sa propre liberté (estimer la liberté/vouloir être libre/agir avec liberté). Ses variations pouvaient donc être liées à une pluralité de facteurs : (a) la manière dont les individus estiment et choisissent d'être libre (positive freedom); (b) La manière dont l'environnement fixe et conditionne les opportunités d'apprécier et exercer leur liberté (negative freedom) ; (c) La manière dont les individus, à l'intérieur de ce contexte, adaptent leur attentes (adaptive preferences). Nous avons choisi l'environnement de travail pour appliquer cette approche car il représente un espace social structuré, bien défini et identifiable de manière statistique. Par ailleurs, le travail occupe une partie très large de l'activité quotidienne et par conséquent est un lieu important d'actualisation de la liberté d'agence. Finalement, nous avons théoriquement proposé d'enrichir la notion de liberté d'agence par celle de responsabilité et de mesurer la première sous la forme de trois formes de responsabilités : (a) responsabilité ex-post ; (b) responsabilité ex-ante ; (c) responsabilité ex-aliud. La liberté en effet – en tant qu'elle est agence ; c'est-à-dire une action – ne se caractérise pas par des droits mais par une responsabilité. Un droit dit un standard minimum garanti ; une responsabilité dit l'exercice d'une liberté. On se concentrant sur l'exercice réel de la liberté, nous pouvons être au plus près de ce que Sen entend par liberté d'agence tout en révélant alors également que la liberté d'agence est elle-même une capacité spécifique, unique, celle d'apprécier et de choisir sa propre liberté.

Le premier article expose la réflexion théorique menée sur ce sujet. Le second publie et analyse les données statistiques obtenues dans le cadre du questionnaire appliqué par INEGI à la République mexicaine. Le troisième propose une modélisation de cette approche alors que le dernier étudie la pertinence de ces résultats à l'aune des politiques publiques des derniers gouvernements mexicains.



Agency, socially contemplated

BY/PAR | **ANTONIO D'AGATA**

Dipartimento di Scienze Politiche e Sociali, University of Catania
email: adagata@unict.it

ABSTRACT

Well-being and agency are the two pillars of the capability approach. In this paper we emphasize that a proper analysis of agency requires an explicit treatment of social interaction. We show that once agency is framed within an interactive context, the two dimensions of individual action are strongly intertwined. In addition, interdependency hints for collective behaviour, thus, developing an example introduced by Sen (1990), we provide a simple threshold model explaining labour market participation of women as an emergent phenomenon. The model is able to provide an alternative explanation of extreme variations of this phenomenon in culturally homogeneous areas.

Keywords: Amartya Sen, well-being measurement, agency, capability, Workers, Women

RESUME

Le bien-être et la qualité d'agence sont deux des piliers de l'approche des capacités. Cet article met en avant que toute analyse sérieuse de la qualité d'agence doit inclure l'étude de l'interaction sociale. Nous montrons qu'une fois inscrite dans le contexte d'interactions sociales les deux dimensions de l'action individuelle (bien-être ; agencéité) sont inséparablement unies. Leur interdépendance signale l'existence de comportements collectifs. Aussi sur la base d'un exemple introduit par Sen en 1990 nous proposons un modèle de seuil simple qui explique la participation au marché du travail des femmes comme un phénomène d'émergence. Ce modèle fournit ainsi une explication alternative aux variations extrêmes de cette participation dans un contexte culturel par ailleurs largement homogène.

Mots-clés : Amartya Sen, mesure du bien-être, agencéité, capacité, travailleurs, femmes

JEL Classification : I31

*“Without one there cannot be many
and without many it is not possible
to refer to one. Therefore, one and
many arise dependently and such
phenomena do not have the sign of
inherent existence.”*

Nāgārjuna, *Seventy Stanzas on
Emptiness*

1. INTRODUCTION

The operationalization of abstract theories, in addition to offer an opportunity for empirical validation, forces scholars to spell out aspects otherwise neglected or underestimated. The empirical analysis carried out by Mathias and Maria Teresa Herrera-Nebel in their project “Creating a Meta Capability Indicator: Agency and Responsibility” provides a clear example of this refinement process (2017 see their article in this volume)¹. In fact, this project, which operationalizes agency within Sen’s capability approach, highlights the social dimension of agency and the necessity to take social interdependency into account in developing a satisfactory theory of agency.

With the important exceptions of Sen (1990) and Ballet, Dubois and Mahieu (2007; 2014), the issue of social interdependence issue has been greatly overlooked by the capability literature on agency.² To advance this stream of research, we elaborate on this issue and propose that social interaction makes the two dimensions strongly intertwined. We point out also that once agents are conceived within an interactive context, agency appears to be an emergent phenomenon and the issue of responsibility of public action assumes a more complex view than simply equalization of opportunity.

The paper is organized as follows. The next section briefly reviews well-being and agency in Sen’s capability approach. Section 3 deals with the issue of responsibility. Section 4 points out the social interactive nature dimension of agency and its interdependency with well-being. Building on Sen, Section 5 develops a simple threshold model which shows the nature of emergent phenomenon of agency and is able to provide an alternative explanation for extreme variations of the labour market participation of women in the same cultural areas. Final conclusions are contained in Section 6.

¹ This is a revised version of the talk I delivered at the Workshop “Mesure de la responsabilité et politique de développement. Meta-capability measurement. Measure of Social and Individual Agency” Paris, 6-7 November 2014. I would like to thank the participants at the workshop for very helpful comments and the organizers for the opportunity to reflect upon the important issue of agency. Particular thanks to Mathias Nebel for thoughtful comments on an early draft of this paper. Usual caveats apply.

² Sen (1990) clearly states that the gender division of labor within the household and even the household’s prosperity require the solution to two problems, one involving cooperation and the other conflict. Cooperation and conflict are notable examples of social interaction which can be formally analyzed by means of game theory (Sen: 1990, Section 4).

2. WELL-BEING AND AGENCY IN SEN'S CAPABILITY APPROACH

According to the capability approach individuals are agents whose actions are aimed at taking care of either their well-being or their conception of the good (Sen: 1985, 206), the latter defining the agency dimension of the individual. The individual's well-being may either completely define the individual's objectives or may be only a part of them. Thus, agency and well-being, although sharing the common distinction in achievement and freedom (Sen: 1985, 203 ff.), must be usually kept distinct. The reason why agency is introduced in the capability approach can be traced back to the attempt to keep distance from the individualistic approach usually adopted in economics:

"[Agency] provides space for a conception of freedom and responsibility that breaks decisively with any egoism that claims that humans are no more than – and are bound to be – 'strict maximizers of a narrowly defined self-interest'" Crocker and Robeyns (2010, 76).

In order to make agency a substantially distinct concept with respect to well-being the goals driving the action should not refer exclusively to subjective well-being. In fact, in pursuing his/her agency goal the agent's well-being might even be compromised. This argument is clearly shown in the following example provided by Robeyns (2005): Anna and Becca are two sisters who live in a peaceful village in England and enjoy the same well-being levels. Both believe that the power of global corporations is undermining democracy, and that governments should prioritize global justice instead of the interests of global corporations. Anna decides to use her agency freedom to voice her political concern and eventually is jailed by the police during a demonstration against multinationals, thus her well-being is considerably lowered by her decision. In contrast, Becca does not want to sacrifice her well-being for these agency goals and decides to stay home.³

It is worth emphasizing two aspects in the previous example. First, agency requires freedom of choice, that is, the exercise of agency by Betta requires the possibility of choosing to participate at the demonstration. Second, an effective exercise of agency may require cooperation with other people. The former point has been widely discussed by the capability literature, especially in dealing with the role of freedom in determining the individual well-being (Sen: 1988; Kuklys: 2005; D'Agata: 2007). Instead, the latter aspect has been greatly neglected, as it is usually implicitly assumed that each action is effective in attaining the desired goal. However, the effective exercise of agency should not be taken for granted since in the previous example Anna could not be successful in her decision, with possibly no effect on her well-being, if nobody or an insignificant number of people participated in the demonstration.

3. AGENCY, RESPONSIBILITY AND SOCIAL INTERACTION

The importance of freedom in the capability approach explains the importance this approach should acknowledge to responsibility both in explaining individual actions and in providing

³ It is possible to argue that the distinction between Anna and Betta's choices is correct only if short-term effects are considered. If long term goals are introduced, then also Anna's choice could be interpreted as a choice dictated by her well-being (see, for example, Rule (1989)). We do not consider any further this qualification.

a strong conceptual background and motivation for public action (see, for example, Robeyns: 2005). As a matter of fact, the capability approach has contributed on this aspect by inspiring, for example, in Europe an “opportunity”-based approach to social security (Bonvin & Farvaque: 2005). These policies are based on the idea that the State should be responsible for guaranteeing and promoting *opportunities*, rather than direct levels of well-being or the simple materialistic provision of benefits, while individuals are responsible for using these background opportunities in order to lead the kind of life they prefer or value most. The justification for this approach goes back to Rawls’ “social division of responsibilities” which distinguishes between the responsibility of society consisting in ensuring “equality”, and individuals’ responsibility for their choices carried out within the ensured equality context (for an excellent survey, see Bonvin and Farvaque: 2005); see also Crocker and Robeyns: 2010).

In dealing with the issue of collective capabilities, Ballet, Dubois and Mahieu (2007; 2014) provides a novel view of responsibility which requires an explicit consideration of social interaction. The necessity for considering social interaction in dealing with agency can be traced back to the more complex concept of responsibility endorsed by the authors. Indeed, Sen uses the same concept of responsibility, associated with freedom of commitment, both for well-being and for agency (Sen: 1985, 203 ff.). Instead, Ballet, Dubois and Mahieu maintain that, in dealing with agency, it is necessary to consider a “richer” view of the subject, and this requires a “stronger” version of agency (Ballet, Dubois and Mahieu: 2007, 187). To this end, the authors replace the analytic notion of individual, defined by freedom and capabilities, with the phenomenological notion of person as an individual embedded in a network of social relations, and consider two kinds of responsibility: the responsibility emerging after the action has been done (*ex-post* responsibility), the responsibility due to the individual’s capacity to assume obligations towards others stemming from his/her rationality and freedom (*ex-ante* responsibility). *Ex-post* responsibility is the responsibility considered by Sen, *ex-ante* responsibility is a precondition for real freedom and characterize agency. Thus, “*freedom of choice will have to be considered within a context of responsibilities, as the expression of the person’s right, and as a consequence of responsibilities assumed by others*” (Ballet, Dubois and Mahieu (2007, 196). However, considering responsibility in a social context does not mean denying the importance of freedom, rather, freedom must be considered within a context of both responsibilities and rights as well: “*...freedom of one person can be the counterweight of the responsibility fulfilled by another person. We do not say that because some people have freedom, others are responsible of these freedom, but, on the contrary, that because everyone is a fully responsible person fulfilling a series of obligations, we all benefit from freedoms and rights as a spin-off from these responsibilities.*” (*Ibidem.*) Summarizing, the exercise of agency is not only determined by the possibility by each individual to assume and fulfill obligations with respect to other individuals, but it is also strongly affected by the fulfillment of responsibilities by others. Once the possibility that the others actions can affect the attainment of an individual’s goal is acknowledged, one should account for the symmetric possibility, that is the possibility that the individual choice can influence the attainment of others’ goals. Thus, assuming a

minimum of rationality by individuals,⁴ we can conclude that the exercise of freedom and agency occurs in a *strategically interactive* context, that is, in a context in which individuals' choices are co-determined by the others' choices.

While Ballet, Dubois and Mahieu highlight an important aspect of agency, in our opinion their view of responsibility should be refined for the following two reasons. First, responsibility allows for margins of discretion. For example, in an ultimatum bargaining game,⁵ a proposal of 10% of the surplus is considered different, in terms of social responsibility, from a proposal of 50%; by contrast a proposal of 40% of the surplus is considered similar to the fifty-fifty proposal, from the point of view of social responsibility (see footnote 4). Thus, there is some latitude in individual behaviour which does not involve responsibility. Second, they omit to consider that (formal or informal) institutions can affect the nature and intensity of social interactions. Before considering these aspects in details in the next section, we would like to conclude with a final remark concerning Sen's analysis of social interaction in a context of "cooperative conflict" (Sen: 1990; Cf. Dréze & Sen: 1989).⁶ In this work Sen allows for social interaction when analyzing the household allocation of gains generated by labour market participation of wives. Sen calls this context "cooperative conflict" because it reveals both an element of cooperation and an element of conflict. Cooperation is justified on the ground that the attainment of household goals usually requires an active participation of more than one person. It is for this reason that Sen refers to the household arrangements as the implementation of a "social technology".⁷ Conflict arises because there is a trade-off among household members concerning who gets what. In fact, once the amount of wife's earning is given, then a conflict must be managed among all

⁴ Rationality, intended as the capacity of an individual to effectively pursue his/her own goals, does not imply self-interest, see, for example, Gintis (2000, 243).

⁵ An ultimatum bargaining game is a two-player game with a proposer (P), a responder (R) and a sum of money X (surplus) which will be allocated between P and B only if the agents agree on the allocation. The game is the following: P offers the sum x to R, leaving him/herself $X - x$. R can accept the offer, or reject it, in which case both players receive nothing. In experimental analysis usually $X = \$ 10$. Standard theory predicts that R would accept even the smallest amount of money rather than nothing, so P should propose the smallest amount of money (e.g. 1 cent). By contrast, empirical findings in experiments have shown that there is a "non-small" positive minimal acceptance offer, as many offers below \$2 are rejected. The explanation for this "irrational" outcomes is that responders reject very low offers as they are angered by proposals that they regard as unfair (see, for example, Güth, Schmittberger, Schwarze: 1987; Hoffman, McCabe, Smith: 1996).

⁶ Sen considers social interdependence in agency also by introducing the distinction between realized and instrumental agency success (Sen: 1992, 56-57). Crocker (2009, Ch. 5) has convincingly pointed out that this distinction is problematic, hence we will not deal here with it.

⁷ Following Marx, Sen enlarges the view of technology by including its social dimension: "The making of things involves not merely the relationship between, say, raw materials and final products, but also the social organization that permits the use of specific techniques of production in factories or workshops, or on land. ... Technology is not only about equipment and its operational characteristics, but also about social arrangements that permit the equipment to be used and the so-called productive processes to be carried on." Sen (1990, Section 3). Recently, the social view of technology has been proposed again by Brian Arthur (2009).

members of the household in order to allocate the gains.⁸ Sen proposes to find the solution to the allocation problem by means of cooperative game theory (Nash: 1950; 1953). Within this analytical framework, Sen shows how the breakdown position, the perceived value of the well-being, and the perceived contribution of the wife to the overall opulence of the household affect the solution to the household bargaining problem (Sen: 1990, 469-471)). The motivation for this kind of analysis is that perceptions of interests and of legitimacy can have considerable effects on women condition.

Interesting as Sen's work may be, it has three main shortcomings which should be taken into account for a more general analysis of agency. First, the concept of "social technology" is more pervasive than Sen's work suggests: it can be usefully considered not only for groups, like households, which usually behave in a highly coordinated way, but also for individual goal attainments in other social contexts. In these cases, however, different mechanisms than the ones effective within households, like markets or contracts, have to be taken into account to ensure the coordination among the relevant individuals in order to ensure the working of the social technology. Second, Sen is aware that the women's decision to participate to the labour market is a decision which lies within the agency dimension and that within this context social factors play an important role (Sen: 1990, 462). However, he focuses on the allocations of the earnings of working wives within the household, by leaving aside the participation issue. Nevertheless, labour market participation of women is often the critical issue for women empowerment, and this decision is strongly affected by social factors as well. Third, Sen uses standard analytical tools from game theory and economics, characterized by strict maximizer individuals. Thus, his analysis fails to go beyond the individualist approach and incorporate the wider social point of view called for by the agency approach (see Section 2). This aspect is particularly critical in dealing with the issue of labour market participation of women because, as already said, in this context social norms, customs and beliefs are crucial in determining the outcome. In Section 5 we shall develop Sen's analysis by dealing with labour market participation of women within a model which takes into account the social dimension of individual decisions. More precisely, we allow that the husbands' decision to let their wives participating in the labour market is determined by social interaction. Preliminarily, in the next section, we further elaborate on the manifold nature of social interactions and the relationship between agency and well-being.

4. SOCIAL INTERACTIONS, AGENCY EXERCISE AND WELL-BEING

Nebel and Herrera Redón Nebel (2017) take up the dual view of agency as responsibility endorsed by Ballet *et alii* (2007; 2014) and enrich it with a third element inspired by the work of Levinas (1996), the responsibility for *autrui (ex-aliud)*. On the basis of this theoretical framework, as said in the introduction, Mathias and Maria-Teresa Nebel-Herrera carry out a survey to operationalize this three-pronged concept of responsibility in the workplace of several Mexican firms. Workers' agency is measured by quantifying their (*ex-ante*, *ex-post* and *ex-aliud*) responsibility in terms of, among others, scrupulous work, consideration for worker mates, management of errors. We focus on a specific question of

⁸ The cooperative conflict introduced by Sen has been known for a long time by the strategic management literature, and it has recently been formalized by Brandenburger and Stuart (2007).

the questionnaire: as a proxy for the workers' *ex-ante* responsibility, it is asked what the reaction of the firm is in case the workers propose an improvement in their working activity or the organization of work, business, company or institution. Four possible scenarios are considered: (1) the firm implements the improvement, (2) the firm evaluates it, (3) it is likely the firm does not consider the improvement, and, finally, (4) the firm does not consider it at all. According to the results, about 20% of respondents answer (3) or (4). The possibility that workers have impaired *ex-ante* responsibility because the management does not pay attention to their proposed innovations or does not consider them at all confirms our view that the exercise of agency is deeply embedded in a social interactive context and depends upon the discretionary choices of others, in this specific case upon the discretionary behaviour of management (see Section 3).

The questionnaire does not explain the reason underlying the unfavorable behaviour of the management, according to answers (3) and (4). The literature on labour market suggests an answer based upon an opportunistic behaviour by both the management and the workers,⁹ that is a behaviour originated by reasons attaining to the well-being sphere of the top managers and the workers. In fact, according to this literature, innovative employees do not propose innovations as they expect to be fired after their innovation proposal, their firing being due to the fact that the management fear innovative employees gain a strong bargaining power after the introduction of the innovation (see, for example, Carmichael and McLeod: 1993). Within this theoretical context, Acharya, Baghai and Subramanian (2013) show that formal institutions can play a crucial role in reducing the scope for opportunistic behaviour of parties and incentivizing workers to propose innovations. In particular, they show that workers' incentive to submit innovations depends upon the existence of wrongful discharge laws which prohibit employers from acting in bad faith with respect to employees' actions. These laws, thus, are critical in limiting employers' ability to fire innovating employees after the innovation is successful, and enhance the employees' innovative incentive.

A similar mechanism could be used to interpret the lack of attention by the management in the survey previously cited as a pre-emptive strategy: the top management of the Mexican firms involved in the survey do not consider improvement proposals because they simply intend to *avoid* a post-innovation increase in bargaining power by the innovator employees. It seems reasonable to claim that the observed opportunistic behaviour of the Mexican top managers, in reply to a potential opportunistic behaviour by innovative employees, lies within their margins of discretion in terms of responsibility, according to our analysis in the previous section; however, such behaviour affects the *ex-ante* agency of employees. Clearly, like in the analysis of Acharya, Baghai and Subramanian previously quoted, also in this case formal and informal institutions can play an important role in incentivizing managers to take into account and possibly accept improvements.

This example shows that in an interdependent context, egoistic behaviour can affect the agency of individuals and that formal institutions can play a critical role in affecting the outcome of such interaction. This example shows also that while agency and well-being could in principle be taken into account as independent aspects of human behaviour, actually

⁹ Opportunistic behaviour by management yields important market failures as it originates the well-known hold-up problem (Williamson: 1975; 1985).

they are strongly related as the incapacity by workers to exercise their agency in improving firms' technology originates by the very existence of an underlying strategic interaction among egoistic agents.

The relationship between agency and economic performance is particularly important in issues concerning competitiveness of firms or nations because agency and its exertion, especially in terms of management of errors, acknowledgement of scrupulous work, attention and respect for their fellow workers, could also be instrumentally used for attaining economic goals or other goals connected with well-being. Firms competitiveness can be attained by improving the way in which workers interact one another and this interaction is strongly affected by their sense of responsibility. The Japanese system of production is an important example of how the exercise of responsibility may importantly affect firm's productivity and competitive advantage. Ronald Dore has pointed out that the success of Japanese firms should be attributed to their Confucian cultural background which ensures "a more lively sense of their obligated membership in the national community than those of other nations" (Dore: 1983, 471; see also Dore: 1987). In the Japanese system of production, the sense of responsibility of workers in ensuring a smooth and innovative productive activity is explicitly called for by managers. For example, the active participation of workers to the improvement of the production process is one of the principles of the Toyota Production System (Cf. Womack, Jones and Roos: 2007, Chs. 3 & 4; Liker: 2004, Ch 4). It is also worth emphasizing that this system not only ensures a great competitiveness but also a greater quality of life than in mass production factories as well as in factories with alternative "craftmanship" organizations (Womack, Jones and Roos: 2007, Ch. 3).

In this section, we have shown that whenever interdependent agents are taken into account, agency and well-being of individuals are correlated; in addition, institutions may have a crucial role in determining the outcome of such interaction.¹⁰

5. AGENCY AS AN EMERGENT PHENOMENON

The explicit consideration of social interactions leads to ask how individual actions interact and aggregate. In fact, it has been emphasized by the sociological literature (see Granovetter: 1978; Coleman: 1986) that social phenomena can "emerge" from society, in the sense that they cannot be explained simply on the basis of norms, preference and beliefs of the members of a society, but can be explained also in terms of the way in which these norms, preferences and beliefs interact and aggregate.¹¹ This aspect is particularly important when one would like to explain the heterogeneity of social phenomena in otherwise socially homogeneous areas. For example, gender statistics, and in particular women labour market participation, show remarkable differences even within culturally homogeneous areas in India (Sen: 1990; India Government: 2011). Thus, developing a model which provides an (additional and possibly alternative) explanation to these variations might be of some

¹⁰ The role of institutions in affecting economic performance has been extensively considered by the economic literature (see, for example, North: 1990, 2005). This literature, however, does not consider the issue of agency. Institutions may affect agency in a deeper sense that is by shaping agents' cognitive capabilities, and therefore their worldview (Cf. Gallagher: 2013; De Jaegher: 2013). This process is however well beyond the aim of this paper.

¹¹ For a philosophical account of the role of emergence in sociology, see, for example, Sawyer (2001).

interest. In this section we develop Sen's model of labour participation considered previously by focusing on the preliminary condition, considered warranted by Sen, concerning the possibility of women working. The example we provide shows that very similar societies can exhibit radically different rates of labour market participation of women.

Consider two societies, say A and B, made up by 10 males and relative wives. The husbands are labelled 1, 2, 3, ..., 10. Each husband can choose between two options, a and b ; option a is interpreted as "letting my wife to get a job" and option b as the negation of a . Husband i chooses option a only if at least n_i agents choose a . Number n_i is said the threshold level for agent i and it indicates the minimum number of individuals choosing a which ensures that husband i chooses action a . The behavioral assumption underlying the class of threshold models¹² is that decisions are determined by the social context in which choice is made via an imitation process.¹³ In this specific case, husbands think that allowing their wives to work is "acceptable" because they see a certain number of husbands allowing their wives to work (Glaeser & Scheinkman: 2001).

Table 1

Society A										
Agent	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Threshold level	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Society B										
Agent	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Threshold level	0	1	3	3	4	5	6	7	8	9

Suppose that Table 1 illustrates the threshold levels of husbands in society A and in society B. In Society A women have a great agency as all husbands will allow their wives to work.

¹² Threshold models have found wide applications in explaining, among other things, diffusion of ideas and innovations, like unionization (Hedström: 1994), public opinion on sexual harassment laws (Wood & Doan: 2003) social customs (Akerlof: 1980). This kind of models are able, therefore, to explain conformity, idiosyncrasy and fragility of social behaviour and, more in general, either transient fads or permanent choices among alternative products, sexual and marital options, scientific theories, and religious beliefs (for technical details on threshold models, see Granovetter: 1978); Schelling: 1978; Young: 2001).

¹³ Anthropologists, social psychologists, economists and sociologists have provided strong theoretical and empirical arguments supporting the hypothesis of imitation in explaining individual behaviour (see, for example, Asch: 1955; 1956; Bandura: 1986; Coleman; 1986). Surowiecki (2004) provides an articulated and enjoyable analysis of the role of imitation in shaping individuals' decisions.

In contrast, although Society B is very similar to society A, agency of women in this society is much weaker than in society A as only two wives are allowed to work! The reason is that there is not enough “critical mass” of husbands who allow their wives to work.

6. CONCLUSIONS

An immediate implication from the previous analysis concerns the allocation of responsibilities among actors and institutions in a society. The analysis in Section 4 shows that agency can be tampered by individual actions and formal institutions which affect the incentive to exert agency. This implies that policy makers should be careful in designing their policies oriented to the equalization of opportunities as these should require a careful design of institutions as well.

The example in Section 5, although extremely simple, highlights an important implication for policy making. In particular, the example shows how hazardous it could be to infer individual characteristics from aggregate outcomes (Granovetter: 1978, 1425). If we look only at the aggregate outcome, society B could be considered much more backward than society A. However, the two societies are extremely similar in terms of their fundamentals. Thus, unlike what intuition would suggest, only minor changes in society B’s fundamentals are sufficient to improve the social condition of women in this society, it being enough to slightly change preferences of an extremely small proportion of individuals in society (actually, of only one individual). This multiplier effect, whose exploitation could be crucial in implementing development policies, is well known by scholars working on models with social interactions (Moffitt: 2001), but, to the best of our knowledge, it seems to have gone unnoticed by the capability literature.

So far, interaction has been considered affecting actions of different persons and the unity of the person has been deliberately assumed. Recently, this assumption has been challenged and it has been pointed out that an individual’s decisions could be considered as the outcomes of a very complex process and, in particular, of the interaction among different selves¹⁴ (see, for example: Elster: 1987; Aislie: 2003). Usually, this approach is very useful in explaining empirically relevant situations in which people knowingly choose things they will regret.¹⁵ If the possibility of multiple selves is taken into account, the effectiveness of agency may be strongly weakened even without social interactions. This aspect of human nature seems to call for a deep revision of decision theory and agency theory as well.

BIBLIOGRAPHY

Acharya, V. V., R.P. Baghai and K. V. Subramanian (2013), “Wrongful discharge laws and innovation”, *Review of Financial Studies* 27, 301-346.

Akerlof, G. (1980), “A theory of social custom, of which unemployment may be one consequence”, *Quarterly Journal of Economics* 94, 749-775.

¹⁴ I owe this point to Jean-Louis Arcand.

¹⁵ Bacharach (2006) develops an interesting framework which seems to ensure consistent choices by agents even with multiple selves.

- Asch, S. (1955), "Opinions and social pressure", *Scientific American* 193, 31-35.
- Asch S. E. (1956), "Studies of independence and conformity: I. A minority of one against a unanimous majority", *Psychological Monographs* 70, 1-70.
- Aislie, G. (2003), *Breakdown of Will*. Cambridge: CUP.
- Bacharach, M. (2006), *Beyond Individual Choice. Teams and Frames in Game Theory*. Princeton: Princeton University Press.
- Ballett, J., J.-L. Dubois and F.-R. Mahieu (2007), "Responsibility for each other's freedom: Agency as the source of collective capability", *Journal of Human Development* 8, 185-201.
- Ballet J., Bazin D., Dubois J.L., Mahieu F.R., (2014), *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*. London: Routledge.
- Bandura, A. (1986), *Social Foundations of Thoughts and Action. A Social Cognitive Theory*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Bonvin, J.-M. and N. Farvaque (2005), "Social opportunities and individual responsibility: The capability approach and the third way", *Ethics and Economics* 2, 1- 23.
- Brandenburger, A., H. Stuart (2007), "Biform games", *Management Science* 53, 537-549.
- Brian Arthur, W. (2009), *The Nature of Technology. What It Is and How It Evolves*. London: Penguin.
- Carmichael, L. and B. W. McLeod (1993), "Multi-skilling, technical change and the Japanese firm", *Economic Journal* 103, 142-160.
- Coleman, J. S. (1986), *Foundations of Social Theory*. Harvard: Belknap Press of Harvard University Press.
- Crocker, D. (2009), *Ethics of Global Development. Agency, Capability, and Deliberative Democracy*. Cambridge: CUP.
- Crocker, D. and I. Robeyns (2010), "Capability and agency", in C. Morris (Ed.) *Amartya Sen*. Cambridge: CUP, 60-90.
- De Jaegher, H. (2013), "Rigid and fluid interactions with institutions", *Cognitive Systems Research* 25-26, 19-25.
- Dreze, J. and A. Sen (1989), *Hunger and Public Action*. Oxford: Clarendon Press.
- D'Agata, A. (2007), "Endogenizing Sen's capabilities; an adaptive dynamic analysis", *Journal of Socio-Economics* 36, 177-190.
- Dore, R. (1983), "Goodwill and the spirit of market capitalism", *British Journal of Sociology* 34, 459-82.
- Dore, R. (1987), *Taking Japan Seriously: A Confucian Perspective on Leading Economic Issues*. Stanford: Stanford University Press.
- Elster, J. (1987), *The Multiple Self: Studies in Rationality and Irrationality*. Cambridge: CUP.

- Gallagher, S. (2013), “The social extended mind”, *Cognitive Systems Research* 25-26, 4-12.
- Gintis, H. (2000), *Game Theory Evolving*. Princeton: Princeton University Press.
- Glaeser, E.L. and J. A. Scheinkman (2001), “Measuring social interaction”, in S. N. Durlauf and H. P. Young (Eds.) *Social Dynamics*. Cambridge Mass.: MIT Press, 83-131.
- Granovetter, M. (1978), “Threshold models of collective behaviour”, *American Journal of Sociology* 83, 1420-1443.
- Güth, W., R. Schmittberger and B. Schwarze (1987), “An experimental analysis of ultimatum bargaining game”, *Journal of Economic Behaviour and Organization* 3, 367-388.
- Hedström, P. (1994), “Contagious collectivities: On the spatial diffusion of Swedish trade unions, 1890-1940”, *American Journal of Sociology* 99, 1157-1179.
- Hoffman, E., K. McCabe, and V. Smith (1996), “On expectations and monetary stakes in ultimatum games”, *International Journal of Game Theory* 25, 289-301
- India Government (2011), *Statistical Profile on Women Labour 2009-2011*. Chandigarsh: Labour Bureau Ministry of Labour & Employment, Government of India.
- Kuklys, W. (2005), *Amartya Sen’s Capability Approach: Theoretical Insights and Empirical Applications*. Berlin: Springer.
- Land, K.C., G. Deane, and J. R. Blau (1991), “Religious pluralism and church membership: A spatial diffusion model”, *American Sociological Review* 56, 237-249.
- Levinas, E., (1996), *Totalité et infini*. Paris: Gallimard.
- Liker J. K. (2004), *The Toyota Way: 14 Management Principles from the World's Greatest Manufacturer*. New York: McGraw-Hill.
- Moffitt, R.A. (2001), “Policy interventions, low-level equilibria, and social interaction”, in S. N. Durlauf and H. P. Young (Eds.) *Social Dynamics*. Cambridge Mass.: MIT Press, 45-82.
- Nash, J. N. (1950), “The bargaining problem”, *Econometrica* 18, 155-162.
- Nash, J. N. (1953), “Two person cooperative games”, *Econometrica* 21, 128-140
- Nebel M., Herrera-Nebel M.T (2017), “Midiendo la meta-capabilidad de agencia: base teórica para la creación de un indicador de responsabilidad”, in *Ethics and Economics* ***, ***.
- North, D. C. (1990), *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*. New York: CUP.
- North, D. C. (2005), *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton: Princeton University Press.
- Robeyns, I. (2005), “The capability approach: A theoretical survey”, *Journal of Human Development* 6, 93- 114.

- Rule, J.B. (1989), "Rationality and non-rationality in militant collective action", *Sociological Theory* 7, 145-170
- Sawyer, R.K. (2001), "Emergence in sociology: Contemporary philosophy of mind and some implications for sociological theory", *American Journal of Sociology* 107, 551-585.
- Schelling, T.C. (1978), *Micromotives and Macrobehaviour*. New York: W.W. Norton.
- Sen, A. (1985), "Well-being, agency and freedom: The Dewey Lectures", *Journal of Philosophy* 82, 169-221.
- Sen, A. (1988), *Commodities and Capabilities*. Amsterdam: North-Holland.
- Sen, A. (1990), "Gender and cooperative conflicts", in I. Tinker (Ed.), *Persistent Inequalities: Women and World Development*. Oxford: OUP, 123-149.
- Sen, A. (1992), *Inequality Reexamined*, Oxford: OUP.
- Surowiecki, J. (2004), *The Wisdom of Crowds*, New York: Anchor Books.
- Williamson, O. E. (1975), *Markets and Hierarchies: Analysis and Antitrust Implications*. New York: Free Press, 1975.
- Williamson, O. E. (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*. New York: Free Press, 1985.
- Womack, J. P., D.T. Jones, and D. Roos (2007), *The Machine That Changed the World: The Story of Lean Production*. New York: Free Press.
- Wood, B.D. and Doan, A. (2003), "The politics of problem definition: Applying and testing threshold models", *American Journal of Political Science* 46, 640-653.
- Young, H. P. (2001), The dynamics of conformity, in S. N. Durlauf and H. P. Young (Eds.), *Social Dynamics*. Cambridge Mass.: MIT Press, 133-154.

Assessing how large is the market for prostitution in the European Union

BY/PAR **PHILIPPE ADAIR (1) & OKSANA NEZHYVENKO (2)**

(1) ERUDITE, Université Paris-Est Créteil (UPEC). Email: adair@u-pec.fr

(2) ERUDITE, UPEC and National University of Kyiv-Mohyla Academy (NaUKMA). Email oksana.nezhyvenko@gmail.com

ABSTRACT

Prostitution regimes in the EU-28 include prohibition, regulation and abolition; we tackle this typology from the perspective of both free sex work and forced labour, in order to gauge the magnitude of the European sex market as of 2010. We document the behaviour of customers on the demand-side for prostitution. Next, we address the supply-side, using HIV prevalence among sex workers to achieve a first series of two estimates. We design a second series of two estimates from miscellaneous sources (NGOS and the police). We investigate forced sexual labour trafficking, providing an additional series of estimates from the ILO and from Eurostat and UNODC. We check the magnitude of prostitution as regards employment figures and ranking with respect to the distribution of population in the EU countries. Thanks to an ordered probit, we test all five estimates; eventually, we come up with one best estimate (from HIV prevalence) that is also the lowest one.

Keywords: European Union, informal employment, ordered probit, prostitution, sex work, victims of sexual exploitation trafficking

RESUME

Les régimes de prostitution dans l'UE-28 recouvrent la prohibition, la réglementation et l'abolition; Nous abordons cette typologie du point de vue du travail sexuel non contraint et du travail forcé, afin de mesurer l'ampleur du marché du sexe européen en 2010. Nous documentons le comportement des clients du côté de la demande pour la prostitution. Ensuite, nous abordons le côté de l'offre, en utilisant la prévalence du VIH parmi les travailleurs du sexe pour obtenir une première série de deux estimations. Nous élaborons une deuxième série de deux estimations provenant de sources diverses (ONG et la police). Nous analysons le trafic de main-d'œuvre sexuelle forcée, qui fournit une série supplémentaire d'estimations issues de l'OIT et d'Eurostat et de l'UNODC. Nous contrôlons l'ampleur de la prostitution au regard des chiffres de l'emploi et du classement par rapport à la répartition de la population dans les pays de l'UE. Grâce à un probit ordonné, nous testons les cinq estimations; Finalement, nous aboutissons à l'estimation la plus robuste (résultant de la prévalence du VIH) qui est aussi la plus faible.

Mots clés : emploi informel, probit ordonné, prostitution, travail du sexe, Union Européenne, victimes du trafic d'exploitation sexuelle

JEL Classification : E26, J46, J47, K42, O17

1. INTRODUCTION

Prostitution, the controversial so-called “*most ancient profession in the world*” (Kipling, 1888), raises moral and economic issues such as social stigma, health risks and tax evasion. These issues echo the doctrines of philosophers and economists (Mandeville, Malthus, Lecky, Stuart Mill, Molinari and Guyot), which inspired current legislation regarding prostitution in the European Union (EU-28). Promoting the abolition of prostitution (Charpenel, 2013) confronts advocacy for *laissez-faire* (Hakim, 2015).

Prostitution is back again on the agenda: the EU political arena (Mendez Bota, 2014; Schulze, 2014) discussed the issue, which also deserves special attention from Eurostat since illegal production and namely prostitution is included into the national accounts since 2010. Strangely enough, no assessment has been yet applied to varied expert calculations. It is our purpose to bridge the gap and provide a tentative benchmark for the EU-28, wherein three different policy regimes rule prostitution: *prohibition*, *regulation* and *abolition*, albeit all regimes ban human trafficking for sexual exploitation

As for *prohibition*, prostitution is illegal, a criminal offence, and the prostitutes are liable to penalties in four EU Member States: Croatia, Lithuania, Malta and Romania (until decriminalisation in 2013), which account for 1.63 percent of EU GDP and 5.5 percent of total population in 2010.

As for *regulation*, in line with Mandeville (1724), prostitution in brothels is a legal trade, including tax collection from the State and labour contracts for sex workers, in four EU Member States that contribute 29.2 percent EU GDP and almost one fourth (23.26 percent) of total population in 2010: Austria, Germany, Greece and the Netherlands.

As for *abolition*, in line with Stuart Mill (1870) and the United Nations Universal Declaration of Human Rights (1948), sexual exploitation is evil and it should be extinct as well as non-coercive sex trade. Prostitution must be banned with the criminalisation of third parties, such as pimps and brothels managers, but not the prostitutes themselves. This policy regime applies to the remaining 20 EU member states that account for 69.1 percent EU GDP and 71.2 percent of total population in 2010: Belgium, Bulgaria, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Hungary, Ireland, Italy, Latvia, Luxembourg, Poland, Portugal, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden¹ and the UK.

Few papers address the empirics of prostitution in the recent economics literature that includes two strands. One explores various theoretical models based upon and extending the general assumption of rational choice behaviour from sex workers (Edlund and Korn 2002)

¹ The customer alone is prosecuted. Hence, Swedish *neo-abolitionism* may be added to the typology as a fourth regime that France also adopted in 2016.

The other strand focuses on victims of sexual exploitation (Kara, 2009), designing predictions upon supply and demand as well as equilibria and policy regimes.. Cho et al (2013) address the effect of legalising prostitution upon a sample of 150 countries from the UNODC dataset. On the demand-side, some clients will be deterred from consuming commercial sex services if prostitution is illegal. Hence, legalising prostitution will increase demand for prostitution. On the supply side, legalising prostitution will induce some potential sex workers (or their pimps) to enter the market. Supply might decline due to tax collection from legalised prostitution. However, prostitutes unwilling to comply with tax payment can operate illegally. The legalisation of prostitution has two opposite effects on the incidence of trafficking, a substitution effect away from trafficking and a scale effect increasing trafficking. Hence, the overall effect is theoretically indeterminate and becomes an empirical issue.

Jakobsson and Kotsadam (2013) find a positive effect of legal prostitution on trafficking in a cross-sectional dataset of 31 European countries, using the ILO and UNODC datasets. Sexual exploitation trafficking of women is least prevalent in countries where prostitution is illegal, most prevalent in countries where it is legal, and in between in those countries where it is legal but procuring is illegal. Case studies of Norway and Sweden that have criminalised buying sex support the possibility of a causal link from harsher prostitution laws to reduced trafficking.

Hence, there are two distinct but related approaches. One addresses the issue of prostitution as legal sex work, a market economic activity that deserves thorough analysis in terms of supply and demand as well as estimates with regard to employment and value added. The other one addresses the issue of coercive prostitution in terms of victims of sexual exploitation or forced labour; the emphasis is upon illegal trafficking within a given country as well as cross-border migration, which is used as an approximation in order to estimate overall prostitution including both coercive and non-coercive sex work that actually blurs such a distinction.

The paper is structured as follows. Section 2 records the data sources on the demand-side and sketches an overview of British surveys upon sexual behavior patterns. Section 3 investigates the supply-side, starting with a series of estimates from HIV prevalence among sex workers. Section 4 provides another series of estimates from miscellaneous sources, including NGOs. Section 5 documents the patterns and magnitude of sexual exploitation trafficking according to the ILO, Eurostat and the UNODC; it provides a third series of estimates. Section 6 compares estimates as regards their magnitude and accuracy; thanks to an ordered probit that sheds light upon the distribution of countries as for employment figures.

2. INVESTIGATING THE DEMAND SIDE OF THE SEX MARKET IN THE EU-28

2.1. Prices for sex trade and earnings premium

There are various criteria to gauge the market for sexual services depending on their prices, premises and working schedules. Prostitution encapsulates three broad distinct segments that address the customers: the upper tier or luxury prostitution (escorts and call girls); the

intermediate category includes indoor prostitution (brothels, bars, clubs, massage parlours, etc.); outdoor or street prostitution is the lower tier.

We compiled piecemeal data from 21 EU countries (Czech Rep., France, Luxembourg, Malta, Slovakia, Slovenia, Sweden are missing) from Havocscope Black Market (www.havocscope.com). Prices for street prostitution range from € 13 up to € 63 and € 27 is the average price for twelve countries. Regarding brothels, the range is € 30-67, with an average price of € 45 (eight countries) that stands over one and a half times higher than street prostitution. Escort girls would charge from € 37 up to € 225 in five countries, with an average price of € 125 that stands more than four and a half times as high as street prostitution.

Let us assume that these are (net) hourly prices and that prostitutes earn half of the average price, whereas the other half is the pimp's cut. Hence, we may compare with median gross hourly earnings for EU-27 employees in 2010 (Eurostat [earn_ses_pub2i](#)), namely € 11.8. There is a premium as for earnings from street prostitution (€ 13.5), brothels (€ 22.5) and escorts (€ 62.5).

All studies agree that demand for prostitution comes from men. The issue remains controversial as regards male behaviour. In line with Stuart Mill (1870), abolitionists contend that demand should -and actually can be curbed, whereas Cho et al (2013) assume that demand is inelastic (Malthus, 1798). Hakim (2015) claims that demand is on the rise, due to male sexual deficit in Britain and Finland.

2.2. Qualitative and quantitative survey on sexual behavior in the EU.

A first series of quantitative surveys addressed male sexual behaviour with the question 'did the respondent pay at least once for sex with a prostitute'. Table 1 records data from five EU countries dating back to the 1990s, mostly before the Internet propelled easy access to sex services.

Table 1. Men who brought sex at least once from a prostitute

Country	Percentage of men	Sample size (N)	Year
Finland	11	1,103	1992
Finland	13	624	1999
Netherlands	14	392	1989
Spain	39	409	1992
Sweden	13.6	1,475	1996
Sweden	7.9		2008
UK	5.6	6,678	1991
UK	8.8	5,613	2000

Source: Leridon et al (1998), Månsson (2005), Ward et al (2005), Farley et al (2011)

Actually, a smaller proportion of men belonging to all socio-economic groups buy sex regularly in the UK, although demand increased from two percent up to four per cent over the 1990-2000 decade as for those who paid for sex in the previous five years (Ward et al, 2005). Demand depends on cultural patterns that encapsulate the social acceptance of prostitution. In Spain, the rate on men who did pay for sex at least once is three times higher

than in Finland and Sweden, and amounts to nine per cent in the UK. However, the sample for Spain as well as Finland and the Netherlands is too small a size to be representative.

Table 2 records a second series of national surveys on sexual behaviour in Europe that developed during the 1990s (Hubert et al, 1998; Johnson et al, 2001). It addressed the proportion of men reporting having commercial sex in the past 12 months.

Table 2. Proportion of men reporting having commercial sex in the past 12 months

Country	Year	Prevalence of clients of Female Sex Workers	Source
France	1992	1.1%	Natsal
France	1998	0.7%	NEM
Germany (West)	1990	4.8%	Natsal
Germany	1998	0.0%	NEM
Greece	1998	5.3%	NEM
Italy	1992	2.0%	Natsal
Italy	1998	1.7%	NEM
Netherlands	1989	2.8%	Natsal
Portugal	1991	5.4%	Natsal
Portugal	1999	2.4%	NEM
Spain	1990	11.0%	Natsal
UK	1990	2.0%	Natsal
UK	1998	1.0%	NEM

Source: Carael et al (2006)

National Surveys of Sexual attitudes and Lifestyles (Natsal) were conducted in the early nineties upon samples including sexually active only for 18–49 years old age group in seven European countries (France, West Germany, Italy, Netherlands, Portugal, Spain and the UK). There are large discrepancies across countries in reported contact with a sex worker: 1.1 per cent in France and 11.0 per cent in Spain. The median value is 4.95 per cent, with a mean of 4.1 per cent.

Surveys were designed in the late nineties using the EU New Encounter Module (NEM) in five countries (France, Germany, Italy, Portugal and the UK) and provide much smaller estimates: The median value is 2.22 per cent, with a mean of 2.65 per cent. It is worth noticing the bias in the early 1990s surveys due to age concentration and small sample size for some countries; hence, one cannot conclude that demand is declining. For instance, 3.1 per cent among a sample of 5,540 French males reported having commercial sex in the previous five years as for 2006 (Bajos et al, 2007), whereas the proportion was 3.3 per cent in 1992 (Spira et al, 1992).

2.3. The UK as a case study for sexual behavior

Although we do not assume it is representative of the EU-28 countries, the UK is an interesting case study in as much as several extensive studies have documented male sexual behavior (Johnson et al, 2001; Ward et al, 2005). Several papers also addressed the analytics of demand in the UK, which deserves a focus.

Two papers use data from the British National Survey of Sexual attitudes and Lifestyles (Natsal), which was conducted in 1990-1991 and 2000-2001 upon a representative sample of 12,110 clients and non-clients aged 16-44 years old.

Cameron and Collins (2003) estimate a probit model for the choice by males of consuming female prostitution services upon the 1990-1991 survey. The search cost for single men of finding sexual partners is an important determinant and pricing is a reflection of risk preferences for non-single men; the risk of disease has a significant deterrent effect, while risk disposition and belonging to a sexually restrictive religion have a significantly positive effect.

Della Giusta et al (2014) use the 2000-2001 survey, but restrict their sample to men aged 26-44 years; thus, there is no difference as regards average age between clients and non-clients. Their probit model includes the same variables as in Cameron and Collins (2003); determinants are very similar albeit educational attainment and skills seem to run opposite: client are better educated although more unskilled; clients are less often married or co-habiting than non-clients.

Both these surveys are biased as regards the age groups of clients: Males over 44 years old are also potential clients.

Another two papers design a hedonic price model that captures both the demand side and the supply-side upon data collected from an Internet website.

Moffatt and Peters (2004) used a sample of 998 clients in the whole UK that completed reports submitted between January 1999 and July 2000. They provide evidence that pricing reflects risk preferences and find that sex-workers in the UK earn twice the weekly wage of a typical non-manual female worker.

Muravyev and Talavera (2013) designed a matched female prostitutes-clients panel data over 1999-2009 from the same website, with a larger sample (4,569 observations from 1,580 sex-service providers) restricted to the London area and with a narrower focus upon unprotected sex. The average age of a service provider is 25 years old, there is a premium (median price per hour is £150) and a client spends on average 48 minutes while Moffatt and Peters (2004) report a lower price and a shorter span of time.

It is worth noticing that these papers may focus on the upper end of the sex market and the average number of customers per prostitute is unknown. Hence, prices do not reflect the average gains of overall prostitutes throughout the country.

Furthermore, the UK may not be representative of sexual behaviour patterns across EU countries and we ignore the share of clients among the 168 million adult male population in EU-28. Addressing the demand-side issue requires some tentative assessment (Adair and Nezhyvenko, 2016), which falls out of the scope of this paper.

3. ESTIMATES FROM THE SUPPLY SIDE: HIV PREVALENCE AMONG SEX WORKERS

As for the supply-side, it is worth noticing that some students and housewives participate on a part time basis in addition to full time professionals. Hence, we assume that prostitution is an equivalent full-time activity, the magnitude of which we measure, thanks to qualitative and quantitative surveys issued from primary as well as secondary sources.

There are qualitative surveys upon small non-random samples in three EU countries that have regulatory prostitution regimes. Farley et al (2003) interviewed 54 sex workers in Germany. Wagenaar et al (2013) interviewed 82 sex workers in Austria and 44 in the Netherlands; they suggest there are no barriers to entry as for brothels and earnings in prostitution are generally low: hourly gross earnings rarely exceeding € 8. Proprietors take usually 40-50 per cent from earnings. Hence, the sex worker would get roughly € 1,000 average monthly net earnings. Adriaenssens and Hendrickx (2015) designed a survey addressing the various segments of prostitution from the supply side altogether with a wide range of prices: it claims that the official figures for prostitution in Belgium are underestimated.

We assume that sex workers are overwhelmingly females (90 per cent); hence, we do not address male and transgender prostitution that nevertheless does exist.

In Table 3, we estimate the number of female sex workers using an indirect measure from two series of data upon HIV prevalence collected from the World Health Organisation.

In the first series, data for 23 EU countries relate either to 2000 or 2004 (Vandepitte et al, 2006); after adjusting for missing data with the median value of HIV prevalence in the EU (0.5 per cent), the number of females sex workers is slightly below one million stands for Estimate 1B. In the second series, data for 24 EU countries relate to mid and late 2000s (Prüss-Ustün et al, 2013); after adjusting for missing data with the median value of HIV prevalence in the EU (0.3 per cent), the number of females sex workers that is slightly over half a million stands for Estimate 1A.

Comparing these two series, one should not conclude that the magnitude of prostitution has declined, which would run opposite to the trend in demand. It is quite unlikely a serious drop in HIV prevalence occurred during so short a period that would only be due to safer sex practices, an assumption that is not documented. At last, there is no reason to assume that epidemic recording has deteriorated over time. We have yet no strong clue to decide if Estimate 1A understates the magnitude of sex work, although Prüss-Ustün et al (2013) acknowledge that survey coverage for female sex workers was adjusted for injection drug use and makes it a conservative estimation; conversely, Estimate 1B may overstate the magnitude of sex work.

Table 3. Estimates of female sex workers from HIV prevalence (early and late 2000s)

Country	Female +15 years old (2011)	Female sex workers as a % of females +15 years old	Estimate 1 A Number of female sex workers (mid and late 2000s)	Female sex workers as a % of females + 15 years old	Estimate 1 B Number of female sex workers (early and mid-2000s)
Austria	2 831 855	0.5	14,16	1.0%	26,944
Belgium	3 599 767	0.2	7,2	0.4%	13,545
Bulgaria	2 500 139	0.3	7,5	0.6%	15,988
Croatia	1 438 394	0.2	2,877	0.5%	7,231
Cyprus	304 272	Na (0.3)*	0,913	Na (0.5%)*	1,521
Czech Rep	3 622 042	0.2	7,244	0.4%	14,409
Denmark	1 801 669	0.2	3,603	0.4%	7,028
Estonia	455 730	0.5	2,278	1.1%	5,254
Finland	1 753 497	0.1	1,753	0.3%	5,137
France	20 608 570	0.1	20,608	0.2%	38,506
Germany	26 666 646	0.7	186,666	1.4%	385,266
Greece	3 676 071	0.2	7,352	0.4%	14,681
Hungary	3 472 528	0.3	10,417	0.6%	21,222
Ireland	1 539 528	Na (0.3)*	4,818	Na (0.5%)*	7,697
Italy	19 567 814	0.2	39,136	0.4	7,7283
Latvia	724 906	0.7	5,074	1.5%	12,143
Lithuania	1 063 308	0.4	4,253	0.7%	8,251
Luxembourg	172 648	0.2	0,345	0.4%	0,570
Malta	141 449	Na (0.3)*	0,424	Na (0.5%)*	0,707
Netherlands	5 538 148	0.3	16,614	0.6%	31,833
Poland	13 580 266	0.3	40,741	0.6%	78,751
Portugal	3 582 038	Na (0.3)*	10,746	Na (0.5%)*	17,910
Romania	6 866 235	0.4	27,465	0.8%	59,305
Slovakia	1 938 685	0.2	3,877	0.4%	7,658
Slovenia	689 707	0.7	4,828	1.4%	9,671
Spain	15 637 867	0.3	46,914	Na (0.5%)*	78,189
Sweden	3 006 611	0.05	1,503	0.1%	2,799
UK	20 882 796	0.3	62,648	0.5%	96,174
EU-28	168 316 690	0.3*	541,957	0.5%*	976,118

Source: Prüss-Ustün et al (2013); Vandepitte et al (2006) * Median value

4. ESTIMATES FROM THE SUPPLY SIDE: NGOs AND MISCELLANEOUS SOURCES

There are qualitative surveys upon small non-random samples in three EU countries that have regulatory prostitution regimes. Farley et al (2003) interviewed 54 sex workers in Germany. Wagenaar et al (2013) interviewed 82 sex workers in Austria and 44 in the Netherlands; they suggest there are no barriers to entry as for brothels and earnings in prostitution are generally low: hourly gross earnings rarely exceeding € 8. Proprietors take usually 40-50 per cent from earnings. Hence, the sex worker would get roughly € 1,000 average monthly net earnings. Adriaenssens and Hendrickx (2015) designed a survey addressing the various segments of prostitution from the supply side altogether with a wide range of prices: it claims that the official figures for prostitution in Belgium are underestimated.

An international foundation defending sex workers (TAMPEP, 2010) collected 380 responses from 600 standardised questionnaires sent to key organisations, mostly NGOs (56 per cent) and Health Services (22 per cent) in direct contact with sex workers. It helped building reports for 23 EU countries; Croatia, Cyprus, Ireland, Malta and Sweden are missing (See Table 4).

Table 4. Sex workers in the EU according to TAMPEP (2008)

Country	Nationals (% of prostitutes)	Migrants (% of prostitutes)	Dummy	(%) Outdoor prostitution	Number of prostitutes	year
Austria		78%	<i>Import</i>	15%	27,000-30,000	2008
Belgium		60%	<i>Import</i>	34%	15,000-20,000	2008
Bulgaria	98%			33%	6,000-10,000	2008
<i>Croatia</i>						
<i>Cyprus</i>						
Czech Rep	59%			19 %	10,000-13,000	2008
Denmark		65%	<i>Import</i>	25%	5,560	2008
Estonia	95%			2%	1,000-1,200	2008
Finland		69%	<i>Import</i>	10%	5,000-6,000	2008
France		61%	<i>Import</i>	61%	18,000-30,000	2008
Germany		65%	<i>Import</i>	13%	400,000	2008
Greece		73%	<i>Import</i>	60%	10,000	2008
Hungary	75%			40%	10,000-15,000	2008
<i>Ireland</i>						
Italy		90%	<i>Import</i>	60%	50,000	2008
Latvia	88%			40%	2,000-3,000	2008
Lithuania	90%			57%	1,250-1,550	2008
Luxembourg		92%	<i>Import</i>	30%	5,000	2008
<i>Malta</i>						
Netherlands		60%	<i>Import</i>	11%	10,000-15,000	2008
Poland	66%			40%	10,000	2008
Portugal		56%	<i>Import</i>	45%	9,700	2008
Romania	98%			64%	2,500-3,800	2008
Slovakia	98%			73%	7,500	2008
Slovenia	70%			2%	1,500-3,000-	2008
Spain		90%	<i>Import</i>	46%	6,000	2008
<i>Sweden</i>						2008
UK		41%		23%	80,000	2008
EU-23					693,000-730,000	

Source: TAMPEP (2010)

Some answers regarding earnings suggest that the questions were misunderstood and estimates were not checked. However, reports provide data on working conditions and vulnerability, mobility and earnings that may be used for qualitative assessment.

As regards location, almost two thirds of sex workers in Europe work indoor (brothels, clubs, bars, parlours, windows and escort), which makes prostitution less visible, hence more difficult to estimate.

Table 5. Maximin and minimax Estimates from miscellaneous sources (circa 2010)

Country	Number of adult females (thousand)	Number of prostitutes (circa 2010)	Number of prostitutes (circa 2010)	Estimate 2A: Maximin	Estimate 2B: Minimax
Austria	2,815.5	27,000-30,000	5,500-10,000	10,000	27,000
Belgium	3,555.9	15,000-20,000	10,000-15,000	15,000	20,000
Bulgaria	2,535.48	6,000-10,000	8,000-10,000	10,000	10,000
Croatia	1,438.29		6,700	6,700	6,700
<i>Cyprus</i>	295.125			915	1,446
Czech Rep.	3,641.35	10,000-13,000	5,000-25,000	13,000	25,000
Denmark	1,800.06	5,560	5,500	5,500	5,500
Estonia	459.12	1,000-1,200	1,000	1,000	1,200
Finland	1,756.75	5,000-6,000	12,000-15,000	6,000	15,000
France	21,197.0	18,000-30,000	18,000-20,000	20,000	30,000
Germany	26,628.5	400,000	150,000-400,000	150,000	400,000
Greece	3,684.2	10,000	1,200-20,000	10,000	20,000
Hungary	3,483.1	10,000-15,000	8,000-10,000	10,000	15,000
Ireland	1,543.8		1,000	1,000	1,000
Italy	19,501.4	50,000	50,000-100,000	50,000	100,000
Latvia	743.3	2,000-3,000	15,000-20,000	3,000	20,000
Lithuania	1,102.8	1,250-1,550		1,550	1,550
Luxembourg	169.06	5,000		5,000	5,000
Malta	141.9			467	467
Netherlands	5,519.2	10,000-15,000	20,000-30,000	15,000	30,000
Poland	13,561.5	10,000	12,000	10,000	12,000
Portugal	3,590.1	9,700	28,000	9,700	28,000
Romania	6,899.5	2,500-3,800	2,000-23,000	3,800	23,000
Slovakia	1,941.3	7,500		7,500	7,500
Slovenia	688.4	1,500-3,000-		1,500	3,000
Spain	15,653.1	6,000	300,000-400,000	300,000	400,000
Sweden	3,000.7		1,500	1,500	1,500
UK	20,769.0	58,000-80,000	80,000-100,000	80,000	80,000
EU-28	168,116.1	693,000-730,000	740,400-1,253,700	747,970	1,309,634

Source: TAMPEP (2010); Charpenel (2013); UNODC (2014).

Twelve EU countries wherein the share of migrants among sex workers is above 50 per cent are net importers; the UK is an outlier. Conversely, ten EU countries wherein the share of nationals among sex workers is above 50 per cent are most likely to be exporters. One third

of migrants came from EU countries in 2008, especially from Eastern Europe, Romania and Bulgaria being most mentioned countries of origin. Nationals account only for 30 per cent of total number of sex workers, whereas migrant sex workers account for almost 70 per cent. The latter are highly mobile and more vulnerable as regards working conditions and risks (including HIV as well as deportation); two thirds are prone to be exploited by third party (pimps and brothel managers). The figures for nationals are opposite: one third is prone to be exploited by third party.

Aforementioned data including both nationals and migrants (TAMPEP, 2010) suggest that over one third (36 per cent) of sex workers might be independent from third party (although not from family ties) and could be considered as self-employed, including part-time sex workers. Hence, the majority of sex workers is trapped in forced labour, wherein migrants fill in the largest share.

In order to fill in the vacuum for the five missing countries from Table 4 and do justice to other estimates, we picked up the figures from the abolitionist Scelles foundation (Charpenel, 2013) and the UNODC (2014) that are included in Table 5.

It is worth noticing that figures come from miscellaneous sources (NGOs, the police, etc.) and no information is available as regards coverage and time period for data collection. We compiled all estimates whatever sources for 26 EU countries and completed the missing figures for Cyprus and Malta with the median value of the 26 EU countries. We first calculate the highest of the lowest figures (Maximin) and come up with Estimate 2A that amounts to 748,000 prostitutes. When calculating the lowest of the highest figures (Minimax), Estimate 2B amounts to 1,310,000 prostitutes, which is 75 per cent higher.

5. ESTIMATES FROM THE SUPPLY-SIDE: SEXUAL EXPLOITATION TRAFFICKING AND FORCED LABOUR

Sexual exploitation trafficking or forced labour and prostitution do not overlap, in as much as the latter encapsulates non coerced sex work. Although a subsample of overall prostitution, sexual exploitation trafficking is used as an indirect measurement of the former.

The ILO (2012), Eurostat (2013) and UNODC (2014) provide fragmented information on the patterns of prostitution and its magnitude in the EU. Eurostat and UNODC assert that trafficking for sexual exploitation is the most common form of human beings trafficking. Available and reliable data recording depend on judicial and police effectiveness across countries. Databases do not collect necessarily from the same source: neither UNODC nor Eurostat collect primary sources, whereas the ILO collects data from both primary and secondary sources (Vermeulen et al, 2006).

5.1. The ILO survey on forced labour and sexual exploitation trafficking

The ILO (2009) designed from experts a list of 67 indicators related to trafficking. The subset of indicators for sexual exploitation encapsulates very bad working conditions (including excessive working time and hazardous work), low or no salary and no compliance with labour regulations (including the absence of contract signed and social protection). It

leaves room for non-coercive prostitution (including casual activity) in as much as it is not related to sexual exploitation. In this connection, non-coercive prostitution is included in informal employment as defined by the ILO (2013).

The ILO (2012) computed a global estimate of forced labour for the 2002- 2011 reference period from a capture-recapture investigation based on reported cases from different sources (research institutes, NGOs and the media). There are some 880,000 victims of forced labour in Europe, among which 270,000 (30 per cent) are enslaved in sexual exploitation, which does not cover up the overall magnitude of prostitution. Forced sexual exploitation is mostly affecting women (98 per cent) and the average duration is less than 18 months for commercial sexual exploitation. As for the prevalence of forced labour, the ratio is highest in the Central and South-Eastern Europe regions (4.2 victims per 100,000 inhabitants) and lowest in the European Union (1.5 victims per 100,000 inhabitants).

5.2. Designing an Eurostat-UNODC estimate from victims of sexual exploitation

Eurostat (2013) collected data on human beings trafficking over the period 2008-2010. It is acknowledged that the EU currently lacks reliable and comparable statistical information on trafficking in human beings. This is mainly due to the differences between the Member States in the criminal codes, in the reporting and monitoring systems as well as for the rates of reporting cases to the police, NGOs and other entities.

In the year 2010, 24 EU Member States reported a total number of 9,528 identified and presumed victims of trafficking, whereas the total number of identified victims is 5,535. Data are broken down between other forms of forced labour and sexual exploitation, which amounts to the largest share of victims (62 per cent) that are predominantly female (96 per cent). Sexual exploitation includes all forms of forced prostitution whether indoor or outdoor. Most victims detected in EU Member States are citizens from Romania and Bulgaria.

Box 1. The Palermo Protocol

The United Nations Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, coined as the Palermo Protocol (2000) sets the minimum standards for the elimination of trafficking of human beings. The United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) is in charge of the implementation and records the victims (UNODC, 2014). The Palermo Protocol entered in force in 2003 and states that exploitation of prostitution and trafficking cannot be separated, albeit it does not apply to non-coercive prostitution. Tier 1 gathers 17 EU Member States that fully comply with the minimum standards, whereas the remaining 11 EU Member States that do not fully comply belong to Tier 2. It is worth noticing that Tier 2 gathers countries from all three-policy regimes as regards prostitution. See Table 6.

UNODC (2014) provides some similar patterns for the period 2010- 2012. Most victims detected in EU Member States for year 2010 are citizens from Romania and Bulgaria. In Central Europe and the Balkans, domestic trafficking accounts for about 80 per cent of the detected victims in accordance with previous findings (TAMPEP, 2010). Among the detected victims trafficked to EU countries, sexual exploitation is prevalent (66.25 per cent).

Table 6. Victims of sexual exploitation and prevalence in the EU for year 2010

EU Member States	Number of inhabitants (100,000)	Compliance with Palermo Protocol	Number of victims of sexual exploitation				
			2010 (Eurostat)	Average over period (UNODC)	2010 (Eurostat or UNODC)	Share in 100,000 inhabitants	Prostitution extrapolated (x 20 x 7)
Austria	83,751	Tier 1		49	49	0.585063	6,860
Belgium	110,006	Tier 1	43		43	0.390886	6,020
<i>Bulgaria</i>	73,694	<i>Tier 2</i>	366	406	366	4.966462	51,240
Croatia	42,898	<i>Tier 2</i>	2	6	4	0.093243	560
<i>Cyprus</i>	8,397	<i>Tier 2</i>	24	24	24	2.85799	3,360
Czech Rep.	104,867	Tier 1	3 (15)	36	45	0.429114	6,300
Denmark	55,606	Tier 1	50	70	50	0.899179	7,000
<i>Estonia</i>	13,296	<i>Tier 2</i>		16	20	1.504144	2,800
Finland	53,752	Tier 1	26	20	26	0.483696	3,640
France	649,787	Tier 1	726	702	726	1.117289	101,640
Germany	817,516	Tier 1	610	419	610	0.746163	85,400
Greece	111,233	<i>Tier 2</i>		69	71	0.638295	9,940
Hungary	99,857	<i>Tier 2</i>	5	68	48	0.480686	6,720
<i>Ireland</i>	45,708	Tier 1	56	44	56	1.225147	7,840
Italy	593,646	Tier 1		61	57	0.096017	7,980
Latvia	20,746	<i>Tier 2</i>	4	4	4	0.192808	560
Lithuania	30,525	<i>Tier 2</i>		15	13	0.425868	1,820
<i>Luxembourg</i>	5,118	Tier 1	6		6	1.172241	840
Malta	4,149	<i>Tier 2</i>	4		4	0.963881	560
<i>Netherlands</i>	166,558	Tier 1	749	900	749	4.496932	104,860
Poland	380,622	Tier 1		169	169	0.444004	23,660
Portugal	105,727	<i>Tier 2</i>		10	17	0.160791	2,380
<i>Romania</i>	201,990	<i>Tier 2</i>	482	520	482	2.38625	67,480
Slovakia	53,924	Tier 1	21	13	21	0.389434	2,940
<i>Slovenia</i>	20,501	Tier 1	30	22	30	1.46328	4,200
Spain	466,671	Tier 1	1605	207	1,605	3.439248	224,700
Sweden	9,41557	Tier 1	19	34	19	0.201793	2,660
UK	630,225	Tier 1	170	173	170	0.269745	23,800
EU-28	5,044,944		4,98	4,057	5,484	1.161416	767,760

Source: our compilation from Eurostat (2013) and UNODC (2014).

We compared and compiled data for victims of sexual exploitation in 2010 from Eurostat (2013) and UNODC (2014). In Table 6, we report the numbers of victims for 20 EU countries. With regard to consistency, we first checked both series of data for the same 18 EU countries; the data do not match for Spain. We computed the missing data thanks to the

average share of victims according to the UNODC series. At last, we completed the series for all 28 EU countries, using Eurostat series when available and UNODC otherwise. It is worth noticing that some large countries such as Italy and Poland did not provide data although they belong to the Tier 1 Palermo Protocol. We calculated the "Number of victims/100,000" (last column) by dividing "Number of victims of sexual exploitation in 2010" (seventh column) per "Population in 100,000 in 2010" (second column).

In the EU-28, in line with the estimate from the ILO (2012), the average number of victims of sexual exploitation is over one (1.16) for a thousand hundred inhabitants in 2010. Bulgaria, Estonia, and Romania as well as Cyprus do not fully comply with the Palermo Protocol and stand above average; such is also the case for Slovenia that is compliant. Fully compliant countries such as Ireland, Luxembourg, the Netherlands and Spain also stand above average, whereas France is pretty close to average.

According to UNODC (2010) the detection ratio is one in 20 victims of sexual exploitation trafficking and one sex worker in seven would be a trafficking victim². If we use these figures, there would be a flow of 100,000 victims for sexual exploitation in the EU 28 in 2010 (5,000 recorded victims times 20) and over 750,000 sex workers. However, UNODC calculates a stock from a flow, ignoring how large is the flow that leaves the market (replacement) or just moves across countries. If net inflow increases, the stock of prostitutes will rise and prices should decline, unless demand increases.

We apply the multiplier (times 20 times seven) to the number of victims of sexual exploitation in each country and extrapolate the magnitude of prostitution (see last column in Table 6): we come up with an overall figure of 767,760 prostitutes for EU-28, which is our Estimate 3B. Some results regarding country distribution are obviously inconsistent: for instance, Germany counts less prostitutes than the Netherlands albeit five times larger a population. Hence, one may be very skeptical as for the accuracy of such a proxy to gauge prostitution at country level (Savona and Stefanizzi, 2007).

6. A COMPARISON OF ESTIMATES: INFORMAL EMPLOYMENT AND POPULATION DISTRIBUTION

6.1. Prostitution and informal employment

Prostitution as any other activity falls within the employment framework designed by the ILO in order to compile informal employment, which gathers employees and self-employed both within the formal and the informal sector (ILO, 2013). Employees are considered informal in as much as their employment relationship is not subject to national labour

² Transcrime (2002) suggests a multiplier of 20 for every victim detected, which comes from a pilot survey tested in Spain, Italy and Finland. The share of victims among sex workers remains unexplained.

legislation, income taxation or social protection entitlement. Informal employees may be undeclared, hold casual jobs or jobs with a limited short duration; experience working hours (beyond) or wages (below) a specified threshold; workplace is outside the premises of the employer's business; or jobs for which labour regulations are not applied, not enforced, or not complied with for any other reason. Self-employed in unincorporated enterprises are informal in as much as their job is not registered, escaping both income taxation and social security contribution payment.

The EU countries do not compile informal employment. The absence of a fixed contract may provide a proxy for informal employment; in this connection, it applies to both the employees with a limited duration contract and to self-employed. Sex workers do not usually have a fixed contract ensuring that they benefit from labour and social regulations, although they may have a job in massage parlours or other legal activities. In as much as prostitutes are considered as self-employed workers without fixed contract, regardless they are trapped in (illegal) forced labour or practice (legal) non-coercive sex work, they are informal workers.

Table 7. Estimates of sex workers as a share of employed females without a fixed contract

Estimates Country	1A (HIV prevalence)	1B (HIV prevalence)	3A (ILO)	3B (Eurostat- UNODC)	2A (Maximin)	2B (Minimax)
EU-28	542,000	976,000		768,000	748,000	1,310,000
Prostitution as a share of employed females without a fixed contract						
EU-28	0.024%	0.043%		0.033%	0.033%	0.06%

Source: our compilation from Eurostat (2011). Rounded percentages.

As regards informal employment, sex workers should be (are) included in total employed females. In as much as they are not considered officially as wage earners, sex workers belong to the category of self-employed females. However, most of them are employees without a fixed contract. Adding these two categories, we come up with a broad category of employed females without a fixed contract, as a proxy for informal workers. There are 21.797 million females without a fixed contract among 101.136 million employed females as for 2010 the EU-28: one female worker out of five. See Table 7.

6.2. Checking estimates: An ordered probit

We calculated the share of prostitutes among the female workers, using our five estimates as a percentage of employment according to the data from Eurostat (2011) for year 2010. We applied an ordered probit model to our five estimates according to several variables mostly focusing on the supply-side³: *GDP per capita*, *Legal brothels*, *Adult female population (aged 15-64)*, *International female migrant stock per 100,000 population*, *rate of unemployment for females below 25*, *Part-time female workers*. See Table 8.

Looking for the best estimate, Estimate 1A (541,957 prostitutes) is an obvious candidate, followed by Estimate 1B (976,118 prostitutes), Estimate 2B (1,309,634 prostitutes), Estimate 2A (747,970 prostitutes) and Estimate 3B (767,760 prostitutes). Figures from HIV

³ We cross checked the demand side including total adult male population and the scale effect as regards total population. These variables are not included in the paper. Detailed results are available upon request.

prevalence are more reliable than Estimates 2B and 2A from miscellaneous sources (NGOs, the police, etc.), whereas Estimate 3B from victims of sexual exploitation is the least reliable. As regards numbers, our best estimate is also the most conservative one, albeit it may stand as a lower bound.

Table 8. Ordered probit model

Variables	Estimate 1A HIV preval.	Estimate 1B HIV preval.	Estimate 2B Maximin	Estimate 2A Minimax	Estimate 3B Victims.
<i>GDP per capita</i>	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)	0.000 (0.000)	0.000 (0.000)	-0.000 (0.000)
<i>Legal brothels</i>	1.919*** (0.575)	5.254** (2.053)	2.604*** (0.549)	1.373** (0.570)	1.174 (0.773)
<i>Female population aged 15-64</i>	0.001 (0.003)	-0.001 (0.005)	-0.000 (0.003)	0.001 (0.003)	-0.003 (0.003)
<i>Female migrant stock per 100,000 population</i>	0.000*** (0.000)	0.000*** (0.000)	-0.000 (0.000)	-0.000 (0.000)	-0.000 (0.000)
<i>Unemployment for females below 25</i>	-0.076*** (0.027)	-0.148*** (0.049)	0.004 (0.027)	0.010 (0.030)	-0.061* (0.036)
<i>Part-time female workers</i>	-0.005 (0.023)	0.011 (0.032)	-0.039*** (0.015)	-0.025** (0.012)	-0.007 (0.014)
<i>Constant cut1</i>	-4.105*** (1.387)	-11.875*** (4.510)	-1.150 (0.730)	-0.853 (0.976)	-2.710** (1.245)
<i>Constant cut2</i>	-2.874** (1.240)	-6.979*** (2.282)	-0.319 (0.676)	-0.110 (0.954)	-1.894 (1.256)
<i>Constant cut3</i>	-1.771 (1.184)	-5.444** (2.176)	0.581 (0.646)	0.692 (0.961)	-1.125 (1.232)
Observations	28	28	28	28	28

Source: our calculation. Robust standard errors in parentheses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

GDP per capita is very significant for Estimates 1A and 1B (p-value is 0.01), albeit it proves negative. This may run against the intuition that higher GDP attracts more prostitutes (especially migrants).

Legal brothels is significant for almost all Estimates (p-value is 0.01 or at least 0.5), with the exception of Estimate 3B; it proves always positive, in line with the results of existing literature (Cho et al, 2013; Jakobsson and Kotsadam, 2013).

Adult female population is insignificant for all Estimates and proves positive only for Estimates 2A and 1A, making sure that prostitutes are women.

International female migrant stock per 100,000 of population is very significant and proves positive for Estimates 1A and 1B (p-value is 0.01).

Unemployment rate of females below 25 is very significant for Estimates 1A and 1B (p-value is 0.01) and weakly significant for Estimate 3 (p-value is 0.1); it proves negative, suggesting that unemployment does not drive prostitution.

Rate of female part-time workers is significant for Estimates 2A and 2B (p-value is 0.01 and 0.5); it proves negative, suggesting that prostitution is a full-time job.

We selected quartiles as cut points for each estimate, dividing the sample into four categories of equal size (seven countries) according to the share of prostitutes per one thousand female workers, from highest to lowest. Quartile 1 is the upper half above median, quartile 2 is the lower half above median, quartile 3 is the upper half below median, and quartile 4 the lower half below median. Ranking is similar as regards the first two Estimates (1A and 1B) for 24 countries (save Croatia, Ireland, Italy and Poland), the mean for EU-28 is also very close to the median. Nineteen countries display similar ranking at least for three Estimates, among which only five countries display similar ranking for four Estimates (France, Germany, Hungary, Netherlands and Sweden). On average, the share of prostitutes in the EU-28 for year 2010 would amount from less than six up to over 13 per 100,000 female workers, with respect to Estimates. See Table 9 in appendix.

7. CONCLUSION

It is common knowledge that data on prostitution are scant and expert's calculations are 'guesstimates'. Our sample is small (28 countries) albeit consistent because EU membership is binding with respect to budget issues and the requested harmonisation of National Accounts. Moreover, the EU is an open area for both labour and capital mobility, which makes cross-border trafficking easy.

Recalling that the share of countries wherein brothels are legal is close to one fourth of total EU-28 population, one main finding in line with the existing literature is that the regulation of legal brothels positively correlates with four out of five Estimates. We also suggest that there is a premium for prostitution, despite some mixed evidence that the upper end segment of the prostitution market may pull prices; conversely, the lower end may be far less profitable for sex workers but not for pimps and brothel managers.

To our best knowledge, the five Estimates we have compiled as for the EU-28 are the first ones in the economic literature on prostitution. We designed ordered probit models according to which Estimates 1A and 1B issued from HIV prevalence prove most robust. Conversely, other Estimates from miscellaneous sources (2A and 2B) and Estimate 3B from victims of sexual exploitation trafficking prove far less robust. Estimate 1A provides a lower bound figure (542,000 prostitutes) as for 2010 that may be used as a benchmark for macroeconomic purposes.

There are limitations in our study. First, we did not use panel data in the absence of a reliable database for prostitution; hence, we did not address the dynamics of the EU sex market. Second, we have no robust variable addressing the demand side that deserves dedicated surveys upon sexual behavior as well as National Accounts data for expenditure on prostitution. Last, we have little evidence regarding either the share of coercive (sexual

exploitation) vs. non-coercive prostitution, or the share of employees vs. self-employed prostitutes.

In our work in progress (Adair and Nezhyvenko, 2016) we crosscheck these estimates with data from National Accounts in order to address the value added from sex work and we make some tentative assumptions regarding the demand-side and earnings. In this connection, prostitution may possibly be the tip of iceberg as regards the sex industry, including sex shops and the pornographic movie business industry that the Internet has triggered, we know little about. So far, investigation is lacking with respect to the spillover effects of prostitution on hotel occupation rate and cabaret dancing entertainment, etc.

REFERENCES

- Adair, P. and Nezhyvenko, O. (2016) Sex work vs. sexual exploitation: Assessing guesstimates for prostitution in the European Union. Proceedings of the 6th OECD Conference, September 6-9, Paris, ISES. DOI: [10.20472/EFC.2016.006.002](https://doi.org/10.20472/EFC.2016.006.002)
- Adriaenssens S. and Hendrickx J. (2015) A direct measure of output in prostitution in Belgium. Faculty of Economics and Business, KU Leuven: Belgium.
- Bajos, N., Bozon, M., Beltzer, N. (2007) Enquête sur le Contexte de la Sexualité en France. ANRS, INED, INSERM, PARIS: France.
- Cameron, S. and Collins, A. (2003) “Estimates of a model of male participation in the market for female heterosexual prostitution services”. *European Journal of Law and Economics* 16(3): 271-288.
- Carael, M., Slaymaker, E., Lyerla, R. and Sarkar, S. (2006) “Clients of sex workers in different regions of the world: hard to count”. *Sexually Transmitted Infections* 82(Suppl 3): 26–33.
- Charpenel, Y. ed. (2013). *Sexual Exploitation Prostitution and Organized Crime*. www.fondationscelles.org/pdf/rapport_mondial/sexual_exploitation_prostitution_Fondation_Scelles.pdf
- Cho, S-Y., Dreher, A. and Neumayer, E. (2013) “Does Legalized Prostitution Increase Human Trafficking”? *World Development* 41: 67–82.
- Della Giusta, M., Di Tommaso, M. L. and Jewell, S. L. (2014) Stigma and Risky Behaviors among Clients of Prostitutes. *Working Paper Series 19/14*, Università di Torino: Italy
- Edlund, L. and Korn, E. (2002) “A theory of prostitution”. *Journal of Political Economy* 110(1): 181-214.
- Eurostat. Earnings of employees in 2010. Eurostat.online data code: earn_ses_pub2i
- Eurostat, (2011) *Labour market statistics*. Publications Office of the European Union: Luxembourg.
- Eurostat, (2013) *Trafficking in human beings*, Luxembourg: Publications Office of the European Union
- Farley, M., Cotton, A., Lynne, J., Zumbeck, S., Spiwak, F., Reyes, M. E., Alvarez, D. and Sezgin, U. (2003) “Prostitution and Trafficking in Nine Countries: an Update on Violence and Posttraumatic Stress Disorder”. *Journal of Trauma Practice* 2 (3-4): 33-74.

- Farley, M., Macleod, J., Anderson, L. and Golding, J. M. (2011) "Attitudes and Social Characteristics of Men Who Buy Sex in Scotland". *Psychological Trauma Theory Research Practice and Policy* 3(4): 369-383.
- Farmer, A. and Horowitz, A. W. (2013) "Prostitutes, Pimps, and Brothels: Intermediaries, Information, and Market Structure in Prostitution Markets". *Southern Economic Journal* 79(3): 513-528.
- Hakim, C. (2015) Supply and Desire: Sexuality and the sex industry in the 21st century. IEA Discussion Paper No.61, August. London: UK.
- Havocscope Black Market. www.havocscope.com
- Hubert, M., Bajos, N., Sandfort, T. (1998) *Sexual behavior and HIV/AIDS in Europe: comparisons of national surveys*. UCL Press, London: UK.
- ILO, (2014) *Profits and Poverty: The Economics of Forced Labor*. International Labour Organisation, Geneva: Switzerland.
- ILO, (2013) *Measuring Informality: a Statistical Manual on the Informal Sector and Informal Employment*, International Labour Organisation, Geneva: Switzerland.
- ILO, (2012) *ILO Global estimate of forced labour - Results and methodology*. Indicators of Forced Labour. Special Action Programme to Combat Forced Labour, International Labour Office, Geneva: Switzerland. <http://www.ilo.org/wcms>
- ILO, (2009) Operational indicators of trafficking in human beings Results from a Delphi survey implemented by the ILO and the European Commission, September. International Labour Organisation, Geneva: Switzerland.
- Johnson, A.M, Mercer, C.H., Erens, B., Copas, A.J., McManus, S. and Wellings, K. (2001) "Sexual behaviour in Britain: partnerships, practices, and HIV risk behaviours". *Lancet*, 358(9296):1835-42.
- Jakobsson, N. and Kotsadam, A. (2013) "The law and economics of international sex slavery: Prostitution laws and trafficking for sexual exploitation". *European Journal of Law and Economics* 35(1): 87-107
- Kipling, R. (1888) On the City Wall. *Black and White*. A H Wheeler & Co.'s Indian Railway Library.
- Leridon, H., Zesson, G. and Hubert, M. (1998): The Europeans and their sexual partners, in Hubert. M., Bajos N. and Sandfort T. (eds) *Sexual Behaviour and IV/AIDS in Europe*, pp. 165–196, UCL Press, London: UK.
- Malthus, T. R. (1798) *An Essay on the Principle of Population*. Liberty Fund, Inc., 2000. <http://oll.libertyfund.org/titles/311>
- Mandeville, B. (1724) A Modest Defence of Publick Stews. In *Bernard Mandeville's "A Modest Defence of Publick Stews"*, Primer I. ed. (2006), pp. 42-100. Palgrave MacMillan: New York.
- Månsson, S-A. (2005) Men's practices in prostitution and their implications for social work. In Månsson S-A and Proveyer Cervantes C. eds. (2005) *Social Work in Cuba and Sweden. Prospects and Achievements*. Department of Social Work, Göteborg University and Department of Sociology, University of Havana: Cuba.
- Mendes Bota, P. (2014) *Prostitution, trafficking and modern slavery in Europe*, Doc. 13446, March 20. www.assembly.coe.int

- Moffatt, P. G and Peters, S. A. (2004). "Pricing personal services: An empirical study of earnings in the UK prostitution industry". *Scottish Journal of Political Economy* 51(5): 675-690.
- Moffatt, P. G (2005) Economics of prostitution. In Bowmaker S. W. (Ed) *Economics Uncut A Complete Guide to Life, Death and Misadventure*, Edward Elgar Publishing, Chapter 7: pp. 193-228.
- Muravyev, A. and Talavera, O. (2013) *Unsafe Sex in the City: Risk Pricing in the London Area*, February 13, University of Sheffield: UK.
- Prüss-Ustün, A., Wolf, J., Driscoll, T., Degenhardt, L., Neira, M. and Calleja, J.M.G. (2013) "HIV Due to Female Sex Work: Regional and Global Estimates". *PloS ONE* 8(5): 1-7.
- Savona, E. U. and Stefanizzi, S. eds. (2007) *Measuring Human Trafficking: Complexities and Pitfalls*, Springer:New-York.
- Schulze, E. (2014) *Sexual exploitation and prostitution and its impact on gender equality*. Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs. European Parliament. Brussels: Belgium
- Spira, A., Bajos, N. and the ACSF group (1992) "Aids and sexual behaviour in France". *Nature*, 360: 407-409.
- Stuart Mill, J. (1870) The Evidence of John Stuart Mill, taken before the Royal Commission of 1870, on the Administration and Operation of the Contagious Diseases Acts of 1866 and 1869, *Collected Works of John Stuart Mill*, Volume XXI, Robson J. M. (ed), University of Toronto Press, Routledge and Kegan Paul (1984), pp 349-371. <http://oll.libertyfund.org/titles/255>
- TAMPEP, (2010) National mapping reports, European Network for HIV/STI Prevention and Health Promotion among Migrant Sex Workers, TAMPEP International Foundation: the Netherlands
- Transcrime, (2002) A Pilot Study on Three European Union Key Immigration Points for Monitoring the Trafficking of Human Beings for the Purpose of Sexual Exploitation across the European Union. *Transcrime Reports* No 3, European Commission, Brussels: Belgium.
- UNODC, (2014) *Global Report on Trafficking in Persons, country profiles Western and Central Europe*, United Nations Office on Drugs and Crime, Vienna: Austria.
- UNODC, (2010) *Trafficking in Persons Report 2010*. United Nations Office on Drugs and Crime, Vienna: Austria.
- Vandepitte, J., Lyster, R., Dallabetta, G., Crabbe, F., Alary, M. and Buve, A. (2006) "Estimates of the number of female sex workers in different regions of the world". *Sexually Transmitted Infections*, 82(Supplement 3): 8-25.
- Vermeulen, G., Balcaen, A., Di Nicola, A., Cauduro, A. (2006) *The Siamsect Files: Standardised Templates and Blueprint for EU-wide collection of statistical information and analysis on missing and sexually exploited children and trafficking in human beings*. Institute for International Research on Criminal Policy, Ghent University: Belgium.
- Wagenaar, H., Altink, S., Amesberger, H. (2013) *Final Report on International Comparative Study of Prostitution Policy: Austria and the Netherlands*. Platform 31, The Hague: Netherlands.

Ward, H., Mercer, C. H., Wellings, K., Fenton, K., Erens, B., Copas, A., and Johnson, A. M. (2005) "Who pays for sex? An analysis of the increasing prevalence of female commercial sex contacts among men in Britain". *Sexually Transmitted Infections* 81(6): 467-471.

APPENDIX

Table 9. Distribution of the number of prostitutes per 100,000 EU female workers across countries (2010)

Estimate 1A		Estimate 1B		Estimate 2B		Estimate 2A		Estimate 3B	
Quartile 1		Quartile 1		Quartile 1		Quartile 1		Quartile 1	
<i>Slovenia</i>	12,7	<i>Latvia</i>	27,6	<i>Spain</i>	55,9	<i>Spain</i>	42	<i>Bulgaria</i>	39,5
<i>Latvia</i>	11,5	<i>Slovenia</i>	25,4	<i>Latvia</i>	45,4	<i>Croatia</i>	12	<i>Spain</i>	31,4
<i>Germany</i>	11,4	<i>Germany</i>	23,6	<i>Germany</i>	24,5	<i>Germany</i>	9,18	<i>Netherlands</i>	30,8
<i>Romania</i>	10	<i>Romania</i>	21,6	<i>Greece</i>	16,5	<i>Malta</i>	8,81	<i>Romania</i>	24,6
<i>Austria</i>	8,4	<i>Estonia</i>	18,7	<i>Austria</i>	16	<i>Belgium</i>	8,27	<i>Cyprus</i>	22,1
<i>Estonia</i>	8,13	<i>Austria</i>	16	<i>Portugal</i>	15	<i>Greece</i>	8,26	<i>Slovenia</i>	11
<i>Malta</i>	8	<i>Poland</i>	13,6	<i>Finland</i>	13,8	<i>Slovakia</i>	8,01	<i>Malta</i>	10,6
Quartile 2		Quartile 2		Quartile 2		Quartile 2		Quartile 2	
<i>Poland</i>	7,05	<i>Malta</i>	13,3	<i>Czech Rep.</i>	13,6	<i>Bulgaria</i>	7,72	<i>Estonia</i>	10
<i>Lithuania</i>	6,64	<i>Hungary</i>	13,2	EU-28	13,5	EU-28	7,71	<i>Ireland</i>	9,91
<i>Spain</i>	6,56	<i>Croatia</i>	13	<i>Italy</i>	13,3	<i>Czech Rep.</i>	7,09	<i>Luxembourg</i>	9,44
<i>Hungary</i>	6,5	<i>Lithuania</i>	12,9	<i>Croatia</i>	12	<i>Latvia</i>	6,82	<i>France</i>	9
<i>Ireland</i>	6,09	<i>Bulgaria</i>	12,3	<i>Belgium</i>	11	<i>Italy</i>	6,64	<i>Greece</i>	8,21
<i>Greece</i>	6,07	<i>Greece</i>	12,1	<i>Cyprus</i>	9,51	<i>UK</i>	6,56	EU-28	7,93
<i>Cyprus</i>	6	<i>Spain</i>	10,9	<i>Hungary</i>	9,36	<i>Hungary</i>	6,24	<i>Denmark</i>	5,72
<i>Bulgaria</i>	5,79	<i>Cyprus</i>	10	<i>Malta</i>	8,81	<i>Cyprus</i>	6,01	<i>Germany</i>	5,22
Quartile 3		Quartile 3		Quartile 3		Quartile 3		Quartile 3	
<i>Portugal</i>	5,76	EU-28	10	<i>Netherlands</i>	8,81	<i>Austria</i>	5,94	<i>Hungary</i>	4,19
EU-28	5,59	<i>Ireland</i>	9,73	<i>Romania</i>	8,39	<i>Luxembourg</i>	5,61	<i>Poland</i>	4,09
<i>Italy</i>	5,2	<i>Portugal</i>	9,61	<i>Slovakia</i>	8,01	<i>Finland</i>	5,54	<i>Austria</i>	4
<i>Croatia</i>	5,17	<i>Netherlands</i>	9,35	<i>Slovenia</i>	7,87	<i>Portugal</i>	5,2	<i>Czech Rep.</i>	3,43
<i>UK</i>	5,14	<i>Slovakia</i>	8,18	<i>Bulgaria</i>	7,72	<i>Denmark</i>	4,49	<i>Finland</i>	3,36
<i>Netherlands</i>	4,88	<i>UK</i>	7,88	<i>UK</i>	6,56	<i>Netherlands</i>	4,41	<i>Belgium</i>	3,32
<i>Slovakia</i>	4,14	<i>Czech Rep.</i>	7,86	<i>Luxembourg</i>	5,61	<i>Slovenia</i>	3,94	<i>Slovakia</i>	3,14
Quartile 4		Quartile 4		Quartile 4		Quartile 4		Quartile 4	
<i>Belgium</i>	3,97	<i>Belgium</i>	7,47	<i>Denmark</i>	4,49	<i>Estonia</i>	3,57	<i>Lithuania</i>	2,84
<i>Czech Rep.</i>	3,95	<i>Luxembourg</i>	6,4	<i>Estonia</i>	4,28	<i>Lithuania</i>	2,42	<i>UK</i>	1,95
<i>Luxembourg</i>	3,88	<i>Denmark</i>	5,74	<i>France</i>	2,66	<i>France</i>	1,77	<i>Sweden</i>	1,33
<i>Denmark</i>	2,94	<i>Finland</i>	4,75	<i>Lithuania</i>	2,42	<i>Poland</i>	1,73	<i>Portugal</i>	1,28
<i>France</i>	1,82	<i>France</i>	3,41	<i>Poland</i>	2,08	<i>Romania</i>	1,39	<i>Latvia</i>	1,27
<i>Finland</i>	1,62	<i>Sweden</i>	1,39	<i>Ireland</i>	1,26	<i>Ireland</i>	1,26	<i>Italy</i>	1,06
<i>Sweden</i>	0,00075	<i>Italy</i>	1,03	<i>Sweden</i>	0,747	<i>Sweden</i>	0,747	<i>Croatia</i>	1
5 th widest gap	12,7/ 0,747	4 th widest gap	27,6/ 1,03	1 st widest gap	55,9/ 0,747	2 nd widest gap	42/ 0,747	3 rd widest gap	39,5/ 1

Source: our compilation

El enfoque de capacidades y el programa de combate a la pobreza Prospera de México

BY/PAR **PABLO MEJÍA (1), LEOBARDO DE JESÚS (2), MARÍA-TERESA HERRERA-NEBEL (3)**

- (1) Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas, Universidad Autónoma del Estado de México.
- (2) Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas, Universidad Autónoma del Estado de México.
- (3) Profesora Investigadora, Departamento de ciencias económicas, Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla

RESUMEN

En el presente artículo estudia como los programas de combate a la pobreza en México han integrado el enfoque de capacidades. Se analizaron los resultados que arrojaron la aplicación de los programas instrumentados desde finales de la década de los ochenta, específicamente el Programa Nacional de Solidaridad (Pronasol), el Programa de Educación, Salud y Alimentación (Progresa) así como los programas Oportunidades y Prospera. En la segunda parte sugerimos como pueden mejorarse y hacerse más eficientes estos programas integrando la meta-capacidad de agencia.

Keywords: Amartya Sen, well-being, capability, Mexico, Public Policies, Poverty reduction policies, Prospera, Oportunidades, Impact evaluation.

RESUME

Cet article prétend pour une part analyser comment les programmes de réduction de la pauvreté au Mexique ont intégré le paradigme des capacités. Il étudie notamment les résultats qu'ont obtenus les programmes mis en œuvre depuis les années 80, spécifiquement le 'Programa Nacional de Solidaridad' (Pronasol), le 'Programa de Educación, Salud y Alimentación' (Progresa), ainsi que les programmes 'Oportunidades' et 'Prospera'. Dans la seconde partie, nous suggérons comme ces programmes de lutte contre la pauvreté pourraient être rendus plus efficaces par l'intégration de mesure de la méta-capacité d'agence.

Mots-clés : Amartya Sen, bien-être, capacité, Mexico, politiques publiques, réduction de la pauvreté, prospérité, opportunités, impacts

JEL Classification : J48

1. INTRODUCCIÓN

Las décadas pasadas habían asociado el desarrollo de un país a su nivel de producto interno bruto (PIB), tasa de crecimiento de la productividad, PIB per cápita, nivel de ingreso, etc. Sin embargo, se ha insistido en que estos indicadores no son los más adecuados para medir el nivel de bien-estar con el que cuenta una población y menos aún sus niveles de desarrollo humano. Han surgido nuevos indicadores alternativos, entre los que destacan el índice de desarrollo humano (IDH) y el índice de pobreza multidimensional (IPM). Ambos índices se han inspirado en el enfoque de capacidades (*capabilities*) de Amartya Sen (Cf. Índice de desarrollo humano, 1990; Alkire, 2011) quien considera que el desarrollo económico está íntimamente ligado al crecimiento de la libertad efectiva de la cual gozan las personas (Sen, 1999). Así pues, pese que la riqueza mundial ha experimentado un aumento sin precedentes, el mundo contemporáneo continúa negando libertades básicas a un inmenso número de personas. Es por eso que para el enfoque de capacidades el ingreso es importante, pero no es el único factor a considerar. Sen ve el ingreso como parte de las libertades instrumentales para mejorar el bien-estar. Como bien lo subrayan Iguñiz y Tonon (2014) el enfoque de capacidades es más extenso y exige la eliminación de las principales fuentes de privación de libertad: la pobreza y la tiranía, la escasez de oportunidades económicas y las privaciones sociales sistemáticas, el abandono en que pueden encontrarse los servicios públicos y la intolerancia o el exceso de intervención de los estados represivos. “*Si el punto de partida del enfoque es la identificación de la libertad como objeto principal del desarrollo, el objetivo del análisis de la política económica y social es el establecimiento de los nexos empíricos que hacen que el punto de vista de la libertad sea coherente y convincente como perspectiva que guía el proceso de desarrollo*” (Sen, 2000, 16).

Así vista, esta concepción de libertad incluye tanto los procesos que hacen posible la libertad de acción y decisión como las oportunidades reales que tienen los sujetos, dadas sus circunstancias personales y sociales (Sen: 1997). De allí que las capacidades individuales dependan fundamentalmente de los sistemas económicos, sociales y políticos (Sen: 2000, 74).

Y como bien lo subrayan Iguñiz y Tonon (2014), la puesta en práctica de esta perspectiva del desarrollo humano como expansión de la libertad, queda bajo la responsabilidad de las políticas públicas, son estas las que tienen que estar estrechamente asociadas a la creación y aumento de las oportunidades sociales que tienen las personas (Drèze y Sen: 1995, 6-26; Sen 1999, 1-32).

Si bien el enfoque ha tenido una gran aceptación a nivel teórico y se ha utilizado como marco de referencia en los indicadores sociales y de desarrollo, en la parte operativa siguen existiendo importantes rezagos.

En México, los programas de combate a la pobreza se han implementado por lo menos desde la década de los años ochenta (Pérez, 2011) con la puesta en marcha del Programa Nacional de Solidaridad (*Pronasol*) en 1988, el cual ha dado origen a programas sucesivos: el Programa de Educación, Salud y Alimentación (*Progresá*), el Programa de Desarrollo Humano *Oportunidades* y finalmente se aplicó el programa llamado *Prospera*. De estos cuatro programas, el de *Prospera*, es el que más se ha inspirado en el enfoque de

capabilidades y como veremos más adelante se ha enfocado particularmente en las capacidades de base.

En este contexto, el objetivo del presente trabajo es determinar si las estrategias principales de *Prospera* cumplen con los postulados del enfoque de capacidades de Amartya Sen. Para ello, el resto de este documento se divide en varias secciones. Después del enfoque de capacidades, se revisa el concepto de desarrollo y pobreza vistos desde la perspectiva de Sen para, posteriormente, analizar el papel de las políticas públicas. Más tarde, se presentan los programas de combate a la pobreza seguidos en México, así como sus resultados generales. Posteriormente, con esos antecedentes, se analiza si el programa *Prospera* responde al enfoque de capacidades y presentan algunas ideas que podrían servir de guía a los nuevos programas de política contra la pobreza. Finalmente, se establecen las conclusiones principales.

2. LOS PRINCIPIOS DEL ENFOQUE DE SEN

El enfoque de Sen está organizado alrededor de tres conceptos clave que le permiten enmarcar los procesos económicos en una concepción normativa de la libertad y que son los siguientes: a) los funcionamientos, b) las capacidades y c) la agencia.

2.1. Los funcionamientos

El análisis parte de la explicación de los funcionamientos, utilizando la palabra realizarse. Realizarse viene de realidad. Una persona se realiza cuando logra ser plenamente lo que debe ser. Pero este deber “ser” tiene que responder a su naturaleza humana; es decir, llegar a ser persona. Realizarse como persona significa llegar a ser lo que estoy llamado a ser, desarrollando mis potencialidades, alcanzando y ejerciendo los valores humanos.

Para Sen, la potencialidad es retomada de Aristóteles en el término *dunamin* (Dieterlen, 2014, 37), el cual trata un aspecto del ser humano, que es de hecho lo que Sen va a denominar los *funcionamientos*. Una persona se distingue de otra por lo que es (*beings*) y por lo que hace (*doings*), es decir por sus realizaciones. Cada una de las acciones o actitudes que emprende conforma la fuente de un funcionamiento específico. Así, una persona tendrá una vida plena (*flourishing life*) conformada por un número determinado de funcionamientos. Para la tradición utilitarista, el ingreso y la maximización de utilidad que aquél permite son importantes para el bien-estar. Sin embargo, para Sen los bienes y los servicios sólo son útiles por lo que permiten hacer o ser, por lo tanto, facilita la consecución de funcionamientos (Dieterlen, 2014, 37).

Un individuo puede, por lo tanto, realizar todo un conjunto de funcionamientos que contribuyen y constituyen su bien-estar, ir a la escuela, alimentarse, tener una familia, trabajar, etc. El bien-estar visto desde el enfoque de capacidades, es multidimensional, y resulta entonces de la combinación de varios funcionamientos, desde los más simples, como comer o no contraer enfermedades prevenibles, a los más complejos, como tomar parte activa en la vida de la comunidad.

2.2. Las capacidades

Todos los seres humanos poseemos un gran número de potencialidades o funcionamientos que determinan nuestro nivel de bien-estar. La *capability* individual puede ser definida como

“las distintas combinaciones de funcionamientos que es posible realizar. Se trata pues de una forma de libertad: de la libertad substancial de realizar distintas combinaciones de funcionamientos.”(Sen, 1999, 83). La *capability* se distingue de los funcionamientos ya que ésta corresponde al conjunto de funcionamientos entre los cuales el individuo puede elegir los que quiere realizar para alcanzar la vida que desea o mejorar su bien-estar. Si los funcionamientos son lo que el individuo realiza, la *capability* representa la libertad efectiva que posee el individuo para realizar los funcionamientos que él estima bueno realizar.

Bertin (2014) hace bien la distinción entre dos grupos distintos de funcionamientos: (a) los que podrían ser realizados (potencialmente accesibles), es decir, los que son opciones positivas para el individuo y que podría efectivamente realizar, pero por los cuales no se decidió; (b) los funcionamientos que son accesibles y efectivamente elegidos (los funcionamientos realizados). El conjunto de los funcionamientos potenciales constituye el espacio de las capacidades mientras que los funcionamientos realizados representan un subconjunto de este primero. Se puede ver que hay una brecha entre los funcionamientos potencialmente alcanzables para un individuo en una sociedad y los alcanzados. Esta brecha puede ser más o menos pronunciada de una sociedad a la otra. Esto es así a causa de la presencia de condiciones presentes de tipo: ambiental, económico y social. Cada sociedad ofrece un conjunto de funcionamientos potenciales que le es propio y que no corresponde al conjunto de otra sociedad. Se puede, sin embargo, identificar un núcleo de funcionamientos esenciales presente en toda sociedad, como comer o beber, pero otros no son realizables en cualquier sociedad o por cualquier individuo.

Por otro lado, hay que considerar la elección de la persona, quien puede también decidir voluntariamente no realizar cierto número de funcionamientos que le serían posibles. Esta elección se encuentra motivada por el hecho de que el funcionamiento considerado no es valorado positivamente por el individuo por no contribuir a su bien-estar.

Entonces, el desarrollo de las *capacidades* depende de un conjunto complejo de elementos que es necesario introducir. Tenemos, por un lado, la libertad de elección pero también un número de situaciones adversas que pueden impedir que una persona elija de manera libre toda una serie de funcionamientos. Esto permite entender porque Sen dice que el desarrollo consiste en una maximización de libertades (Sen, 1999).

2.3. Agencia, cualidad de agencia (agency)

En cuanto agente, el individuo se vale de su razón práctica para alcanzar los objetivos que se ha fijado. Para Sen: *“la cualidad de agente como realización personal, consiste en la consecución de los objetivos y valores que tiene razones para valorar, que estén o no ligados a su bien-estar. Nada obliga a un ser humano, en cuanto agente, a buscar exclusivamente su bien-estar personal, y su cualidad de agente, concebida en términos de realización, representa el éxito que tiene en la consecución de la totalidad de los fines y objetivos que se ha propuesto.”* (Sen, 1992, 87). Se subraya así que mediante el concepto de agencia, Sen considera las acciones que no tienen necesariamente por fin una mejora de la felicidad propia. A esta distinción corresponde otra entre «libertad de agencia» (*agency freedom*) y «libertad de bien-estar» (*well-being freedom*). *“La primera libertad de la cual dispone un individuo es la que le permite llevar a término lo que busca, valora y se propone realizar; la segunda libertad considera únicamente su libertad para buscar lo que constituye*

su bien-estar.” (Sen, 1992, 88). Este énfasis en la función de agencia permite así considerar al individuo como un ser que formula juicios sobre su propio bien-estar y es capaz de tomar decisiones que le permiten emanciparse y participar en la vida política, es decir, adquiere control sobre su propia *existencia*.¹ Así concebido, el agente es un ser autónomo y responsable, capaz de elegir, y no aquel individuo incapaz de concebir lo que ha de ser su vida y como debe conducirla (Sen, 1985a).

3. DESARROLLO VERSUS POBREZA

Sen considera que el desarrollo económico está íntimamente ligado al crecimiento de la libertad efectiva de la cual gozan las personas (Sen, 1999). En otras palabras, para el enfoque de *capabilidades* el bien-estar es visto como una maximización de libertades y su anti-tesis, la pobreza, como una carencia de éstas.

A diferencia del punto de vista tradicional, que explica que la pobreza se debe exclusivamente a una falta de ingresos, el enfoque de *capabilidades* lo ve como un fenómeno multidimensional:

“Si el desarrollo humano trata de aumentar las opciones de las personas, la pobreza significa que las oportunidades y opciones más básicas del desarrollo humano son negadas –vivir una vida larga, saludable y creativa y disfrutar de un estándar decente de vida, libertad, autoestima y estima por los otros” (Fukuda & Kumar, 2003, 38).

El reporte del PNUD resume la pobreza como la privación de capacidades, juzgando así al desarrollo en función de la situación de las personas con más carencias de la sociedad. De manera explícita, la pobreza es interpretada en esta cita del PNUD como la imposibilidad de alcanzar logros mínimos en las distintas *capabilidades* fundamentales (vivir hasta la edad promedio, gozar de buena salud, ser capaz de alimentarse decentemente, etc.). Recientemente se ha subrayado la importancia de incluir otros elementos en el Índice de Desarrollo Humano (IDH), como el empoderamiento, la dimensión étnica, las diferencias de sexo, etc. (IDH, 2004, 2010, 2015).

Hemos visto en la primera parte de este artículo que el enfoque de Sen no se limita a las *capabilidades* y a los funcionamientos; existen otros elementos por incorporar. Por ejemplo la capacidad del individuo de transformar medios en logros, lo que Robeyns (2005, 98) llama “los factores personales de conversión”, es central dentro de los perspectiva, ya que determina o determinan la habilidad para convertir medios, tales como el ingreso y ciertos bienes, en *capabilidades* de acuerdo con las características del individuo. Como veremos, el resultado no será el mismo para todos los individuos y dependerá de sus propias capacidades y de su contexto social. En otras palabras, aquí se consideran aspectos materiales e inmateriales, como el acceso efectivo a bienes y servicios (mercancías, relaciones sociales, acceso a bienes públicos, situación cultural y demográfica, nivel de educación, etc.).

¹ Sen muestra también que el reforzamiento de la función de agente en las mujeres ha arrojado resultados positivos en la lucha contra la mortalidad infantil y la morbilidad. Además, este reforzamiento permite a las mujeres adquirir un rol político, social y económico que conlleva a su emancipación (Amartya SEN, 1999b, 193-206).

Sen (2000), considera que una persona pobre es aquella que no puede desarrollar actividades importantes que podría desear hacer. Por tanto, se ve que hay otros elementos interconectados a la pobreza, la exclusión social. Según Sen, la forma de ver la pobreza, debe ser enriquecida justamente por el enfoque de la exclusión social. En sus orígenes, la exclusión social se asociaba a aquellas personas o sectores que no tenían acceso a los beneficios del Estado (Arim y Vigorito, 2014). Barry (1998), considera que los individuos o grupos que están socialmente excluidos son aquellos a los que se les niega la oportunidad de participación, independientemente de si ellos quieren o no participar. Barry distingue dos umbrales, el bajo y el alto. El primero divide a quienes participan comúnmente en las instituciones y quienes no lo hacen por estar excluidos. El segundo separa a los sectores medios de los sectores que pueden separarse de las instituciones y deciden aislarse.

Para Sen es evidente que hay una relación estrecha entre exclusión social y pobreza, pues la exclusión social puede ser un aspecto constitutivo de la pobreza, en tanto que se refiere a la privación de realizarse como persona humana. Entonces, podemos decir que dentro del enfoque de Sen, la pobreza y la exclusión social son manifestaciones de la falta de la *calidad de agencia o de la agencia*.

Como hemos visto más arriba, la multidimensionalidad de la pobreza no se resume a ingreso, bienes primarios, salud, vivienda, felicidad, esperanza de vida y educación. En México, como en el resto de los países de América Latina, existen muchos aspectos particulares de la historia y cultura del continente que, a nuestro parecer, estigmatizan nuestra pobreza, tanto a nivel continental, como nacional o local. Intervienen en la pobreza elementos como identidades culturales (mestizos-indígenas), relaciones entre géneros (machismo, masculinidad), legislaciones (eficiencia de la justicia, acceso e impunidad), participación democrática, clases sociales (exclusión/inclusión), práctica del poder (caciquismo, clientelismo, corrupción, asimetrías), creencias religiosas, etc.

4. EL PAPEL DE LAS POLÍTICAS PÚBLICAS

Por un lado, vemos que la posesión de la calidad de agencia es una parte importante y requisito indispensable en todo individuo. Según los trabajos de Nebel & Herrera (2017) y de Nebel, Herrera & Díaz (2017) en esta misma revista, la posesión de la agencia no está dada y puede variar de un individuo al otro. Así pues, para que una persona pueda convertir los instrumentos (dados o no por la sociedad) en logros, necesita poseer la calidad de la agencia. Una persona con ingresos y calidad de agencia puede elegir libremente la vida que desea vivir, pero una persona que no tenga la calidad de agencia no podrá elegir libremente como convertir los instrumentos en logros y mejorar así su bien-estar.

Por otro lado, queda claro que la pobreza es un fenómeno multidimensional y existen matices en la pobreza que son propios de cada región o país. Todos estos elementos hacen que el diseño y la puesta en marcha de políticas de combate contra la pobreza no sean fáciles. A pesar de la complejidad del enfoque, hasta aquí se pueden ver algunas proposiciones que se han hecho dentro del enfoque de capacidades sobre las que pueden basarse las políticas públicas.

Desde una perspectiva de políticas públicas, una aproximación que resulta más consistente con el enfoque de capacidades es la implementación de medidas de combate a la pobreza que permitan identificar, dentro de una sociedad, a los individuos que son incapaces de

generar por sí mismos el flujo de recursos imprescindibles para alcanzar una vida decorosa. La incapacidad de generar un nivel de ingresos mínimo puede reflejar una debilidad y vulnerabilidad mayor que la carencia de ingresos. Así, pasamos a concentrarnos en los estudios de pobreza de la disponibilidad efectiva de medios a la capacidad para generar autónomamente esos medios (Arim y De Melo, 2014, 181).

Para Volker (2014) las políticas públicas desempeñan un papel importante para determinar si la incidencia de los bajos ingresos, la falta de bienes y algunos factores de conversión personal, llevan realmente a la privación de capacidades o si la política pública es capaz de superar estos déficits individuales aumentando y mejorando la distribución de libertades instrumentales. Para Sen estas libertades consisten en un aumento de las oportunidades sociales, medios y recursos económicos, seguridad social y protección, libertades políticas seguridad ecológica y garantías de transparencia.

Bonvin y Farvaque (2004), Ballet, Dubois y Mahieu (2007, 2008), Nebel (2007) y Nebel y Herrera (2017), muestran que para llegar a una igualdad de oportunidades es necesario que las personas posean su calidad de agencia o la capacidad para generar autónomamente medios. Nebel y Herrera (2017) proponen una manera de medir esta capacidad de agencia usando como proxy a la responsabilidad. La noción de responsabilidad es llevada al plano de las políticas públicas como elemento para balancear la heterogeneidad de esfuerzos frente a una igualdad de oportunidades. La responsabilidad es vista como la forma en la cual una persona acepta y se compromete en la realización de un fin y/o deber. Y distinguen tres tipos de responsabilidad la responsabilidad anterior, posterior y para otros.

La responsabilidad es vista como un requisito previo. Sin este pre-requisito, una persona no necesariamente será capaz de elegir libremente su bien-estar. O bien una institución o una organización sin responsabilidad no necesariamente buscarán el bien-estar de la sociedad en su conjunto. La responsabilidad es así un requisito indispensable que aumenta las probabilidades de éxito en los programas de combate contra la pobreza. Esta es una condición de base que tiene que estar dada.

En la siguiente parte veremos algunos intentos concretos de programas en combatir la pobreza en México.

5. PROGRAMAS DE COMBATE A LA POBREZA EN MÉXICO Y SUS RESULTADOS

Uno de los objetivos más importantes de los gobiernos mexicanos, en cuestiones sociales, ha sido la disminución de la pobreza, por lo que la política social se ha enfocado de manera específica a combatirla. De hecho, este tipo de programas de no son recientes en México. Algunos autores han documentado y analizado con cierto detalle los resultados de los programas de desarrollo social aplicados desde 1970².

Particularmente Cardoso (2006) analiza los que fueron aplicados de 1970 a 2000 y destaca que los programas sociales para el combate a la pobreza en México tienen como antecedente el Programa de Inversiones Públicas para el Desarrollo Rural (PIDER) del gobierno de Luis Echeverría (1970-1976). Además, puntualiza que en el gobierno de José López Portillo

² Véase por ejemplo Cardoso (2006) para los programas aplicados entre los años de 1970 y el 2000; o los trabajos de Behrman, Parker y Todd (2009) y de Fernald, Gertler y Neufeld (2009) para programas más recientes, como es el caso de Oportunidades.

(1976-1982), se iniciaron programas específicos como la Coordinación del Plan General de Zonas Deprimidas y Grupos Marginados (COPLAMAR) y el Sistema Alimentario Mexicano (SAM), creados en 1977.

No obstante, otros autores argumentan que las políticas de combate a la pobreza, que prevalecen en la actualidad, tienen sus antecedentes en la década de los años ochenta, cuando el país inició su inserción en los flujos globales de mercancías y de capital (Pérez, 2011). Efectivamente, en esa década se iniciaron los programas de apoyo a la población pobre que, con adecuaciones constantes, actualmente se siguen aplicando; específicamente desde la puesta en marcha del Programa Nacional de Solidaridad (Pronasol), en 1988, y de Oportunidades, en 2002.

En este contexto, por el objetivo del presente trabajo, se busca destacar los resultados que arrojaron la aplicación de los programas instrumentados desde finales de la década de los ochenta del siglo XX, específicamente el Programa Nacional de Solidaridad (Pronasol), el Programa de Educación, Salud y Alimentación (Progresá), Oportunidades y Prospera.

5.1. Algunas características de los programas sociales recientes aplicados en México

Desde los años noventa, el gasto social en México se expandió, en términos absolutos y con relación al PIB. Entre 1996 y 2010 aumentó 29 por ciento en términos reales y la razón gasto social a PIB pasó de 6.6 a 8.6 por ciento (López-Calva, *et al.* 2013).

De acuerdo con López-Calva, *et al.* (2013), tanto la expansión del gasto social como los cambios en la política social están relacionados con tres tipos de reformas de la política pública mexicana: i) la expansión en la cobertura de servicios públicos de educación y salud; ii) el establecimiento de programas focalizados en la población pobre y la eliminación de subsidios generalizados a productos alimenticios; y iii) los procesos de descentralización del gasto y de la institucionalización de la política social.

En este artículo nos enfocamos al caso de los programas sociales vinculados con el punto (ii) del párrafo anterior, para tratar de destacar los principales logros de los programas sociales, relativamente recientes, y enfatizar los resultados de Oportunidades y las similitudes que pueden tener con relación al enfoque de Amartya Sen.

En la historia reciente de México las políticas públicas de combate a la pobreza se han materializado en 4 programas específicos: Pronasol, Progresá, Oportunidades y Prospera. El Pronasol (aplicado en el periodo 1988-1997), surgió como respuesta del Gobierno de México al entorno social y económico adverso que se vivía tras la crisis iniciada en 1982 (Cepal, 2003). Fue el sello social del gobierno de Carlos Salinas de Gortari, partió del principio de que para la superación de la pobreza era fundamental que los individuos y las comunidades³, fueran capaces de producir y generar ingresos suficientes para vivir dignamente. Fue diseñado con un enfoque de descentralización de los recursos y las decisiones, con el propósito de crear nuevos esquemas de planificación y coordinación que incorporaran la

³ Particularmente la población de comunidades indígenas y de campesinos que vivía en zonas de baja producción agrícola y los habitantes de la periferia de las ciudades, que carecían de los servicios básicos y con graves deficiencias en alimentación, educación, empleos, salud, vivienda

participación protagónica de las administraciones estatales y municipales y de los beneficiarios de los proyectos (Cepal, 2003).

Las acciones del Pronasol se enfocaron básicamente a otorgar apoyo a la agricultura en zonas de siniestro y a la diversificación productiva en el campo (proyectos productivos y capacitación); a la promoción de la construcción, autoconstrucción y mejoramiento de la vivienda, regularización de la propiedad del suelo, ampliación de la infraestructura y del equipamiento urbano en las colonias populares de las grandes aglomeraciones; y a la ampliación y mejoramiento de la capacidad de los servicios de educación, salud, de abasto popular y de alimentación en los niveles estatales y municipales.

Progres (1997-2002), por su lado, se basó en tres pilares básicos (Scot, 2003): alimentación, salud y educación. En materia alimenticia, con la ayuda en especie, a partir de abastecer suplementos nutricionales para niños pequeños y madres embarazadas y en periodos de lactancia, en tanto que en materia económica a partir de transferencias base por familia y por mes para mejorar la dieta de todos los miembros de la familia, principalmente la de los pequeños y las mujeres. En salud, buscaba educar e instruir a las familias para la preservación de la salud. Finalmente, en educación, los beneficios se materializaban en la entrega de material educativo y libros de texto a todos los niños de las familias beneficiarias, incluyendo a los alumnos de secundaria. Además de ayuda económica directa, por medio de becas.

El Progres fue concebido a partir de la sistematización de las lecciones dejadas por los programas anteriores de combate de la pobreza. De esa manera, además de heredar el carácter participativo del Pronasol, apuntó a complementar sus acciones de inversión en infraestructura básica, reemplazar los programas de subsidio alimentario y contrarrestar el sesgo centralista, urbano y regresivo del gasto social en México (Cepal, 2003). Se ha afirmado, además, que *“es el primer programa aplicado en México de subvenciones al capital humano que se concentra en las localidades y hogares más pobres del país ... , y el primer programa público mexicano que pone en práctica, desde su inicio, un mecanismo riguroso y complejo de evaluación de impacto”* (Scott, 2003: 212).

La estrategia de Progres, de acuerdo con Cardoso (2006), se consideró adecuada por el gobierno de Vicente Fox, por lo que se mantuvo su estructura bajo el nombre de Programa de Desarrollo Humano Oportunidades (2002-2014), cuyo objetivo era contribuir a la ruptura del ciclo intergeneracional de la pobreza, favoreciendo el desarrollo de las capacidades asociadas a la alimentación, salud y educación de las familias beneficiarias del programa. Se basó en tres componentes: a) alimentario, que promovía el acceso a una alimentación que reuniera los requisitos mínimos nutricionales y la orientación a una dieta saludable y la promoción de estilos de vida saludable; b) salud, a través de acciones de promoción de la salud para la prevención de enfermedades, así como el impulso para el acceso a servicios de salud de calidad; y c) educativo, por medio de una mayor cobertura educativa con el otorgamiento de becas como incentivo para la permanencia y avance escolar.

Oportunidades, a decir de algunos especialistas, *“... no sólo es un caso pionero, también es representativo de los programas de transferencias condicionadas. Aparte del impacto directo que la transferencia tiene sobre el ingreso de las personas, Oportunidades busca que las familias pobres aumenten el capital humano de sus miembros jóvenes —mediante mayor*

educación y mejor salud—, de modo que en el futuro estos miembros jóvenes de la familia tengan mayor capacidad para generar ingresos, rompiendo así el círculo vicioso de la pobreza de ingreso” (Rojas, 2010, 38).

Finalmente Prospera (septiembre de 2014) articula y coordina la oferta institucional de programas y acciones de política social, incluyendo aquellas relacionadas con el fomento productivo, generación de ingresos, bienestar económico, inclusión financiera y laboral, educación, alimentación y salud, dirigida a la población que se encuentre en situación de pobreza extrema, bajo esquemas de corresponsabilidad que les permitan a las familias mejorar sus condiciones de vida y aseguren el disfrute de sus derechos sociales y el acceso al desarrollo social con igualdad de oportunidades. Un aspecto relevante del programa es que impulsa la participación social como elemento que contribuye al desarrollo humano y a la cohesión social para que las familias superen por su propio esfuerzo la condición de pobreza en que viven (Diario Oficial de la Federación, 2014).

5.2. Los resultados

No siempre los programas de combate a la pobreza han logrado su cometido. En el caso de México, se ha discutido que los recursos del Pronasol resultaron insuficientes para mitigar la pobreza, en parte debido a la gran cantidad de subprogramas y sectores que abarcaban, educación, salud, empleo, infraestructura, etcétera, además de considerar a las áreas geográficas de todo el país (Pérez, 2011). Los dos años posteriores a la terminación del gobierno de Carlos Salinas de Gortari se registraron como los de mayor pobreza en México: 37 por ciento de la población en pobreza alimentaria en 1996 (Pérez, 2011).

Algunos especialistas han evaluado los resultados de algunos de los programas sociales aplicados en México, específicamente los del Programa Oportunidades. Se ha analizado desde el impacto en el crecimiento físico, el desarrollo cognitivo y del lenguaje y el desarrollo socio-emocional (Fernald *et al.*, 2009)⁴, los resultados en materia educativa (Behrman *et al.*, 2009a)⁵, hasta los cambios de la juventud rural en indicadores como educación, mercado de trabajo, matrimonio, fecundidad, migración, y rendimiento cognitivo (Behrman *et al.*, 2009b).

Aunque los resultados del programa Oportunidades parecen alentadores, es claro que no ha logrado manifestarse en una reducción importante en los indicadores de pobreza. Más aún, al inicio del Pronasol, en 1988, había 40 millones de pobres en México y actualmente las estimaciones para 2014 reportan 53.3 millones de personas en condiciones de pobreza (Coneval, 2014).⁶ Lo más preocupante es que se sigue polarizando la pobreza en el país y los estados del sur continúan resintiendo este proceso, como se observa en el mapa 1.

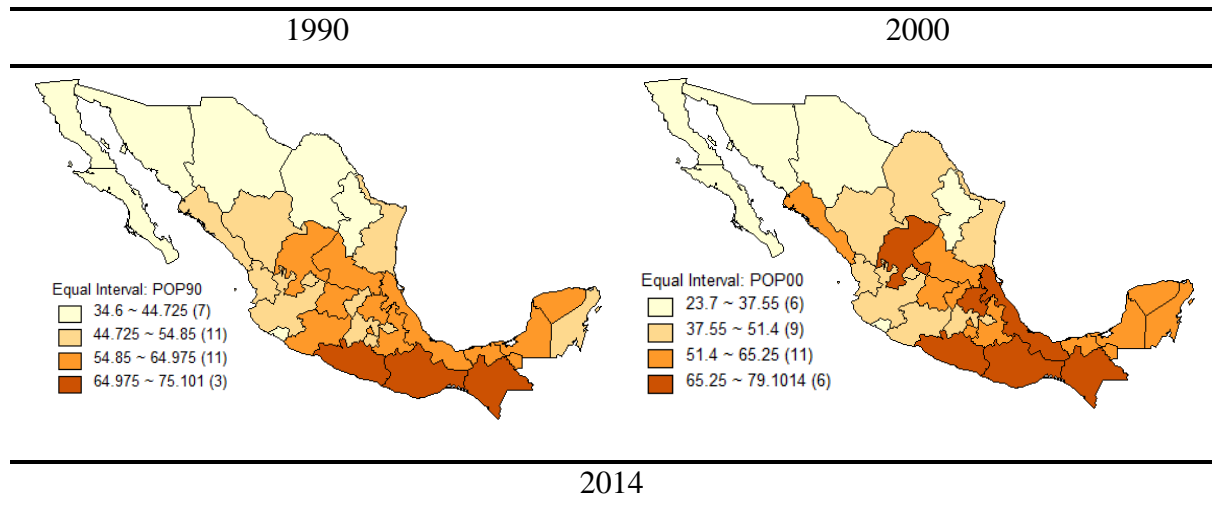
⁴ De manera puntual, evaluaron el impacto en el crecimiento físico, el desarrollo cognitivo y del lenguaje y el desarrollo socio-emocional de un grupo de niños registrados al inicio del programa (entre 1998 y 1999).

⁵ Entre los resultados que reportan Behrman *et al.* (2009a) es que se observó una mejora constante e importante en los indicadores educativos, incluso para los niños más pequeños que todavía no era seleccionados o los que estaban iniciando para ser elegibles para las becas educativas.

⁶ El Coneval (2016) considera que una persona se encuentra en situación de pobreza cuando tiene al menos una carencia social (en los seis indicadores de rezago educativo, acceso a servicios de salud, acceso a la seguridad social, calidad y espacios de la vivienda, servicios básicos en la vivienda y

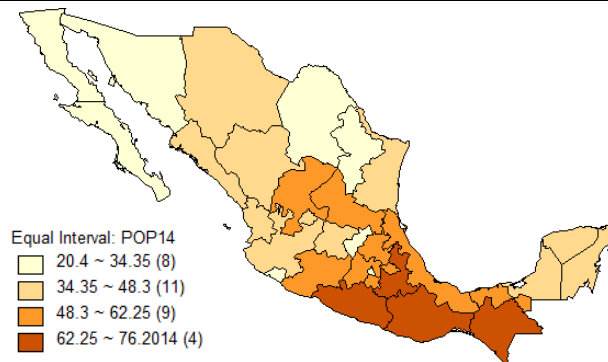
Si se divide en cuatro grupos (baja, muy baja, alta y muy alta) a la población en condiciones de pobreza de las entidades de la República Mexicana, y se toma como referente los años 1990, 2000 y 2014 (ver mapa 1), se puede observar la evolución en estos años, que de alguna forma coinciden con la instrumentación de los programas sociales de combate a la pobreza. Aun cuando el porcentaje de población en condición de pobreza de cada entidad ha disminuido en estos años, las entidades federativas que registran los mayores niveles de pobreza han aumentado de 3 a 4 entre 1990 y 2014; mientras en 1990 tres entidades se ubicaban en el rango de muy alto (Guerrero, Oaxaca y Chiapas, los estados con el color más intenso del mapa), los datos recientes de 2014 registran a las mismas entidades y a Puebla en este rango de muy alto.⁷ De ahí que se considere que los mayores porcentajes de población en pobreza se encuentran en el Sur del país, y en menor proporción en algunas entidades del centro. Como se observa, 9 entidades se encuentran en los rangos de alto (Hidalgo, México, Michoacán, Morelos, San Luis Potosí, Tabasco, Tlaxcala, Zacatecas y Veracruz) y 4 en el de muy alto (Chiapas, Guerrero, Oaxaca y Puebla) (ver mapa 1).

Mapa 1
México: población en pobreza por entidad federativa
1990-2014 (porcentaje)



acceso a la alimentación) y su ingreso es insuficiente para adquirir los bienes y servicios que requiere para satisfacer sus necesidades alimentarias y no alimentarias. Y se encuentra en situación de pobreza extrema, cuando tiene tres o más carencias, de seis posibles, dentro del Índice de Privación Social y que, además, se encuentra por debajo de la línea de bienestar mínimo. Las personas en esta situación disponen de un ingreso tan bajo que, aun si lo dedicase por completo a la adquisición de alimentos, no podría adquirir los nutrientes necesarios para tener una vida sana.

⁷ De acuerdo con la intensidad de los colores de los mapas, los más tenues representan a las entidades con bajos niveles de pobreza; los más intensos a las entidades con niveles altos.

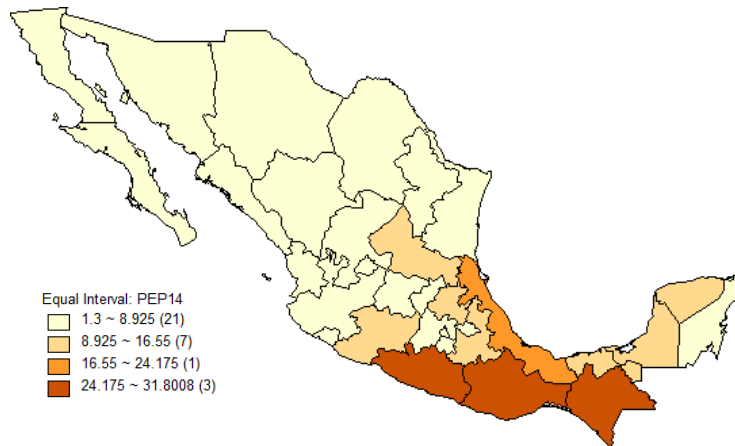


Fuente: elaboración propia con datos de Coneval (2014).

Más preocupante es el hecho de que el reporte de 2014 del Coneval ubica a Chiapas como la entidad con el mayor porcentaje de pobreza (76.2%), seguido de Oaxaca, Guerrero y Puebla (66.8%, 65.2% y 64.5% respectivamente); y también son las entidades, junto con Veracruz, con la mayor proporción de población en pobreza extrema (31.8%, 28.3%, 24.5%, 16.2% y 17.2%, respectivamente (ver mapa 2).

Mapa 2

México: población en pobreza extrema por entidad federativa, 2014 (porcentaje)



Fuente: elaboración propia con datos de Coneval (2014).

Finalmente, es evidente que desde la puesta en marcha del Pronasol en 1988, y los programas sociales posteriores, se han observado mejoras en su aplicación, desarrollo y, sobre todo, en los métodos e instrumentos para mejorar la asignación de los apoyos a los beneficiarios y la selección de los territorios favorecidos (véase Pérez, 2011); sin embargo, los resultados en términos de reducción de la pobreza siguen siendo limitados, lo que obliga a considerar si los enfoques son los adecuados o es necesario volver la mirada a enfoques

más completos, como los de Sen, que en el mediano y largo plazos puedan resultar en disminuciones más evidentes de la pobreza en México.

6. PROSPERA Y EL ENFOQUE DE CAPABILIDADES

Con base en el compromiso del Estado de combatir los altos niveles de pobreza que afectan a una proporción significativa de la población y alentado por los resultados obtenidos por *Progresá y Oportunidades*, el gobierno mexicano decidió crear un nuevo programa basado en la instrumentación de políticas de desarrollo social modernas y eficientes que permitan a la población más pobre avanzar, desarrollarse y generar para sí mismos y sus familias una mejor calidad de vida. De ese modo, el 5 de septiembre de 2014 se creó *Prospera Programa de Inclusión Social* con el objeto de “articular y coordinar la oferta institucional de programas y acciones de política social, incluyendo aquellas relacionadas con el fomento productivo, generación de ingresos, bienestar económico, inclusión financiera y laboral, educación, alimentación y salud, dirigida a la población que se encuentre en situación de pobreza extrema, bajo esquemas de corresponsabilidad.”(Diario Oficial de la Federación, 2014a). En concordancia con el objetivo definido en su momento para *Oportunidades*,⁸ el nuevo programa conserva las características principales de su antecesor en términos de sus tres componentes principales, alimentación, salud y educación, como se puede ver en el cuadro 1. En ese sentido, las características principales de ambos programas implementan una de las partes del enfoque de capacidades es decir busca por un lado abastecer los medios necesarios para alcanzar los funcionamientos y por otro lado trata de abastecer ciertas capacidades de base.

Lo anterior lo podemos visualizar mejor en el cuadro No.1 donde vemos los componentes del programa de oportunidades y los de prospera y su alcance dentro del enfoque de capacidades.

Como vemos ya que la sola ampliación de capacidades básicas en los individuos y familias en condiciones de pobreza no se consideraba suficiente para reducir su condición de vulnerabilidad, se han creado nuevos instrumentos para aumentar las capacidades productivas de los productores pequeños con mayor grado de pobreza y vulnerabilidad, particularmente los relacionados con la comercialización. Es decir, se considera que para mejorar la eficacia en el combate a la pobreza, el programa debe brindar opciones que impulsen la productividad de las familias de manera que puedan generar ingresos por su propia cuenta y disminuir, con ello, su dependencia de las transferencias monetarias. Esta transformación facilitaría la ampliación de sus trayectorias educativas y su ingreso al mercado laboral formal, todo lo cual fomentaría su independencia económica.

⁸ El objetivo de Oportunidades era contribuir a la ruptura del ciclo intergeneracional de la pobreza y promover la asistencia regular a la escuela por parte de los niños, niñas, adolescentes y jóvenes; a las citas médicas programadas y a los talleres para el auto-cuidado de la salud, con la finalidad de que las nuevas generaciones cuenten con un mayor nivel de capital humano y logren insertarse al sector productivo para eventualmente salir de su condición de pobreza (Diario Oficial de la Federación, 2014b).

Cuadro 1. Componentes de los programas Oportunidades y Prospera

Programa de Desarrollo Humano Oportunidades	PROSPERA Programa de Inclusión Social	Enfoque de Capabilities (oportunidades/prospera)
Alimentario , promoviendo el acceso a una alimentación correcta, que reúna los requisitos mínimos nutricionales, así como a la orientación alimentaria para una dieta saludable y promoción de estilos de vida saludable.	Alimentación , a través de la entrega de apoyos monetarios directos a las familias beneficiarias, para contribuir a que mejoren la cantidad, calidad y diversidad de su alimentación.	Capabilidades de base / Medios para alcanzarlas
Salud , a través de las acciones de promoción de la salud para la prevención de enfermedades, así como el impulso para el acceso a servicios de salud de calidad.	Salud , a través de las acciones de promoción de la salud para la prevención de enfermedades, así como el impulso para el acceso a servicios de salud de calidad.	Capabilidades de base
Educación , por medio de una mayor cobertura educativa, con el otorgamiento de becas como incentivo para la permanencia y avance escolar	Educación , por medio de una mayor cobertura educativa, con el otorgamiento de becas como incentivo para la permanencia y avance escolar.	Capabilidades de base

Fuente: elaboración propia con información del Diario Oficial de la Federación (2013, 2014).

De esta forma, se argumenta, Prospera mantiene y fortalece las intervenciones que buscan ampliar las capacidades en educación, salud y alimentación, a la vez que amplía el radio de acción al ámbito del fomento a la inclusión productiva y laboral, así como la generación de ingreso, la inclusión financiera y el acceso efectivo a los derechos sociales (Diario Oficial de la Federación, 2014), tal como se muestra en el cuadro 2.

En particular, a través de las Delegaciones Estatales, *Prospera* favorece el acceso prioritario de sus beneficiarios a los programas que ofrecen las diferentes instituciones gubernamentales, lo que constituye un apoyo esencial para el aprovechamiento de las capacidades de los individuos y las familias. Más aun, estas estrategias pueden verse como complemento sucesivo al posible desarrollo previo de capacidades con base en los apoyos alimenticios, educativos y de salud de éste y otros programas anteriores. No obstante, aunque estas estrategias permiten aprovechar las capacidades existentes, no contribuyen por sí mismas a su desarrollo ulterior (Diario Oficial de la Federación, 2014).

Cuadro 2. Líneas de acción que se incorporan en el programa Prospera

Línea de acción	Operación Coordinación Nacional a través de Delegaciones Estatales	Enfoque de Capabilidades
Inclusión Productiva. A través de actividades de coordinación interinstitucional se brinda información y asesoría para que los integrantes de hogares atendidos por el programa accedan de manera prioritaria a los apoyos de programas de fomento productivo y generación de ingreso.	Operación mediante las siguientes etapas: identificación del potencial productivo de los beneficiarios del Programa; asesoría para la elaboración y registro del proyecto productivo; acompañamiento y seguimiento de los mismos. Prioridad en programas específicos de SEDESOL, SAGARPA y SE	Medio para aumentar las capacidades de base.
Inclusión Laboral. Mediante acuerdos de coordinación interinstitucional se busca fomentar el acceso a los integrantes de hogares atendidos por el Programa a las acciones o programas de capacitación y empleo que les permitan insertarse favorablemente en el mercado laboral formal.	Coordinación con la STPS para vincular a los beneficiarios del Programa con el Servicio Nacional de Empleo.	Medio para realizar una capacidad de base (educar/trabajar/tener ingresos)
Inclusión Financiera. Brindando acceso a los beneficiarios del Programa, en condiciones preferenciales, a servicios financieros de educación financiera, ahorro, seguro de vida y créditos.	La Coordinación Nacional gestionará con las instituciones liquidadoras que participan en la entrega bimestral de los apoyos monetarios, la prestación de estos servicios a los beneficiarios.	Medio para alcanzar capacidades de base
Inclusión Social. A través de acciones de coordinación interinstitucional se fomentará el acceso prioritario de los integrantes de hogares atendidos por el Programa a aquellos programas que faciliten el acceso a los derechos sociales de las personas.		Medio para alcanzar agencia.

Fuente: elaboración propia con información del Diario Oficial de la Federación (2014).

En ese sentido, desde la perspectiva del enfoque de Sen, *Prospera* permite abastecer de capacidades de base y los medios para alcanzarlas. Sin embargo, como subraya el enfoque de capacidades los medios no aseguran el aumento del bien-estar en una población, esto es que estos programas pudieran ser ineficientes en sus resultados ya que elementos claves como la calidad de agencia y el conjunto de los funcionamientos no son tomados en cuenta.

7. CONCLUSIONES

Como hemos visto en los apartados anteriores los programas de combate contra la pobreza aplicados en México, han hecho un esfuerzo en aplicar el enfoque de capacidades, particularmente el Programa de Oportunidades y Prospera. Pero hasta ahora, estos programas se han concentrado en una parte del enfoque, en las capacidades de base y en los medios para alcanzar estas, lo cual constituye un avance que debe reconocerse. Pero como hemos visto hay un problema de insuficiencia de los recursos y probablemente de ineficiencias en la asignación de los recursos. Por eso insistimos que hay otros elementos dentro del enfoque de capacidades, en los cuales es necesario trabajar, como en la calidad de agencia. Es decir, en cómo lograr que las personas puedan efectivamente convertir esos medios en aumentar el espacio de sus capacidades y así su bien-estar.

La incorporación de la calidad de agencia en los programas es fundamental y como decíamos más arriba es una pre-condición que puede aumentar la probabilidad de éxito de estos programas no sólo en México sino en otros países. Una alternativa de cómo aplicar la categoría de agencia es aplicar el concepto de responsabilidad propuesto por Nebel y Herrera (2017). Esto es en presencia indicadores de responsabilidad elevados uno podría por ejemplo mejorar la eficiencia de los recursos utilizados para reducir los índices de pobreza. Esto probablemente permitiría un mayor éxito en reducir las tasas de pobreza, principalmente en los estados más pobres.

BIBLIOGRAFÍA

Alkire, S. & Foster J. (2011). “Counting and Multidimensional Poverty Measurement”, in *The Journal of Public Economics* 95/7-8, 476-487.

_____(2014), “Pertenencia del enfoque de capacidades”, en Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T. (2012). *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*. México DF: Universidad Iberoamericana, 49-72.

Arim, R. & Vigorito A. (2014), “Desarrollo humano: pobreza exclusión social y desigualdad”, in Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T., (2014). *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*. México DF: Universidad Iberoamericana, 165-178.

_____(2014). “Un análisis multidimensional de la pobreza en Uruguay, 1991-2005”, en Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T. (2014). *op.cit.*, 223-244.

Bertin, A. (2014), “Glosario de los términos utilizados por el enfoque de capacidades” en Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T. (2014). *op.cit.*, 421-442.

- Ballet, J., Dubois, J.L., & Mahieu, F.R. (2007). "Responsibility for each other's freedom: agency as the source of collective capability", in *Journal of Human Development* 8/2, 185-201.
- Bonvin, J.M. & Farvaque N., (2004). "[Social Opportunities and Individual Responsibility: The Capability Approach and the Third Way](#)", *Éthique et Économique*, 2/2, 1-23.
- Behrman, J. R., Parker S. W., & Todd P. E., (2009a). "Schooling Impacts of Conditional Cash Transfers on Young Children: Evidence from Mexico", in *Economic Development and Cultural Change*. 57/3, 439-477.
- _____ (2009b). "Medium-Term Impacts of the *Oportunidades* Conditional Cash Transfer Program on Rural Youth in Mexico", en Klasen S., & Nowak-Lehmann F., (Eds). *Poverty, Inequality, and Policy in Latin America*. NY: MIT Press, 219-270.
- Blank, R. (2003). "Selecting Among Anti-Poverty Policies: Can an Economist be Both Critical and Caring?", in *Review of Social Economy* 61/4, 447-469.
- Cardozo, M. (2006). "[Políticas de lucha contra la pobreza en México. Principales resultados y limitaciones](#)", *Fermentum*, 16/45, 15-56.
- Cepal (2003). [La pobreza rural en América Latina: lecciones para una reorientación de las políticas](#). Serie Seminarios y Conferencias No 27. Comisión Económica para América Latina y el Caribe. Santiago de Chile.
- Coneval (2014). [Medición de la pobreza en México 2014](#). Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. México.
- Coneval (2016). [Medición de la Pobreza. Glosario](#). Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. México.
- Chiappero, M., E. (2000), "A Multidimensional assessment of well-being based on Sen's functioning approach", in *Rivista Internazionali di Scienze Sociali* 2, 24-35.
- Diario Oficial de la Federación (30/12/2013). [Acuerdo que establece las Reglas de Operación del Programa de Desarrollo Humano Oportunidades, para el ejercicio fiscal 2014](#). (22/01/2015).
- Diario Oficial de la Federación (30/12/2014). [Acuerdo por el que se emiten las Reglas de Operación de PROSPERA Programa de Inclusión Social, para el ejercicio fiscal 2015](#). (22/01/2015).
- Diario Oficial de la Federación (05/09/2014). [Decreto por el que se crea la Coordinación Nacional de PROSPERA Programa de Inclusión Social. Secretaría de Gobernación](#). (22/01/2015).
- Dieterlen, P. (2014), "La noción de capacidades: La propuesta filosófica de Amartya Sen", en Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T., (2014). *Op.cit.*, 37-48.
- Fernald, L. Gertler P., & Neufeld L., (2009). "10-Year Effect of Oportunidades, Mexico's Conditional Cash Transfer Program on Child Growth, Cognition, Language, and Behavior: a Longitudinal Follow-up Study", in *Lancet* 374 12/12 (2009), 1997-2005.

- Fukuda Parr, S., Kumar Shiva, A.K., (2003), “The concept of human poverty”, in Fukuda-Parr S. y Kumar Shiva A.K. (Eds.). *Readings in human development. Concepts, measures and policies for a development paradigm*. Oxford: OUP, 38-47.
- López-Calva, L. F. Lustig N. Scott J. & Castañeda A. (2013). [Gasto social, redistribución del ingreso y reducción de la pobreza en México: evolución y comparación con Argentina, Brasil y Uruguay](#). CEQ Working Paper No. 17. Tulane University.
- Nebel, M. (2007), “Fundamentos éticos de la capacidad de afiliación”, in *Estudios 83* (2007), 45-78.
- Nebel M., Flores C., y Herrera-R-Nebel M.T., (2014). *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*. México DF: Universidad Iberoamericana.
- Nebel M. Herrera-Nebel M.T (2017). “Midiendo la meta-capacidad de agencia: base teórica para la creación de un indicador de responsabilidad”, in *Ethics and Economics* *** (2017), ***.
- Nebel, M., Herrera-Nebel M.T., De Jesus L., (2017), “Medición de la meta-capacidad de agencia en el ámbito laboral. Agencia, responsabilidad y bienestar en México”, in *Ethics and Economics* ***, ***.
- Orozco, M. y C. Hubert (2005). [La Focalización En El Programa De Desarrollo Humano Oportunidades De México](#), serie de documentos sobre la protección social, The World Bank.
- Pérez-Medina, S. (2011). “Políticas públicas de combate a la pobreza en Yucatán, 1990–2006”, *Gestión y Política Pública*. XX/2, 291-329.
- Pengo, B. I., Peres A. R. (2014), “Distribución de la pobreza entre las provincias brasileñas. Un análisis multidimensional con base en el enfoque de capacidades”, in Nebel M., Flores C., y Herrera-Nebel M.T., (2014). *Op.cit.*, 245-264.
- Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (1990). *Índice de desarrollo humano 1990. Concepto y medición del desarrollo humano*.
- _____ (2004), *Índice de desarrollo humano 2004. Sostener el progreso humano: reducir vulnerabilidades y construir resiliencia*.
- _____ (2010), *Índice de desarrollo humano 2010. La verdadera riqueza de las naciones: Caminos al desarrollo humano*.
- _____ (2015), *Índice de desarrollo humano 2015. Trabajo al servicio del desarrollo humano*.
- Rojas, M. (2010). “[Mejorando los programas de combate a la pobreza en México: del ingreso al bienestar](#)”, in *Perfiles Latinoamericanos* 35 (2010), 35-59.
- Robeyns, I. (2005). “The Capability Approach. A Theoretical Survey”, *Journal of Human Development* 6/1, 93-114.
- Sen, A. (2000). [Social Exclusion: Concept, Application and Scrutiny](#). Social Development Papers No 1. Asian Development Bank.

- _____(1999). *Development as Freedom*, New York: Knopf.
- _____(1992). *Inequality reexamined*, Oxford; Clarendon Press.
- _____
Sen, A., K., (1997). "Maximization and the act of choice", *Econometrica* 65, 745-779.
Scott, J. (2003). "México: Programa de Educación, Salud y Alimentación", in CEPAL (Ed.), [La pobreza rural en América Latina: lecciones para una reorientación de las políticas](#). Serie Seminarios y Conferencias. Santiago de Chile, 211-224.

Le discours moral corporatif comme récit portant sur l'éthique organisationnelle. Une approche inspirée par la philosophie de Paul Ricoeur

BY/PAR MICHEL DION

Chaire de recherche en intégrité financière
Université de Sherbrooke

ABSTRACT

As the narrative about organizational ethics, corporate moral discourse is characterized by three elements: (1) the act of telling organizational life, as it is determined by memory and promise; (2) the fore-understanding of organizational life and the re-presentation of moral consciousness; (3) the world-dream as a re-reading/re-writing of organizational life. Two business corporations have been chosen: Walt Disney (entertainment for children and families) and Abbott (drugs). In each case, we will analyze the corporate citizenship annual report and the corporate code of ethics. On one hand, Paul Ricoeur's hermeneutic philosophy will be used in order to unveil to what extent corporate moral discourse presents itself as narrative. On the other hand, our analysis of the two corporate citizenship reports will reveal that such reports do not mirror any existential questioning. .

Keywords: CSR; organizational ethics, Ricoeur

RESUME

En tant que récit portant sur l'éthique organisationnelle, le discours moral corporatif est caractérisé par les trois éléments suivants: (1) l'acte de raconter la vie organisationnelle en tant qu'il est déterminé par la mémoire et la promesse; (2) la pré-compréhension de la vie organisationnelle et la re-présentation de la conscience morale; (3) le rêve d'un monde à habiter, en tant que re-lecture/ré-écriture de la vie organisationnelle. Deux entreprises ont été choisies: Walt Disney (divertissement des enfants et des familles) et Abbott (médicaments). Dans chaque cas, nous analyserons le rapport de citoyenneté corporative ainsi que le code d'éthique organisationnel. D'une part, la philosophie herméneutique de Paul Ricoeur sera utilisée afin de révéler dans quelle mesure le discours moral corporatif se présente comme un récit. D'autre part, l'analyse des deux rapports de citoyenneté corporative sous étude révélera qu'ils ne reflètent pas un questionnement existentiel.

Mots clés : RSE ; éthique organisationnelle ; Ricoeur

JEL Classification : M14

1. INTRODUCTION

Le discours moral corporatif réfère aux événements et phénomènes organisationnels, tels qu'ils sont interprétés par différents documents dont le contenu est structuré, entre autres, par des préoccupations éthiques. L'interprétation desdits événements et phénomènes vécus par l'organisation est racontée par écrit. La narration écrite est une transposition, et ainsi, une version incomplète du récit qui a précédé l'écrit et qui, dans l'organisation, a donné lieu à diverses discussions, souvent à plusieurs niveaux hiérarchiques, en ce qui a trait à ces événements et phénomènes organisationnels qui sont à l'origine du discours moral corporatif et qui pourraient être qualifiés de fondements extrinsèques. Ces fondements extrinsèques du discours moral corporatif sont d'ordre événementiel ou phénoménal. En milieu organisationnel, la narrativité se manifeste à partir de tels fondements, dont certains peuvent aisément être retracés dans l'histoire de l'organisation (un scandale précis), ou dans l'histoire de son secteur d'activités, ou dans l'histoire du milieu des affaires où l'entreprise a son siège social ou ses opérations principales. D'autres événements ou phénomènes agissant comme fondements du discours moral corporatif semblent avoir été obliérés de la conscience collective au sein de l'organisation: personne ne paraît se souvenir de l'origine historique de telle ou telle préoccupation éthique, même si tout le monde s'accorde pour endosser cette préoccupation. Dans les deux cas, il y a tout de même narration. L'être humain est un être qui raconte l'histoire de sa propre vie: sa vie familiale, sociale, organisationnelle. La fonction narrative ne peut disparaître. Elle fait partie intégrante de l'interprétation et de la compréhension, affirmait Ricoeur. Elle évolue ainsi à travers l'histoire corporative. Pour Ricoeur, la fonction narrative est vouée à demeurer éternellement présente, puisque nous sommes des êtres historiques¹. Le discours moral corporatif comme récit portant sur l'éthique organisationnelle évolue au cours de l'histoire corporative, à la fois dans son contenu et dans sa structure. Les événements et phénomènes corporatifs font expérimenter aux membres organisationnels les limites herméneutiques du discours moral corporatif, et particulièrement les limites imposées par les valeurs, croyances, principes et normes de comportement organisationnels.

Le discours moral corporatif est à la fois une réponse à une question antérieure (renvoi au passé) et une affirmation pro-active (projection dans le futur). D'une part, le discours moral corporatif est une réponse de l'organisation à des drames antérieurs qui ont suscité de multiples questions liées à son éthique et/ou à sa culture organisationnelle, qu'il s'agisse de scandales ou de conflits qui ont secoué l'entreprise de l'intérieur sans qu'ils soient médiatisés, ou au contraire de crises qui ont été plus ou moins largement couvertes par la presse. D'autre part, le discours moral corporatif est une affirmation pro-active qui renvoie implicitement à des scandales ou crises vécues soit le secteur occupé par l'organisation, soit dans le milieu des affaires en général, que ce soit dans le pays de son siège social ou dans des pays où l'entreprise a des opérations. Dans les deux cas, il se présente comme un récit dont l'objet est l'éthique organisationnelle, implicite ou explicite. Lorsque ce récit renvoie à une éthique organisationnelle explicite, ce sont les documents corporatifs éthiquement orientés dont il s'agit (textes). Quand le récit renvoie à une éthique organisationnelle implicite, alors il s'agit des actions et décisions prises dans l'organisation en tant que quasi-

¹ Paul Ricoeur. (1997). *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*. Paris: Seuil, p. 58.

textes. Le discours moral corporatif est le récit portant sur l'éthique organisationnelle dite globale, parce qu'elle se manifeste à la fois explicitement comme une série de textes plus ou moins inter-reliés (documents corporatifs éthiquement orientés) et implicitement comme une série d'actions et décisions prises dans l'organisation (quasi-textes). Sans la notion de récit, l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite) perdrait la narrativité qui l'entoure et la caractérise. D'où l'importance de ramener à l'avant-plan le discours moral corporatif. Quand le récit fait place à une éthique organisationnelle explicite, et donc à des documents éthiquement orientés, alors sa narrativité n'est effective que s'il y a des événements autour duquel se construisent les textes. Si les textes corporatifs sont exempts de toute dimension événementielle, dès lors nous pourrions les qualifier d'« histoires qui aspirent à devenir des récits » - ce que le néologisme anglais *would-be narrative* rendrait parfaitement -, ou plus simplement de pseudo-récits. C'est souvent le cas avec les documents corporatifs éthiquement orientés. Leur dimension événementielle est si minime qu'il serait excessif de parler de leur narrativité intrinsèque. Cela n'empêche pas le discours moral corporatif d'être véritablement le récit de l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite), puisqu'il est le reflet de l'histoire de l'organisation et qu'ainsi il se trouve inextricablement coloré par les événements auxquels l'organisation a été confrontée tout au long de son histoire. Il ne faudra donc pas s'étonner si les documents corporatifs que nous analyserons ne parviennent pas à dépasser le stade de la pseudo-narrativité. Cela n'enlèvera rien au caractère intrinsèquement narratif de l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite).

En tant que récit portant sur l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite), le discours moral corporatif nous apparaît être caractérisé par les trois éléments suivants: (1) l'acte de raconter la vie organisationnelle, en tant qu'il est déterminé par la mémoire et la promesse; (2) la pré-compréhension de la vie organisationnelle et la re-présentation de la conscience morale; (3) le rêve d'un monde à habiter, en tant que re-lecture/ré-écriture quasi-événementielle de la vie organisationnelle. Pour illustrer notre propos, deux entreprises ont été choisies: Walt Disney (divertissement des enfants et des familles) et Abbott (médicaments). Dans les deux cas, nous analyserons le rapport de citoyenneté corporative (2014-2015) ainsi que le code d'éthique organisationnel (versions créées, selon les cas, entre 2012 et 2015), puisque ce sont deux documents corporatifs qui sont essentiels à saisir le contenu et l'orientation de l'éthique organisationnelle.

Dans la description du discours moral corporatif en tant que récit, nous prendrons appui sur la philosophie herméneutique de Paul Ricoeur (1913-2005). Ce philosophe français nous aidera à décoder les processus liés aux récits, partout où ils sont effectifs. La narrativité est potentiellement présente dans les documents corporatifs éthiquement orientés tout autant que dans les romans ou les pièces de théâtre. La philosophie herméneutique de Ricoeur sera utilisée afin de voir dans quelle mesure les notions ricoeurienne peuvent trouver application dans le cadre de la narrativité propre au discours moral corporatif. Le recours à l'herméneutique ricoeurienne a ainsi pour objectif de révéler ce qui, dans le discours moral corporatif, tient du récit. C'est à l'aide de principes hérités de Paul Ricoeur que nous dévoilerons la structure narrative du discours moral corporatif.

2. L'ACTE DE RACONTER LA VIE ORGANISATIONNELLE

Dans une perspective centrée sur la narrativité, l'événement constitue la mise en place d'une intrigue qui est soit la synthèse médiatisante de diverses intentions explicites ou implicites, affirmait Ricoeur². En milieu organisationnel, l'événement donnerait ainsi lieu à une définition de rôle (par les dirigeants de l'organisation) attribués à l'une ou l'autre partie prenante (les « quasi-personnages ») et à la réalisation de ce rôle dans l'espace de réflexion et d'action que la direction de l'organisation réserve à chacune de ses parties prenantes. Pour Ricoeur, la mise en place d'une intrigue médiatise la permanence (*idem*) et le changement (*ipse*)³. La mise en place d'une intrigue fait que différents événements en viennent à s'imbriquer les uns aux autres pour créer un récit. Sans intrigue, il n'y aurait donc aucun récit possible, puisque les événements même qui seraient relatés dans une histoire donnée ne seraient pas mis en interrelation les uns avec les autres. Ricoeur montrait bien que cela suppose de prendre en considération des facteurs hétérogènes, tels que les circonstances, les différents acteurs (ex: les parties prenantes de l'organisation) et les projets, motivations et attitudes qu'ils expriment⁴. La mise en place d'une intrigue organisationnelle constitue la création continue de multiples sens issus de l'interrelation entre les divers événements et phénomènes de la vie organisationnelle.

Selon Ricoeur, la mêmeté implique la perpétuation empirique du même (*idem*), alors que le caractère du soi reflète l'ipsité (*ipse*)⁵. Ricoeur dévoile ainsi le paradoxe de l'auto-identité: nous sommes à la fois des caractères qui réclamons une certaine permanence, et pourtant nous sommes des êtres-de-promesse qui devons devenir qui-nous-sommes⁶. L'identité narrative se manifeste à travers une telle dialectique, alors que l'identité éthique traite de l'imputabilité et de la responsabilité face à nos actions et décisions⁷. En tant que récit portant sur l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite), le discours moral corporatif se rapporte autant à la mémoire (ce que l'organisation a été) qu'à la promesse (ce que l'organisation veut devenir). La dialectique entre la mémoire et la promesse s'exprime plus particulièrement à travers les codes d'éthique et politiques organisationnelles. De tels documents éthiquement orientés (éthique organisationnelle explicite) dévoilent des engagements corporatifs quant au bien et au mal, tels qu'ils sont interprétés par leurs rédacteurs ainsi que par ceux qui ont adopté ces textes (membres de la direction et du conseil d'administration). Nous pouvons y déceler parfois une identité narrative corporative qui, comme toutes les identités narratives, est assujettie à divers schémas issus de l'imagination⁸. Tout engagement doit être mis en rapport avec les souvenirs d'événements et de phénomènes passés. Toute affirmation d'une promesse, d'un vouloir-devenir, est centrée évidemment sur l'avenir tel que nous voulons le créer. L'engagement est issu d'un certain passé, alors que la

² P. Ricoeur. (1996). *Soi-même comme un autre*. Paris: Seuil, p. 169; Paul Ricoeur. (2009a). *Parcours de la reconnaissance*. Paris: Gallimard, p. 312-313, 316.

³ P. Ricoeur. (2013a). *Cinq études herméneutiques*. Genève: Labor et Fides, p. 80.

⁴ P. Ricoeur. (1998). *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*. Paris: Seuil, p. 25, 197.

⁵ P. Ricoeur. (1996). *Soi-même comme un autre*. Paris: Seuil, p. 195, 341; P. Ricoeur. (2013). *Anthropologie philosophique. Écrits et conférences 3*. Paris: Seuil, p. 356.

⁶ P. Ricoeur, *Anthropologie philosophique. Écrits et conférences 3*, p. 379-380.

⁷ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 167, 179.

⁸ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 176.

promesse est centrée sur l'avenir. Dans les deux cas, il faut user de l'imagination: soit pour reconstituer les souvenirs qui sont rattachés à l'événement, soit pour élaborer le devenir qui est au cœur de la promesse.

La capacité de créer des récits est, selon Ricoeur, la preuve que nous sommes des êtres qui racontons des histoires. L'être humain est un être-qui-raconte-sa-vie. Selon Ricoeur, nous ne pouvons imaginer une culture dans laquelle personne ne sait ce que cela signifie que de raconter des histoires⁹. Comme disait Ricoeur, « la » vie n'est pas une histoire. Mais « notre » vie, nous l'interprétons comme une histoire¹⁰. L'être humain est un être qui interprète le réel. Nietzsche ne disait-il pas qu'il n'y a aucun fait, mais uniquement des interprétations¹¹? En interprétant le réel, nous sommes non seulement des penseurs subjectifs (Kierkegaard), des êtres-de-langage (Gadamer), mais aussi des êtres dont l'historicité implique la narrativité existentielle: vivre, c'est raconter son histoire. Les caractères de tout un chacun rendent possible que nous puissions raconter notre histoire. C'est parce que je suis un être-avec-les-autres que l'interaction entre mon caractère et celui des autres suscite, entre nous, une histoire que chacun peut raconter à sa manière, précisément parce que chacun l'a vécue à sa manière. Ce sont nos caractères différents qui font de nous ou bien des « personnages » distincts dans l'intrigue organisationnelle, si tant est que cette intrigue est inséré dans des documents corporatifs éthiquement orientés, ou bien des « quasi-personnages », lorsque l'intrigue est implicite, inhérente à l'action en tant que quasi-texte¹².

L'auto-identité est, pour Ricoeur, si impénétrable qu'il y a un soi qui demeure constamment indicible¹³. L'action est, d'après Ricoeur, fondée sur notre capacité de raconter quelque chose à son sujet¹⁴. Que serait, en effet, une action dont nous ne pourrions absolument rien dire, ni raconter? Nous pouvons dire quelque chose au sujet de l'action que nous venons d'entreprendre ou de celle que nous voulons entreprendre. Mais cela n'est pas encore raconter quoi que ce soit à son sujet. Le dire se réduit à peu de choses, en regard du récit. Dire est une chose, tandis que raconter en suppose cent mille. L'acte de raconter, affirmait Ricoeur, réfère à quelque chose qui n'appartient pas encore au récit, mais qui s'en rapproche davantage que le simple dire¹⁵. Raconter implique d'identifier qui sont les acteurs, quelles actions ils accomplissent, quelles sont les motivations qui les animent et comment ils s'y sont pris pour aller de l'avant avec ces actions. Raconter est un acte attributif, selon Ricoeur, tout autant qu'un début d'explication¹⁶. Pour être capable de raconter une histoire, il faut être capable de réfléchir à propos des événements que nous désirons raconter. Il y a donc un moment réflexif qui précède le récit¹⁷. Ricoeur voit dans l'action et dans la souffrance les deux éléments centraux de tout récit. Toute histoire racontée ne peut que révéler un être qui

⁹ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 58.

¹⁰ P. Ricoeur. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Seuil, p. 311.

¹¹ F. Nietzsche. (1967). *The Will to Power*. New York: Vintage Books, p. 301.

¹² Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 195.

¹³ P. Ricoeur. (2009a). *Parcours de la reconnaissance*. Paris: Gallimard, p. 164, 168.

¹⁴ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 32.

¹⁵ P. Ricoeur. (1997). *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*. Paris: Seuil, p. 144.

¹⁶ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 174; P. Ricoeur. (1999). *Temps et récit. I- L'intrigue et le récit historique*. Paris: Seuil, p. 316.

¹⁷ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 115.

agit et qui souffre, affirmait Ricoeur¹⁸. À travers les récits existentiels, nous mettons le doigt sur des dimensions profondes et fragiles de l'être humain¹⁹. Tout récit existentiel ne peut demeurer neutre puisqu'il est, selon l'expression de Ricoeur, le premier laboratoire que nous utilisons pour faire nos jugements moraux²⁰. Nous pourrions également ajouter, de manière kierkegaardienne, qu'il en est ainsi parce que l'être humain est un penseur subjectif et qu'ainsi la vérité elle-même, qui se trouve au cœur de tous les récits, est subjectivité. Cela est vrai autant de l'action et de la souffrance sur lesquels nous pouvons exercer notre jugement d'ordre moral.

Le discours moral corporatif comme récit portant sur l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite) ne peut pas évacuer toute souffrance de la surface de la Terre, ni même de tous les milieux organisationnels. La souffrance est existentiellement enracinée et est vécue à partir de préconceptions du bien et du mal, du vrai et du faux, du juste et de l'injuste. Afin de sauvegarder son caractère moral, tout discours corporatif doit traiter de la souffrance humaine, sous toutes ses formes. La souffrance ne fait pas partie que de l'existence, elle est aussi inscrite dans le Temps. Pour Ricoeur, la souffrance survient dans-le-temps. Nous interprétons nos souffrances à partir des repères temporels usuels: souffrances passées, souffrances vécues dans le présent, souffrances appréhendées dans un avenir plus ou moins proche. Tout récit corporatif au sujet de la souffrance vécue en milieu organisationnel s'inscrit dans-le-temps. L'acte de raconter arrive lui-même dans-le-temps. Pour Ricoeur, raconter exige du temps. Or, ce qui requiert du temps acquiert un sens pour la personne qui initiera ensuite le récit. Elle le fera ici et maintenant, mais en ayant les yeux tournés vers les événements passés tout autant que vers l'avenir que ces événements laissent entrevoir ou qu'ils préparent. À travers le temps, un événement est considéré comme quelque chose qui « ad-vient ». Ad-venir, c'est surgir dans notre existence sans que nous ne puissions connaître précisément l'origine de ce qui ad-vient, ni toutes les conséquences de son insertion historique, à court et à long terme. Ad-venir, c'est insérer un changement dans l'existence d'un individu. Ad-venir, c'est non seulement venir à l'existence (être poussé à exister), mais également atterrir dans « mon » existence. Ce qui ad-vient n'a donc rien d'abstrait. Tous les changements sont interprétés par l'individu en termes de leur sens (un sens à dé-couvrir, qu'il soit ou non intrinsèque à l'objet qu'il concerne), ou de leur non-sens intrinsèque (l'absurde chez Camus). L'être humain est toujours en quête d'un sens. Même la dénonciation camusienne de l'absurde comporte, en elle-même un sens, qui peut même guider toute une vie. La dénonciation camusienne de l'absurde n'est pas absurde. La révolte métaphysique contre l'absurde est ce qui anime toute la vie d'un être qui adhère pleinement à la philosophie de Camus²¹. Lorsque quelque chose ad-vient, c'est qu'il y a une insertion (et donc un changement dans l'ordre des choses) au cœur de l'histoire d'un individu. Ce faisant, l'individu partira en quête du sens de cette ad-venir qu'il peut constater, auquel il peut acquiescer, ou contre lequel il peut choisir de se révolter. Or, ce sens demeure en voie de gestation tant que ce qui doit ad-venir ne nous est pas encore « par-venu ».

¹⁸ P. Ricoeur. (1997a). *Temps et récit. III- Le temps raconté*. Paris: Seuil, p. 442.

¹⁹ F. Worms. (2013). 'Souffrant, agissant et vivant', in C. Martin et N. Zaccai-Reyners (eds.), *Souffrance et douleur. Autour de Paul Ricoeur*. Paris: Presses universitaires de France, p. 39.

²⁰ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 139, 167.

²¹ A. Camus. (1970). *Caligula*. Paris: Gallimard, p. 26, 50, 53, 62-63, 94; A. Camus. (1977). *Le mythe de Sisyphe*. Paris: Gallimard, p. 29, 37, 48-54, 60, 71-78, 124.

Selon Ricoeur, la temporalité est l'unité entre ce-qui-était, ce-qui-est-rendu-présent et ce-qui-est-à-venir²². Ricoeur référerait à la notion que Merleau-Ponty se faisait du temps, en tant qu'elle était influencée par *L'Être et le Temps* d'Heidegger: le temps comme sujet, et le sujet comme temps²³. Le passé est constitué à la fois d'un présent (celui que nous vivions alors que c'était notre présent) et d'un avenir (celui que nous avons alors en tête lorsque nous étions dans ce présent). Ce présent ou cet avenir qui est au centre du passé peut être soit suspendu (il nous influence encore, ici et maintenant, consciemment ou non), ou éteint (il n'existe plus qu'à l'état d'un souvenir n'exerçant aucune influence sur ce que nous sommes aujourd'hui). Le présent est un passé à-venir (le présent deviendra éventuellement un passé) et un futur qui vient de s'actualiser (quelque chose qui vient d'entrer dans la sphère du présent, alors qu'il était jusque-là un futur appréhendé dans un passé qui était alors notre présent). Toute dimension du temps, soulignait Merleau-Ponty, ne peut être définie sans référer aux autres dimensions²⁴. Nous pouvons seulement raconter ce qui est arrivé, ce qui se passe présentement et ce que nous prévoyons qui arrivera, puisque l'acte de raconter survient dans-le-temps²⁵. Comme Heidegger, Ricoeur était convaincu que le temps est la question philosophique la plus importante pour le *Dasein*²⁶. Tout récit survient dans-le-temps. Le discours moral corporatif en tant que récit au sujet de l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite) évolue tout au long de l'histoire de l'organisation. Il doit traiter des différents modes de souffrance humaine, tels qu'ils sont actualisés en milieu organisationnel. Selon Ricoeur, la souffrance suppose que nos capacités de raconter sont réduites, voire annihilées²⁷. Si les membres organisationnels ne peuvent lire/re-lire, ou écrire/ré-écrire la vie organisationnelle en tant qu'ensemble de quasi-textes (actions), dès lors ils sont aliénés de qui-ils-sont. Cela est particulièrement vrai des rapports de responsabilité sociale ou de développement durable, puisque de tels documents éthiquement orientés pourraient changer radicalement la manière dont les entreprises évoluent et comment les membres organisationnels ont des relations avec les autres parties prenantes. Ce ne sera évidemment pas le cas lorsque les rapports en question seront, comme disait Igalens (2007), des récits de légitimation, c'est-à-dire des récits dont le but (inavoué) est de justifier les activités corporatives et leurs multiples conséquences, à la fois économiques, sociales et environnementales, à court et à long terme²⁸.

Recherche du bonheur et de la santé (Abbott)

L'entreprise Abbott reconnaît croire dans la dignité de tout être humain et respecter les droits reconnus dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948* (Nations Unies). Il

²² Ricoeur, *Temps et récit. III- Le temps raconté*, p. 127-129; P. Ricoeur. (2009). *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*. Paris: Seuil, p. 375.

²³ P. Ricoeur. (1992). *Lectures 2. La contrée des philosophes*. Paris: Seuil, p. 171.

²⁴ M. Merleau-Ponty. (2013). *Phénoménologie de la perception*. Paris: Gallimard, p. 484.

²⁵ P. Ricoeur. (1998). *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*. Paris: Seuil, p. 14.

²⁶ E. Hamilton. (2006). 'Narratives of enterprise as epic tragedy', *Management Decision*, 44(4): 536-550.

²⁷ P. Ricoeur. (2013b). 'La souffrance n'est pas la douleur', in C. Martin et N. Zaccai-Reyners (eds.), *Souffrance et douleur. Autour de Paul Ricoeur*. Paris: Presses universitaires de France, p. 13-33.

²⁸ J. Igalens. (2007). 'L'analyse du discours de la responsabilité sociale de l'entreprise à travers les rapports annuels de développement durable d'entreprises françaises du CAC-40', *Finance Contrôle Stratégie*, 10(2): 129-155.

s'agit là d'une affirmation importante, compte tenu qu'Abbott déclare avoir reflété ces principes à l'intérieur de sa mission corporative et dans ses valeurs organisationnelles (p. 53 du rapport de citoyenneté corporative) – ces deux textes n'étant reproduits ni dans le rapport de citoyenneté corporative, ni dans le code d'éthique d'Abbott. Dans son rapport de citoyenneté corporative, Abbott commence par une affirmation traitant de l'accomplissement du potentiel de chaque personne: « *Abbott fulfills its potential as a company by helping others to fulfill theirs* ». Comment cela s'opérationnalise-t-il? Abbott croit pouvoir y parvenir par trois moyens: respecter ses promesses, chercher à améliorer la santé humaine et le bonheur des gens à travers toutes les activités et décisions de l'entreprise, et finalement considérer chaque défi avec un immense respect et une sensibilité au monde et aux personnes (p. 2 du rapport). Il est tout à fait prévisible qu'une entreprise pharmaceutique comme Abbott puisse être axée sur la santé des personnes. Cependant, dès le début du rapport, nous pouvons aisément décoder le caractère polysémique du terme « santé » lorsqu'il est utilisé dans le rapport de citoyenneté corporative d'Abbott. Premier sens: la santé des personnes. L'entreprise prétend que bien des gens dans le monde « dépendent », à chaque jour, des produits Abbott pour vivre en santé (p. 7 du rapport). Devons-nous comprendre que les compétiteurs ne pourraient subvenir aux besoins de ces gens, si Abbott faisait faillite demain matin? Peut-être est-ce vrai pour certains médicaments. Mais est-ce que cela valait le coup d'y aller d'une affirmation auto-glorifiante? Dans le code d'éthique d'Abbott, la santé des personnes inclut celle des employés de l'entreprise, partout dans le monde (p. 23 du code d'éthique). Deuxième sens: la santé de la société. La compagnie Abbott dit croire que l'innovation, la responsabilité et la durabilité, lorsqu'elles orientent la manière de faire des affaires, jouent un rôle important dans la construction d'une « société en santé ». C'est pourquoi d'ailleurs Abbott accentue le bien-être économique, environnemental et social à travers toutes ses opérations (p. 7 du rapport). Troisième sens: une économie en santé. Le rapport affirme qu'une économie saine contribue à une communauté saine. L'opportunité est dite « contagieuse » (p. 7 du rapport). En plaçant la santé des personnes aux côtés de la santé de la société et de celle de l'économie, l'entreprise Abbott montre son intention d'accentuer non seulement la santé des individus indifférenciés (la personne humaine générique, en tant que quasi-personnage), mais également celle de la société et de l'économie en tant que « pseudo-personnages », puisque dans ces deux cas, tout usage du terme « personnage » ne peut qu'être métaphorique.

Le caractère polysémique du terme « santé », tel que développé dans le rapport de citoyenneté corporative d'Abbott, complique les choses lorsque vient le temps de considérer la contribution de cette entreprise à l'amélioration de la santé, étant donné l'absence des vertus de prudence, de courage et de justice. De quelle santé parlons-nous? Une santé a-t-elle priorité sur les autres? La santé de l'économie avant celle de la société? La santé de la société avant celle de ses citoyens? Ou bien les trois notions de santé sont-elles si imbriquées l'une à l'autre qu'il est impossible de parler de l'une sans traiter des deux autres, et par voie de conséquence, impossible d'identifier un sens donné à chacune de ces trois notions de la santé? L'entreprise Abbott a beau dire qu'une bonne santé n'est pas uniquement une bonne nouvelle pour les personnes, mais autant pour l'économie et pour l'environnement (p. 14 du rapport), il demeure que ce que les lecteurs peuvent avoir tendance à retenir, c'est l'importance accordée aux effets obliques (plutôt que directs) d'une bonne santé individuelle. Cette impression peut être renforcée par la lecture du code

d'éthique d'Abbott: « Nous avons chaque jour l'occasion d'améliorer la vie des gens et de créer des sociétés plus saines par notre travail » (p. 10 du code d'éthique). Le code d'éthique d'Abbott élève le discours sur la santé à un tel niveau qu'il lie la création de produits novateurs à l'avènement d'un « futur plus sain » (p. 15 du code d'éthique). Comment cet avenir « plus sain » peut-il être actualisé? Le code d'éthique d'Abbott réfère à l'accomplissement du potentiel individuel comme la base fondamentale d'un avenir plus sain: « Une bonne santé est essentielle à nos clients pour optimiser pleinement leur potentiel. Nous soutenons les patients et les consommateurs dans leur quête d'une meilleure santé tout au long de leur vie, en leur fournissant des produits innovants conçus pour aider les gens à vivre des vies les plus saines et les plus actives possibles » (p. 16 du code d'éthique).

Le rapport de responsabilité sociale d'Abbott apparaît être un pseudo-récit. Le code d'éthique de l'entreprise ne permet pas de contredire ce constat. Au seul plan de l'acte de raconter la vie organisationnelle, le rapport de responsabilité sociale d'Abbott révèle l'absence d'intrigue qui permettrait de mettre différents événements corporatifs en interrelation de manière à orienter le lecteur intéressé à trouver le sens même du texte qui lui est proposé.

3. LA PRÉ-COMPRÉHENSION DE LA VIE ORGANISATIONNELLE ET LA RE-PRÉSENTATION DE LA CONSCIENCE MORALE

D'après Ricoeur, les événements font avancer une histoire que nous avons commencé à raconter. Ils contribuent à l'intrigue et ont pour effet d'unifier les motivations et les thèmes abordés, du moins dans la mesure où l'être qui raconte est capable de créer une telle unité dans la diversité²⁹. Selon D'Almeida, Ricoeur met l'accent sur la capacité qu'ont les récits d'effectuer une totalisation, tant logique que chronologique. Le processus qui donne naissance au récit est structuré par la mise en place d'une intrigue, c'est-à-dire par la tentative (par l'être-qui-raconte-sa-vie) d'imiter le monde de l'action, le monde des décisions³⁰. Tout récit implique une structure logique et un cadre de référence temporel: le récit comporte un début (le point d'origine), un milieu (le développement) et une fin (le point d'orgue)³¹. Pour Ricoeur, une intrigue prend place dans toute tradition narrative. L'intrigue emprunte à la fois aux traditions bien établies (le passé) et aux nouvelles circonstances du moment (le présent). Il ne faut absolutiser ni la tradition (et tomber ainsi dans le conformisme social ou politique qui nous empêche d'assumer le défi du présent (sauvegarder les traditions à tout prix), ni la nouveauté (et se laisser déraciner de notre passé: promouvoir l'innovation à tout prix)³². Une intrigue ne peut qu'être intrinsèquement liée à une tradition narrative, et par voie de conséquence, à la dialectique entre le conformisme et l'innovation. Le discours moral corporatif est la voie privilégiée pour imiter le monde des décisions et des

²⁹ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 16, 18; Ricoeur, *Temps et récit. I. L'intrigue et le récit historique*, p. 291.

³⁰ N. D'Almeida. (2006). 'La perspective narratologique en organisations', in *Responsabilité sociale: vers une nouvelle communication des entreprises?*, in P. de la Broise et T. Lamarche (eds.), Paris: Presses universitaires du Septentrion, p. 27-38.

³¹ L. Preuss and D. Dawson. (2009). 'On the quality and Legitimacy of Green Narratives in Business: A Framework for Evaluation', *Journal of Business Ethics*, 84: 135-149.

³² Ricoeur, *Lectures 2. La contrée des philosophes*, p. 442.

actions corporatives, celles qui viennent du passé autant que celles qui surviennent dans le présent.

Les faits de l'histoire d'une organisation peuvent toujours être re-lus et ré-écrits. L'histoire d'une organisation représente une série d'interprétations d'événements et de phénomènes survenus dans le passé. À travers l'appropriation de la vie organisationnelle que s'en font les membres de l'organisation, l'interprétation en vient à signifier ce qui nous permet, disait Ricoeur, de rendre plus près de moi (mien) ce qui était jusque-là distant de moi (étranger), peu importe si la distance en question a été provoquée par des facteurs temporels, spatiaux, culturels, ou religieux/spirituels³³. À travers le processus d'appropriation, le lecteur fait quelque chose « sien », alors que cela lui était, jusque-là, totalement étranger, suggérait Valdès³⁴. Nous ne pouvons comprendre un phénomène donné qu'à travers l'interprétation que nous lui donnons, affirmait Ricoeur³⁵, parce que l'objet (le phénomène observé) ne peut être totalement appréhendé, compris globalement par le sujet. Tout ce que le sujet a à sa portée, c'est sa subjectivité. Et c'est avec elle qu'il construit ses interprétations du réel. Comprendre l'histoire d'une organisation implique d'interpréter ce qui semblent être des faits corporatifs historiquement situés. Les interprètes de l'histoire corporative doivent ainsi re-lire les événements et phénomènes rencontrés dans le passé par l'organisation. Ils peuvent même faire des liens entre de tels événements/phénomènes et les documents éthiquement orientés, comme l'énoncé de valeurs organisationnelles et le code d'éthique.

Tout événement peut donner lieu à des récits. Les re-présentations d'événements passés sont de nouvelles manières de les interpréter. Tout re-présentation est une interprétation. La re-présentation est une interprétation plutôt qu'un récit portant sur des événements passés. Re-présentation et interprétation ne sont pas synonymes. La fonction narrative constitue l'une des différentes fonctions remplies par les re-présentations. Elle n'est toutefois pas le mot final sur les processus d'explication et de compréhension, précisait Ricoeur³⁶. Les re-présentations organisationnelles d'événements et de phénomènes corporatifs sont des ré-interprétations. Dès qu'ils surgissent dans l'existence, les événements et phénomènes corporatifs peuvent donner lieu à différentes interprétations. Cependant, quand ils sont re-présentés, ils acquièrent, du coup, une triple structure: l'insertion d'une nouveauté (re-), l'influence des perceptions antérieures (pré-) et l'omniprésence des sensations ou impressions lorsque nous sommes placés en face de l'objet (sentations). Re-présenter, c'est ainsi insérer du nouveau dans un objet, à partir des perceptions antérieures que nous en avons eues (passé) ainsi que des sensations ou impressions qu'ils nous laissent, ici et maintenant (présent). Du nouveau est inséré: une nouveauté qui tend vers l'avenir, car c'est dans l'avenir que cette nouveauté sera actualisée. Des perceptions antérieures continuent d'influencer notre manière de voir l'objet en question: le passé nous influence encore, parfois de manière diffuse et inconsciente. Nos sensations ou impressions ressenties ici et maintenant lorsque nous faisons face à cet objet déterminent également ce que nous sommes

³³ P. Ricoeur. (2010). *Écrits et conférences 2. Herméneutique*. Paris: Seuil, p. 115; Ricoeur, *Le conflit des interprétations*, p. 8.

³⁴ M. J. Valdès. (1991). 'Introduction : Paul Ricoeur's Post-Structuralist Hermeneutics', *A Ricoeur Reader. Reflection and Imagination*. Toronto: University of Toronto Press, p. 8.

³⁵ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 57, 60, 172.

³⁶ Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p. 303, 306-307.

capables d'en dire: le présent est aussi déterminant dans le processus de re-présentation. L'acte de re-présenter fait donc intervenir à la fois le passé, le présent et l'avenir.

Le discours moral corporatif est nécessairement imprégné d'intentions. Les intentions peuvent affecter des textes, actuels ou à venir. Selon Ricoeur, avoir une intention signifie: (1) entreprendre intentionnellement une action donnée (dans le présent), (2) avoir l'intention de faire quelque chose (l'action est orientée vers le futur), (3) agir avec une intention donnée, qui a été préalablement acquise et consciemment identifiée (action centrée sur le passé). Agir avec une intention donnée suggère d'expliquer une action à travers les motivations des acteurs, qui sont capables, rétrospectivement, de rationaliser leur action. Expliquer nos motivations, c'est dé-voiler, de nous, la part du moi qui est à l'origine de l'action. C'est dé-voiler qui est l'acteur³⁷. En tant que recherche méthodique d'un sens objectif, l'explication est fondée sur une pré-compréhension, ce qui suppose un moment pré-critique³⁸. Nous ne pouvons comprendre un texte si nous faisons abstraction de la pré-compréhension du texte lui-même et de la manière dont l'acteur est parvenu à transcender ce niveau pré-critique de la réflexion³⁹. Notre pré-compréhension de phénomènes donnés constitue la question originelle que nous nous posons, quand nous tentons d'expliquer ces phénomènes. Comme disait Darwish, la pré-compréhension a besoin d'une relation étroite avec le monde de l'action (donc des quasi-textes) et avec la tradition narrative⁴⁰. Les différentes composantes du discours moral corporatif peuvent porter l'accent sur l'explication. C'est particulièrement vrai de la mission corporative (centrée sur le passé) et de la vision corporative (focusée sur l'avenir).

L'énoncé de valeurs organisationnelles se préoccupe davantage de la compréhension que de l'explication. La compréhension dé-voile la capacité de prendre du recul par rapport à la structuration du texte, alors que l'explication montre les différents codes de signification qui sont derrière une telle structuration. L'énoncé de valeurs organisationnelles est ainsi appelé à dé-voiler la cohérence axiologique (au plan des valeurs) et la consistance éthique (les normes de comportement éthique en tant qu'elles sont imprégnées des valeurs organisationnelles et qu'elles sont appliquées avec consistance dans différents pays du monde) entre les documents éthiquement orientés. À la suite de Heidegger, Ricoeur identifie l'interprétation comme étant le développement de la compréhension⁴¹. L'interprétation est la dialectique entre la compréhension et l'explication, quant au sens qui émane du texte lui-même⁴². L'explication est requise pour parvenir à la compréhension. La compréhension est requise

³⁷ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 87.

³⁸ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 26, 31; Ricoeur, *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, p. 177.

³⁹ Ricoeur, *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, p. 132.

⁴⁰ H. Darwish. (2011). *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique. Interpréter, comprendre et expliquer dans les théories du symbole, de la métaphore et du récit*. Paris: L'Harmattan, p. 189.

⁴¹ Martin Heidegger, *Being and Time*, New York, Harper and Row Publishers, 1962, p. 188 (sec. 32); Ricoeur, *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, p. 127.

⁴² P. Ricoeur. (1972). 'La métaphore et le problème central de l'herméneutique'. *Revue philosophique de Louvain*, 70(5): 93-112; Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 37-38, 199-200, 222, 236; Ricoeur, *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*, p. 381; Ricoeur, *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, p. 30.

pour pouvoir énoncer quelque explication⁴³. L'explication, suggérait Ricoeur, approfondit le sens objectif du texte, alors que la compréhension est fondamentalement liée à l'appropriation existentielle du texte par les lecteurs⁴⁴. Le sens du texte est toujours en train de se re-construire, tout au long du processus d'appropriation du texte par les lecteurs. Toute appropriation du texte est une interprétation de son contenu et de son sens. Pour Ricoeur, l'herméneutique implique d'ouvrir la voie à différentes interprétations d'un texte donné. Ce faisant, elle fait du texte une parole vivante, pour ici-et-maintenant. Cependant, aucun texte ne peut donner lieu à toutes les interprétations possibles, prévenait Ricoeur. L'herméneutique contribue à ce que le texte produise autant de sens qu'il est possible d'en créer, étant donné le contenu du texte lui-même⁴⁵. Selon Darwish, Ricoeur essayait d'éviter les pièges du relativisme absolu⁴⁶. Nous ne pouvons comprendre aucune portion du discours moral corporatif sans nous référer à la distanciation entre les valeurs, vertus, croyances, principes et systèmes de sens personnels. Nous ne pouvons évaluer une telle distanciation sans une pré-compréhension de toutes les composantes de ce discours moral corporatif.

D'après Worms, Ricoeur utilisait la dialectique entre réel et non-réel: le récit raconte le non-réel (comme ce qui est possible ou utopique, en tant que cela est saisi par l'imagination) 'comme si' le non-réel faisait partie intégrante du passé réel (supposément saisi par la mémoire)⁴⁷. Toute fiction narrative réfère, selon Ricoeur, à un passé qui fait partie intégrante du récit (un 'quasi-passé'). Il s'agit d'un 'passé-comme-si', c'est-à-dire un passé fictif qui se présente lui-même comme s'il était le passé réel (présupposément saisi par la mémoire). Mais le passé de la narration ne peut jamais être l'équivalent du passé réel qui, lui, demeure inatteignable. La seule chose que peut faire l'être humain face à son passé, c'est de le re-constituer et de l'interpréter. Mais il ne peut jamais le rendre tel qu'il était alors que ce passé était son présent, puisqu'il n'a pas la capacité voulue pour représenter tout le réel qui constituait ce présent, maintenant devenu un passé qui est laissé aux mains de son imagination. Le passé de la narration est le quasi-passé de la voix narrative, disait Ricoeur⁴⁸. Tout récit introduit une expérience fictive du temps: une nouvelle conscience temporelle naît du fait que les lecteurs décodent le monde qui est proposé par le texte (le 'monde du texte')⁴⁹. En tant que récit portant sur l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite), le discours moral corporatif réfère aux événements et phénomènes quasi-passés. Il use de la mémoire afin de re-constituer les éléments constitutifs des événements et phénomènes corporatifs (le souvenir comme acte de 're-membrer'). Le discours moral corporatif fait aussi usage de l'imagination car il implique de fournir de nouveaux cheminements permettant de ré-interpréter les événements et phénomènes corporatifs. Les cheminements traditionnels de compréhension, d'interprétation et d'expression langagière sont ainsi re-nouvelés. L'*impetus* d'un tel renouvellement est le monde du texte, c'est-à-dire

⁴³ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 185; Ricoeur, *Lectures 2. La contrée des philosophes*, p. 443 ; Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 184-187.

⁴⁴ Ricoeur, *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*, p. 389-390.

⁴⁵ Ricoeur, *Lectures 2. La contrée des philosophes*, p. 492.

⁴⁶ Darwish, *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique*, p. 146-147.

⁴⁷ F. Worms. (2013a). 'Vie, mort et survie dans et après *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*', in F. Dosse et C. Goldenstein (eds.), *Paul Ricoeur: penser la mémoire*. Paris: Seuil, p. 139.

⁴⁸ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 192.

⁴⁹ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 189.

le monde proposé par le texte, le monde dont le texte (ou l'auteur du texte, si tant est qu'il révèle explicitement cette intention) rêve qu'il devienne réalité. Face à ce monde du texte, le lecteur est, suggérait Ricoeur, poussé à approfondir la compréhension qu'il a de lui-même⁵⁰. Si le monde du texte l'interpelle, le lecteur peut tenter de l'intégrer en lui. Lorsqu'il intègre en lui le monde proposé par le texte, il le transforme quelque peu en l'adaptant à ce qu'il est lui-même, à ses besoins et désirs, mais aussi à ses peurs et angoisses. Ce faisant, il le fait véritablement sien. Du coup, le monde du texte devient le rêve d'un monde à habiter, celui qui gît, après un tel processus d'intégration, au centre même de l'existence de ce lecteur et qui devient une source fondamentale de sens pour sa propre vie.

Selon Ricoeur, tout récit a une triple structure temporelle: (1) l'énonciation et le temps où l'on raconte l'histoire, (2) les phrases elle-mêmes et le temps qui est raconté, (3) le monde du temps et l'expérience fictive du temps⁵¹. À une période de l'histoire d'une organisation (temps x), une éthique organisationnelle implicite a été mise en place et a révélé les principales valeurs, vertus, croyances, principes, ou normes de comportement organisationnelles. L'énonciation originelle a été ensuite traduite dans des phrases insérées dans un code d'éthique et dans des politiques organisationnelles (temps y). En tant que lecteurs/rédacteurs de la vie organisationnelle, les membres de l'organisation ont déchiffré le monde du temps qui est implicitement ou explicitement développé dans ces documents corporatifs éthiquement orientés (temps z). L'imagination est liée à ce qui est non-réel, c'est-à-dire possible ou utopique. Le lien avec la réalité est ainsi reporté à plus tard. Le non-réel, c'est ce qui est absent du réel, ce qui ne s'y trouve pas encore, ce qui est à ad-venir, ce qui est porteur d'un monde rêvé. Lire un roman implique de suspendre ma connection au réel tel qu'il est, et ainsi de suspendre mes passions et mes jugements de valeur. Le monde du texte est, en soi, non-réel. Il n'appartient pas au réel. Selon Darwish, il s'opère une suspension relative: la mise en place d'une intrigue exige d'imiter les actions dont les lecteurs ont déjà une pré-compréhension⁵². Ricoeur définissait l'imagination comme *epochè*, c'est-à-dire comme une suspension de toute référence directe de la pensée aux objets de la vie de tous les jours⁵³. Ricoeur prétendait qu'il y a une solidarité entre l'*epochè* et la capacité de pro-jeter de nouvelles possibilités-d'être. L'acte de lire est à la fois la suspension de la réflexion critique (le cours de l'action est stoppé) et l'opportunité de comparer le monde du texte et la vision du monde qu'ont les lecteurs du texte en question. Une telle comparaison ne peut que relancer les lecteurs dans l'action, si tant est que le monde du texte leur permet de revoir autrement le réel et que les lecteurs se sentent attirés par une telle vision du monde révélée dans le texte⁵⁴. Lire ouvre l'esprit à d'autres manières d'habiter le monde. La vision du monde qu'avaient jusque-là les lecteurs du texte peut être ébranlée par le monde du texte qu'ils viennent de découvrir.

⁵⁰ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 187.

⁵¹ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 139, 142-143.

⁵² Darwish, *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique*, p. 201.

⁵³ P. Ricoeur. (1978). 'The Metaphorical Process as Cognition, Imagination, and Feeling', *Critical Inquiry*, 5(1): 153-154, 157.

⁵⁴ Ricoeur, *Temps et récit. III- Le temps raconté*, p. 327-328.

La conscience morale et le développement d'un vivre-ensemble (Abbott)

Dans son rapport de citoyenneté corporative, l'entreprise Abbott dit rechercher des opportunités d'investissement communautaire « catalytiques ». Il s'agit de faire se rencontrer deux objectifs: d'une part, le développement de partenariats avec les parties prenantes, et d'autre part l'investissement dans des activités stratégiques qui s'alignent avec leur créneau d'affaires (p. 9 du rapport). Développer des partenariats avec les parties prenantes dans la mesure où cela permet à l'entreprise d'augmenter sa croissance. Les parties prenantes les plus importantes incluent ici les employés, les fournisseurs, les professionnels de la santé, les clients et les consommateurs (p. 40 du rapport). L'entreprise Abbott ne s'en cache pas: elle fait de la philanthropie stratégique. Puisque l'acte philanthropique est, par définition, un acte gratuit (qui n'attend aucun retour d'ascenseur), il vaudrait mieux parler de dons stratégiques ou de contributions sociales stratégiques. Sinon, la notion de gratuité inhérente à la philanthropie est évacuée, et c'est la notion même de philanthropie qui devient carrément déformée. Nous avons une idée plus précise de la manière dont Abbott interprète le développement de partenariats avec les parties prenantes lorsque nous voyons comment l'entreprise définit sa participation au dialogue sur la santé publique qui se passe dans les marchés globalisés. Le rapport de citoyenneté corporative d'Abbott insiste sur deux éléments fondamentaux: d'une part, l'écoute des parties prenantes, et d'autre part la réponse que donne Abbott aux préoccupations et idées énoncées par les parties prenantes. Ces deux éléments sont définis comme jouant un rôle décisif dans le succès financier d'Abbott tout autant que dans l'expression de sa citoyenneté corporative sur les marchés globalisés. Une précision importante est ajoutée: les préoccupations et idées exprimées par les parties prenantes aident Abbott à développer de nouveaux produits qui rencontrent des besoins criants en matière de santé publique, à éduquer les patients et professionnels de la santé au sujet des maladies en émergence et des différentes options de traitement qui peuvent être offertes (p. 10 du rapport). L'écoute et la réponse données aux parties prenantes permettent ainsi à la fois de contribuer à la croissance de l'organisation et d'imposer un processus d'amélioration continue qui vise une meilleure santé publique. D'où l'idée de maintenir et de renforcer une culture organisationnelle centrée sur l'amélioration continue et le focus sur les consommateurs (p. 16 du rapport).

L'entreprise Abbott cerne sa notion de conscience morale corporative en affirmant ce qui suit: « *We strive to do the right thing, in the right way, in every aspect of our daily activities* » (p. 61 du rapport). Quelles sont les balises ou paramètres d'une action considérée comme étant « bonne »? C'est le flou total. Accomplir une bonne action ne semble pas pouvoir se faire d'une seule manière. Au contraire, l'entreprise Abbott présuppose qu'il y a des manières plus ou moins appropriées d'accomplir une bonne action. Nous nageons dans des nuages encore plus opaques. Aussi, était-il prévisible que l'entreprise Abbott use de termes très généraux pour parler de son éthique organisationnelle: « *we are committed to high ethical standards* » (p. 61 du rapport). Son rapport de citoyenneté corporative parle même de la conduite éthique et de la conduite honnête, sans fournir aucun moyen de les distinguer l'une de l'autre (p. 62 du rapport). Il en est de même du code d'éthique de l'entreprise (p. 29 du code). Ce caractère éminemment vague des normes d'éthique est aussi reflété dans le code d'éthique d'Abbott: « Le message fondamental du Code est simple: il incombe à chacun de nous, en tant qu'employés d'Abbott, de développer notre entreprise et notre image de marque en nous conformant aux normes d'éthique les plus élevées et en

travaillant avec honnêteté, équité et intégrité » (p. 6 du code d'éthique). Dans son code d'éthique, Abbott s'adresse à ses employés en leur disant ceci: « Vous devez être conscient de l'impact global de nos actions et de nos prises de décision » (p. 8 du code d'éthique). Un énoncé étonnant, considérant que les employés ne sont pas toujours ceux qui prendront des décisions ayant un impact global. À la lecture de cet énoncé, nous avons l'impression que les employés doivent développer une conscience morale plus vaste que les décideurs eux-mêmes (principalement, la direction de l'organisation et les membres du conseil d'administration). Ce n'est certainement pas là la visée originelle d'Abbott. Mais le texte, tel qu'il est écrit, nous pousse, de par lui-même, vers une interprétation aussi alambiquée.

Abbott aurait avantage à revoir sa conception de la conscience morale. L'approfondissement de cette notion pourrait amener l'entreprise à faire des distinctions importantes en ce qui a trait à divers niveaux de conscience morale. Abbott aurait également avantage à relire son rapport de citoyenneté corporative et son code d'éthique afin de mieux déchiffrer ce qui est au cœur de ses engagements corporatifs d'ordre communautaire. Même sa dénonciation de la corruption est plaquée dans le code d'éthique d'Abbott, comme si c'était une obligation d'en parler, plutôt que d'être une réelle préoccupation de l'entreprise. Pourtant, la corruption n'est-elle pas l'un des moyens privilégiés de déshumaniser les rapports interpersonnels en faisant du corrompu (qui est une personne à part entière) un simple objet (moyen) aux mains du corrupteur (qui, en aliénant l'autre d'une part importante de sa subjectivité, opère la même déshumanisation en lui-même)?

Dans son rapport de citoyenneté corporative, l'entreprise Abbott fait état du fait qu'elle entretient des relations avec les forces policières locales et les organismes de régulation. Ce faisant, Abbott œuvre à « identifier et démanteler les entreprises criminelles qui sont impliquées dans la contrefaçon ou dans le vol » (p. 20 du rapport). Cette affirmation étonnante parce qu'imbriquée dans un rapport de citoyenneté corporative, constitue une dénonciation publique de la corruption morale qui affecte les marchés globalisés. Dans son code d'éthique, Abbott démontre son opposition à la fraude et à la corruption et affirme que la corruption « est partout illégale » (p. 36-37 du code d'éthique). Mais rien ne nous permet de saisir l'origine de la dénonciation, par Abbott, du phénomène de la corruption. Le rapport de citoyenneté corporative d'Abbott est si muet à cet égard que nous pourrions nous perdre en conjectures quant aux facteurs de conditionnement qui ont poussé l'entreprise à faire une telle dénonciation et quant aux intentions qui animaient les rédacteurs du rapport de même que ceux et celles (membres de la direction et administrateurs d'Abbott) qui l'ont approuvé. Bien que fort louable, la dénonciation de la corruption demeure superficielle et très succincte. Pourtant, l'entreprise aurait pu profiter de l'occasion pour relier cette dénonciation à la conscience morale que la direction de l'organisation tente d'insuffler aux membres organisationnels et/ou de partager avec ses parties prenantes.

Quant à la pré-compréhension de la vie organisationnelle et à la re-présentation de la conscience morale, le rapport de responsabilité sociale et le code d'éthique d'Abbott convergent vers le constat qu'ils sont, tous deux porteurs, d'un pseudo-récit. À l'instar de l'acte de raconter la vie organisationnelle, la manière dont la vie organisationnelle est pré-comprise et la conscience morale re-présentée ne permet pas de constater qu'il y a véritablement eu insertion d'une intrigue, de sorte que les événements corporatifs qui

peuvent y être évoqués ne sont pas imbriqués les uns aux autres de manière à créer du sens, un sens voué à être dé-couvert par les lecteurs.

4. LE RÊVE D'UN MONDE À HABITER

Selon Ricoeur, tout discours est fait par un soi dans-le-monde, le monde étant là où le soi vit⁵⁵. Le monde du texte est temporellement enraciné. Chaque texte a son propre temps. Le temps du texte et le temps de l'action ne coïncident pas nécessairement⁵⁶. En tant que monde fictif et horizon du texte, le monde du texte, disait Ricoeur, est proposé (pro-jeté) comme ce monde dans lequel les lecteurs pourraient vivre⁵⁷, c'est-à-dire comme un ensemble de possibilités-d'être parmi lesquelles les lecteurs sont libres de choisir celles qui leur conviennent. Faisant ce choix, les lecteurs en viennent ensuite à actualiser la possibilité-d'être qui a été librement choisie et ainsi à modifier leur rapport au soi et au monde. Le monde du texte (ou à tout le moins, l'une des possibilités-d'être qu'il contient) transformera, du coup, ce monde que le lecteur considérait jusque-là comme étant le sien. Son monde ne sera plus exactement le même. Son soi sera automatiquement modifié en conséquence. Le monde du texte peut transformer le soi, son monde, et le mode d'insertion du soi dans le monde tout autant que le mode d'insertion du monde dans le soi. Pour Ricoeur, l'objet de l'herméneutique est le monde qui est déployé devant-le-texte⁵⁸. L'herméneutique implique, selon Ricoeur, deux mouvements: re-construire la dynamique inhérente au texte lui-même (explication: interpréter les signes et sens culturels), et rendre possible, à toute œuvre littéraire, de projeter une représentation d'un monde que les lecteurs pourraient habiter (auto-compréhension)⁵⁹. D'après Jean Grondin, l'auto-compréhension est enracinée dans nos récits et dans les différentes manières dont nous nous approprions le monde du texte⁶⁰. L'auto-compréhension est médiatisée par l'interprétation de signes et de symboles, de mythes et de textes, disait Darwish⁶¹.

D'après Ricoeur, les lecteurs sont en position de s'appropriier le monde du texte, dès lors qu'ils sont devant-le-texte. Ce faisant, les lecteurs se distancient d'eux-mêmes, parce qu'ils laissent le texte être ce qu'il est⁶². Comprendre le texte signifie saisir le monde du texte. L'auto-compréhension par les lecteurs devant-le-texte implique que le texte soit ouvert au monde qu'il dé-voile⁶³. Le monde du texte est la référence du texte. Il permet aux lecteurs de mieux se comprendre eux-mêmes, étant donné qu'un monde du texte leur est proposé. Le monde du texte est ainsi, pour les lecteurs, un appel à mieux se connaître eux-mêmes tout autant qu'un appel à se dépasser eux-mêmes en choisissant librement d'actualiser l'une des possibilités-d'être contenues dans le monde du texte. Le monde du texte est une proposition

⁵⁵ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 157.

⁵⁶ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 131.

⁵⁷ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 15; Ricoeur, *Temps et récit. III- Le temps raconté*, p. 326; Ricoeur, *La métaphore vive*, p. 119.

⁵⁸ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 140-141, 187, 233.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 37, 171.

⁶⁰ Jean Grondin. (2013). *Paul Ricoeur*. Paris: PUF, p. 104.

⁶¹ Darwish, *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique*, p. 49, 123.

⁶² P. Ricoeur. (1975). 'Phenomenology and Hermeneutics', *Noûs*, 9(1): 95.

⁶³ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 187.

faite aux lecteurs d'habiter un autre monde que le leur, une invitation à transformer leur monde en tenant compte de la proposition de monde que contient le texte lui-même, suggérait Ricoeur⁶⁴. Le monde du texte ne peut exister s'il n'y a pas de lecteurs qui sont capables de l'interpréter⁶⁵. Les lecteurs améliorent leur auto-compréhension à travers le monde du texte. L'interprétation d'un texte donné suppose de dé-voiler le monde du texte. Ricoeur reflétait la transcendance qui surgit du texte lui-même. En tant que monde dans lequel les lecteurs pourraient vivre, le monde du texte est une série de possibilités-d'être dans-le-monde-et-avec-les-autres: c'est ce que Ricoeur appelle la « transcendance dans l'immanence »⁶⁶. Le monde du texte libère les lecteurs de l'assujettissement au monde et à l'intention originelle de l'auteur. C'est la référence du discours, la « chose du texte », mentionnait Ricoeur⁶⁷. À travers l'acte d'écriture, le texte n'est plus assujéti à l'intention de l'auteur⁶⁸. Le monde temporel qui est proposé par le texte (la « chose du texte »⁶⁹) n'est pas derrière le texte, comme si c'était là une intention cachée, mais bien plutôt en face du texte lui-même. La chose du texte, c'est le monde du texte⁷⁰. Le texte dé-voile un certain monde au lecteur en tant qu'être-dans-le-monde. La chose du texte est le monde qui est déployé par le texte. Interpréter un texte, c'est déployer ainsi le monde du texte⁷¹. Le monde du texte impose une distanciation par rapport à la quotidienneté dans laquelle nous vivons⁷². La chose du texte renvoie les lecteurs à leur pro-jet d'être eux-mêmes, affirmait Ricoeur⁷³. En tant que membres d'une communauté qui reçoivent un texte donné, les lecteurs ont hérité du sens du texte qui vient, du coup, influencer à la fois leur mémoire (passé) et leurs attentes (futur)⁷⁴. Toute communauté est interprétée par le texte et interprète elle-même le texte⁷⁵. Dans le cas des documents corporatifs éthiquement orientés, le monde du texte renvoie les rédacteurs et

⁶⁴ Ricoeur, *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, p. 44, 241, 253-254.

⁶⁵ Ricoeur, *Temps et récit. III- Le temps raconté*, p. 297.

⁶⁶ Ricoeur, *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*, p. 190; Ricoeur, *Temps et récit. III- Le temps raconté*, p. 286.

⁶⁷ P. Ricoeur. (1977). 'Herméneutique de l'idée de Révélation', *La Révélation* (Paul Ricoeur, Emmanuel Lévinas, Edgar Haulotte, Étienne Cornélis, Claude Geffré). Bruxelles: Facultés universitaires Saint-Louis, p. 38-39.

⁶⁸ P. Ricoeur. (1971). 'Du conflit à la convergence des méthodes en exégèse biblique', *Exégèse et herméneutique* (Roland Barthes, Paul Beauchamp, Henri Bouillard et al.). Paris: Seuil, p. 48.

⁶⁹ Selon Paul Dau Van Hong, Ricoeur fut influencée par la chose du texte telle que définie par Gadamer ainsi que par la notion heideggerienne d'habiter. Mais contrairement à Gadamer et à Heidegger, Ricoeur utilisa le monde du texte dans le contexte de l'identité narrative : P. Dau Van Hong. (2012). *Paul Ricoeur, le monde et autrui*. Paris: L'Harmattan, p. 46, 75. Voir: Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, 115.

⁷⁰ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 140.

⁷¹ P. Ricoeur. (2007). *La métaphore vive*. Paris: Seuil, p. 278.

⁷² P. Ricoeur. (1975). 'Herméneutique philosophique et herméneutique biblique', in F. Bovon et G. Rouiller (eds.), *Exegesis. Problèmes de méthode et exercices de lectures (Genèse 22 et Luc 15)*. Paris: Delachaux & Niestlé Éditeurs, p. 222.

⁷³ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 408.

⁷⁴ P. Ricoeur. (2005). 'Herméneutique. Les finalités de l'exégèse biblique', in P. Ricoeur, R. Parmentier et H. Blocher (eds.), *Herméneutique de la Bible, Prédication de la Bible, Actualisation de la Bible*. Paris: L'Harmattan, p. 14-15.

⁷⁵ P. Ricoeur. (1971). 'Esquisse de conclusion', *Exégèse et herméneutique* (Roland Barthes, Paul Beauchamp, Henri Bouillard et al.). Paris: Seuil, p. 292.

lecteurs de la vie organisationnelle au défi de préciser leur pro-jet d'être, qui ils et elles veulent être.

Les documents corporatifs éthiquement orientés utilisent des mots pour déployer le monde du texte. Les mots sont des outils pour exprimer le monde du texte. Mais un mot (par exemple, le « bien-être ») qui est étroitement lié au monde du texte inhérent aux formes écrites (explicites) du discours moral corporatif (les divers documents corporatifs éthiquement orientés) révèle à la fois des significations traditionnelles et innovatrices. Sous sa forme écrite (explicite), le discours moral corporatif ne répète pas le passé comme si tout mot gardait toujours un certain sens, au fil du temps. Le mot ne comporte aucune substance permanente qui soit porteuse de quelque sens que ce soit. Il évolue constamment, et ce, à partir de son utilisation, dans de multiples contextes sociaux, économiques, politiques, culturels, ou religieux/spirituels. Ce qui est vrai du mot est vrai aussi du discours. Tant qu'il est enraciné dans les réalités organisationnelles du présent, le discours moral corporatif est en train de ré-inventer le passé, en substituant aux significations traditionnelles des significations innovatrices. Il n'y aurait aucun monde du texte sans des significations innovatrices qui sont pro-jetées sur des mots choisis pour faire partie intégrante du texte. Sous sa forme écrite (les documents corporatifs éthiquement orientés), le discours moral corporatif a son propre monde du texte. Sous sa forme non-écrite (les actions et décisions corporatives en tant que quasi-textes), le discours moral corporatif a son propre monde du quasi-texte. Dans les deux cas, une vision du monde se présente comme le monde dont rêve l'organisation, un monde rêvé qui transparaît tant dans les écrits que dans les actions et décisions corporatives. Le monde que je vois (le monde qui est « mon » monde) n'est pas encore le monde que je voudrais voir ad-venir (le « rêve d'un monde à habiter », ou monde rêvé). L'*impetus* du monde du texte/quasi-texte est de transformer le monde que je vois en un monde que je voudrais voir ad-venir. Le discours moral corporatif vise à développer le rêve d'un monde à habiter, à travers la médiation des différentes perceptions que les membres organisationnels (et particulièrement la direction de l'organisation et les membres du conseil d'administration) se font de la réalité en général et de la vie organisationnelle en particulier. Pour Darwish, l'auto-compréhension du lecteur est approfondie à travers la manière dont le lecteur s'approprie le monde du texte. L'auto-compréhension est médiatisée par l'appropriation du monde du texte⁷⁶. S'approprier signifie que le monde du texte/quasi-texte (en tant que rêve d'un monde à ad-venir) projette de nouvelles possibilités-d'être en milieu organisationnel.

Selon Reynhout, l'appropriation de sens à travers le monde du texte constitue une expansion de l'auto-compréhension des lecteurs⁷⁷. Les lecteurs approfondissent leur auto-compréhension à travers le monde du texte. S'approprier le discours moral corporatif est une manière, pour chaque membre organisationnel, d'améliorer la compréhension du soi et de son monde. Lire des textes, tels que les documents corporatifs éthiquement orientés, peut changer la façon dont les membres organisationnels lisent ou écrivent la vie organisationnelle, à travers leurs perceptions, valeurs, principes, ou actions. L'appropriation ouvrira la porte à une re-lecture et à une ré-écriture de la vie organisationnelle. Le sens et le

⁷⁶ Darwish, *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique*, p. 152.

⁷⁷ Reynhout, *Interdisciplinary Interpretation. Paul Ricoeur and the Hermeneutics of Theology and Science*, p. 47, 210.

soi sont simultanément constitués. Interpréter les textes et les quasi-textes et interpréter son propre soi sont deux actions qui sont interdépendantes. Je ne peux interpréter une action, en tant que quasi-texte, sans être porté moi-même à interpréter qui je suis⁷⁸. Pour Ricoeur, il y a une fusion entre les interprétations (celle du texte/quasi-texte et celle du soi)⁷⁹. Les membres organisationnels ne peuvent déchiffrer les nombreux sens dont peuvent être porteurs les documents corporatifs éthiquement orientés sans modifier la compréhension de ce qu'ils sont (leur soi) et du monde dans lequel ils vivent (leur monde perçu) tout autant que du monde dont ils rêvent (leur « rêve d'un monde à habiter »). Ils ne peuvent modifier l'interprétation qu'ils donnent à leur soi et à leur monde sans re-lire et ré-écrire (quasi-textuellement) la vie organisationnelle.

Même si certains de leurs aspects pourraient être répétés au fil du temps, les événements organisationnels (ou sociaux) demeurent toujours uniques. Chaque changement (personnel, organisationnel, social) survient dans une insertion historique donnée, qui constitue le « quasi-événement ». Chaque changement comporte sa « quasi-intrigue » et ses « quasi-personnages »⁸⁰. Tout changement arrive dans-le-temps et est la conséquence de relations causales. Il y a ainsi une primauté du temps sur le changement. Tout changement est assujéti au temps. L'inverse n'est pas vrai. Pour Ricoeur, chaque événement est simultanément à d'autres événements, ou survient dans le cadre d'une série d'événements inter-reliés, et est, par voie de conséquence, fondé sur quelque chose qui est immuable (la substance)⁸¹. Les relations causales ne peuvent exister sans substance. Il y a priorité de la substance sur la causalité, disait Ricoeur⁸². D'après Kant, la substance est permanente, alors que les différents modes dans lesquels la substance existe pourraient⁸³. L'unicité des événements passés signifie qu'ils ne peuvent réellement être comparés entre eux. Il ne peut y avoir aucun élément commun entre des événements passés. Même s'ils peuvent partager de grandes similarités, les événements passés (par exemple, Auschwitz et le Goulag) sont toujours uniques. Fondamentalement, ce sont des réalités différentes, suggérait Ricoeur⁸⁴. Les structures de pouvoir, les critères pour pratiquer la discrimination ainsi que les stratégies pour annihiler les communautés (pratiques de destruction physique/mentale) ne sont pas exactement les mêmes. Selon Ricoeur, deux faits historiques ne peuvent partager la même structure (par

⁷⁸ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 211.

⁷⁹ Ricoeur, *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*, p. 170-171.

⁸⁰ Ricoeur, *Temps et récit. I- L'intrigue et le récit historique*, p. 395, 403-404.

⁸¹ Ricoeur reconnaissait la dette qu'il avait envers Kant: "All appearances are in time ; and in it alone, as substratum (as permanent form of inner intuition), can either coexistence or succession be represented. Thus the time, in which all change of appearances has to be thought, remains and does not change" (p. 213: A182, B225) ; "Substances, in the field of appearance, are the substrata of all determinations of time (...) There is only one time in which all different times must be located, not as coexistent but as in succession to one another. Permanence is thus a necessary condition under which alone appearances are determinable as things or objects in a possible experience" (p. 217: A188 B232): Immanuel Kant. (1965). *Critique of Pure Reason*. New York: St. Martin's Press.

⁸² Ricoeur, *Parcours de la reconnaissance*, p. 74, 89, 106.

⁸³ "In all appearances, the permanent is the object itself, that is, substance as phenomenon ; everything, on the other hand, which changes or can change, belongs only to how in which substance or substances exist, and therefore to their determinations": Immanuel Kant. (1965). *Critique of Pure Reason*. New York: St. Martin's Press, p. 214 (A183 B227-A184 B228).

⁸⁴ Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p. 433-434.

exemple, le totalitarisme). Un fait historique donné pourrait avoir une origine mimétique. Mais cela ne rend pas les faits moins immoraux ou moins injustes. Le jugement moral ne dépend pas des éléments communs qui sont partagés entre des faits historiques particuliers, affirmait Ricoeur⁸⁵. Agir implique d'assumer la responsabilité morale de nos actions. Les récits répondent à la question: Qui est le sujet moral de l'imputation⁸⁶?

En tant que récit portant sur l'éthique organisationnelle globale (explicite et implicite), le discours moral corporatif implique des événements, d'une part, une intrigue et des personnages (textes) et d'autre part, une quasi-intrigue et des quasi-personnages (actions en tant que quasi-textes). En tant qu'il est lié à l'histoire corporative, le discours moral corporatif exerce par rapport aux événements et phénomènes passés (spécifiques) de l'organisation les tâches suivantes: re-membrer (re-constituer le passé à travers la mémoire), re-cadrer notre état d'esprit (à partir du re-membrement qui vient de s'effectuer), ré-ordonner les diverses composantes des événements et des phénomènes en question (à partir du re-cadrage de notre état d'esprit) et ré-interpréter notre soi et notre monde (à partir de la ré-ordonnance des composantes événementielles et phénoménales). Les compétiteurs ne pourraient avoir rencontré des événements et phénomènes similaires, en dépit des éléments de ceux-ci que les compétiteurs peuvent avoir rencontré au cours de l'histoire de leurs organisations respectives. Le climat et la culture de l'organisation déterminent, en grande partie, comment de tels événements et phénomènes sont interprétés et ré-interprétés. Les membres organisationnels peuvent librement lire/re-lire et écrire/ré-écrire (quasi-textuellement) la vie organisationnelle. Les éléments communs qui relient diverses situations corporatives ne devraient jamais justifier le *status quo*. Ce qui est commun à un grand nombre d'entreprises (à cause de divers facteurs, dont le mimétisme interorganisationnel et institutionnel) n'est pas nécessairement éthique ou non-éthique. En milieu organisationnel, le discours moral corporatif doit rendre opérationnels les mécanismes et structures d'imputabilité et de responsabilité, au niveau personnel et corporatif. Des contraintes d'ordre social, culturel, économique, politique, idéologique et historique déterminent comment nos devoirs sont identifiés et décrits. Ils jouent un rôle majeur dans la manière dont les individus sont capables d'expliquer, d'interpréter et de comprendre les événements qui surviennent dans la vie de tous les jours, ou quelque texte qu'ils doivent appliquer (par exemple, les lois et règlements)⁸⁷. De telles contraintes reflètent notre volonté finie, et ainsi notre finitude existentielle⁸⁸. Les rapports de responsabilité sociale et de développement durable sont déterminés par des facteurs de conditionnement sociaux, culturels, économiques, politiques, historiques, et religieux/spirituels. Une telle influence multidimensionnelle fait des documents corporatifs éthiquement orientés le véritable *locus* de la responsabilité pour-autrui, en tant que mode d'être, de penser, d'agir, et de souffrir.

⁸⁵ Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p. 435.

⁸⁶ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, 32, p. 121.

⁸⁷ Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, p. 335.

⁸⁸ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 240, 243.

La nécessité d'être constant dans la projection du rêve d'un monde à habiter (Walt Disney)

Le rapport de citoyenneté corporative de Walt Disney fait état que les histoires créées par l'entreprise (son produit culturel fondamental) sont parsemées d'individus « inspirés pour imaginer un avenir plus radieux et ayant la volonté de concrétiser ce rêve » (p. 6 du rapport). Voilà un bel exemple de « rêve d'un monde à habiter ». L'avenir « plus radieux » sous-tend que l'entreprise Walt Disney croit que l'avenir qui est entrevu, jusqu'ici, par un grand nombre de citoyens n'est pas aussi radieux que nous pourrions l'espérer. La référence à un « avenir plus radieux » est extrinsèque, puisqu'elle concerne les produits culturels qui sont l'essence même du créneau occupé par l'entreprise Walt Disney. Mais tout de même, il s'agit d'imaginer un monde (« un avenir plus radieux »), et l'avènement de ce monde est aussi imaginée par la volonté de personnages issus des produits culturels en question, des personnages qui veulent concrétiser ce rêve, cet « avenir plus radieux ». L'avenir « plus radieux » n'est pas qu'imaginé par des personnages de fiction. Il ne peut être créé que parce que toutes et tous mettront la main à la pâte. L'entreprise Walt Disney espère constituer l'un des catalyseurs permettant aux gens de se joindre « pour créer un avenir plus radieux ». C'est pourquoi son rapport de citoyenneté corporative se termine ainsi : « Ensemble, nous pouvons créer un avenir meilleur dans lequel les plus belles histoires restent encore à raconter » (p. 99).

Deux grands axes d'engagements de citoyenneté corporative sont définis (p. 6). Ces deux axes permettent de mieux saisir en quoi notre avenir collectif pourrait devenir plus radieux qu'il n'est entrevu par la majorité des citoyennes et des citoyens. Walt Disney démontre là le rêve d'un monde à habiter, un rêve qui émane du texte lui-même.

L'entreprise Walt Disney insiste sur la responsabilité dans l'action. Les actions responsables sont liées aux activités et aux produits créés « de manière éthique »: la responsabilité semble ainsi au centre même de la notion d'éthique organisationnelle. Les actions responsables sont définies comme offrant « la plate-forme fiable à partir de laquelle nous pouvons inciter les enfants et les familles à construire un avenir meilleur » (p. 53 du rapport). Un avenir plus radieux est certainement assez semblable à un avenir meilleur, en dépit des différences que nous pourrions noter. Dans les deux cas, il s'agit d'une volonté de transformation du monde. En effet, construire un avenir meilleur ou plus radieux, c'est ne pas se satisfaire de l'avenir que porte l'ensemble des citoyens, avec plus ou moins de résignation et de frustration. Mais il y a quelque chose dans le caractère radieux (presque « irradiant ») qui ne se retrouve pas dans la transition qui mène vers le « meilleur ». Une perte de sens, mais pas assez substantielle pour que nous puissions en déduire que les actions responsables visent autre chose qu'un avenir « plus radieux ». Par contre, quand il est question de comportement éthique (p. 54-57), de contenu responsable (p. 58-66), de protection de l'environnement (p. 66-75), d'engagement civique (p. 76-77), d'environnements de travail respectueux (p. 78-81) ou de la chaîne d'approvisionnement responsable (p. 82-92), il est étonnant de constater que parler d'avenir ne soit plus de mise. Rien. Pas même une mention que dans les deux cas, cela pourrait contribuer à rendre le monde meilleur. Aussi, quand l'entreprise Walt Disney est fière, dans son code d'éthique, d'affirmer qu'elle s'est gagnée la réputation d'être une « entreprise éthique » (p. 2 du code d'éthique), doit-on voir là une autre tentative d'auto-glorification, puisque la reconnaissance d'être une entreprise « éthique » ne semble pas lui

provenir de l'extérieur (d'organismes indépendants), mais être plutôt assumée par elle-même, comme allant de soi, comme découlant de ses engagements corporatifs? En brandissant son rêve de construire (ou de collaborer à construire) un « avenir radieux », l'entreprise Walt Disney voit grand, très grand.

L'entreprise Walt Disney insiste, par ailleurs, sur la capacité d'inspirer les autres et de se rapprocher d'eux. Une telle capacité semble s'exprimer à travers les efforts consentis pour promouvoir le bonheur et le bien-être des enfants et des familles (p. 25, 44 du rapport). Parmi les multiples engagements de citoyenneté corporative visant à inspirer autrui, il est frappant de constater que la promotion d'un mode de vie plus sain est perçue comme pouvant créer un avenir plus radieux (p. 27). Ainsi, le rêve d'un monde à habiter (« un avenir plus radieux ») semble être étroitement lié à la promotion d'un mode de vie plus sain. Cependant, nous pouvons nous questionner sur la possibilité d'une auto-glorification excessive de l'entreprise elle-même et de sa mission sociale lorsqu'elle affirme que « par la simplicité et le divertissement, nous pouvons vous aider à faire des choix plus sains » (p. 27). La question de la pensée créative est abordée en liant l'avenir à la créativité. L'entreprise « s'engage à libérer le potentiel créatif existant en chacun d'entre nous ». Il est ajouté un lien direct avec l'avenir plus radieux: « Grâce à des divertissements et un engagement innovants, notre travail rapproche les enfants et les familles afin d'imaginer et de construire un avenir plus radieux » (p. 37). Par contre, d'autres engagements de citoyenneté corporative ne semblent pas être explicitement liés à l'idéal d'instaurer un « avenir plus radieux ». Il en est ainsi de la préservation de la nature (p. 40-43) et du renforcement des communautés (p. 44-50). L'entreprise Walt Disney aurait avantage à enraciner ses engagements communautaires dans une certaine conception du vivre-ensemble. Sinon, la volonté de vivre en communauté avec-les-autres perdra tout son sens. Cela se rapporte directement au monde que nous voudrions habiter (au « monde rêvé »). C'est ce monde pourtant que le rapport de citoyenneté corporative de Walt Disney nous amène à entrevoir et à construire, sous la gouverne d'un « avenir plus radieux ».

Le rapport de responsabilité sociale de Walt Disney apparaît être un pseudo-récit. Le code d'éthique de l'entreprise ne fait que confirmer ce constat. Le rêve d'un monde à habiter est certainement au cœur du rapport de responsabilité sociale de Walt Disney. Mais cela n'en fait pas automatiquement un récit. Même s'il est caractérisé par son insertion dans-le-temps, par l'interaction entre l'ici-et-maintenant et l'avenir qui est rêvé, entre le monde actuel et le monde à ad-venir, l'histoire qui est racontée à travers le rapport de responsabilité sociale de Walt Disney demeure sans intrigue. D'aucune manière, le rapport permet de créer une interaction dynamique entre divers événements corporatifs. Nous sommes donc en présence d'un pseudo-récit.

5. CONCLUSION

Même si nous avons constamment le pro-jet d'être qui-nous-sommes (Sartre), nous ne sommes pas les véritables auteurs de notre récit existentiel (le « récit de notre vie toute entière », ou récit existentiellement ancré). La vie organisationnelle est toujours un mélange plus ou moins hétéroclite de récits existentiels. En tant que membres organisationnels, nous sommes les co-auteurs du sens qui se dégage de notre récit existentiel. Les membres organisationnels peuvent lire/re-lire, écrire/ré-écrire (quasi-textuellement) la vie

organisationnelle. Si les membres organisationnels n'avaient aucun récit existentiel, ils seraient incapables de lire/re-lire, ou d'écrire/ré-écrire la vie organisationnelle. À travers nos récits existentiels, nous établissons progressivement des liens fondamentaux entre une vision rétrospective (centrée sur le passé) et une vision prospective (centrée sur le futur), suggérait Ricoeur. En tant que rédacteurs/lecteurs de la vie organisationnelle, les membres organisationnels se réfèrent à la fois au passé et à l'avenir. Leurs souvenirs et leurs promesses donnent sens à leur récit existentiel et à toute la vie organisationnelle.

La philosophie herméneutique de Paul Ricoeur nous a permis de révéler dans quelle mesure les rapports de responsabilité sociale, de développement durable ou de citoyenneté corporative sont, en tant que pseudo-récits, porteurs d'un monde du texte qui est enraciné dans un jugement porté sur des événements et phénomènes corporatifs survenus dans un passé plus ou moins lointain. Ce sont des pseudo-récits qui ont le pouvoir d'ouvrir le questionnement philosophique à propos du bien et du mal, du vrai et du faux, du juste et de l'injuste. Cela est particulièrement vrai des rapports de développement durable lorsqu'ils véhiculent le rêve d'un monde à habiter. Mais ce rêve d'un monde à habiter doit pouvoir se transposer en engagements corporatifs concrets et éviter d'être sous la domination d'une pensée idéologique. La philosophie herméneutique de Ricoeur nous a permis de dé-voiler la pseudo-narrativité propre aux rapports de responsabilité sociale, de développement durable, ou de citoyenneté corporative. Mais la notion même de responsabilité demeure obscure, lorsqu'elle est entre les mains des rédacteurs de documents corporatifs éthiquement orientés. Ricoeur précisait bien les deux extrêmes dans toute assignation à la responsabilité (le milieu étant l'amitié, qui permet aux uns et aux autres, de vivre-ensemble dans l'égalité)⁸⁹. D'une part, l'autre exige de moi que j'assume ma responsabilité: c'est bien ce que font nombre de groupes d'intérêt public ou d'ONG face aux décisions et actions corporatives. D'autre part, je peux ressentir de la sympathie pour les autres souffrants, de sorte que cette sympathie me pousse à assumer une certaine responsabilité envers autrui: les rapports de responsabilité sociale, de développement durable ou de citoyenneté corporative sont parsemés d'une telle sympathie envers les autres souffrants, en particulier à travers les activités philanthropiques et les préoccupations éthiques de l'entreprise envers la santé et sécurité au travail, la qualité et sécurité des produits, et les enjeux liés à la santé publique. La recherche future aurait avantage à élucider la notion de responsabilité (sociale, environnementale, ou même éthique) véhiculée dans les documents corporatifs éthiquement orientés afin de mieux en saisir la teneur et de pouvoir la mettre en correspondance avec des concepts de responsabilité issus du vingtième et du vingt-et-unième siècle, qu'il s'agisse de ceux développés par Emmanuel Mounier, Emmanuel Levinas, Jean-Paul Sartre, Hans Jonas, Jürgen Habermas, John Rawls, ou Paul Ricoeur. Ricoeur affirme que chaque personne est responsable des choix pris collectivement par la communauté dans laquelle elle vit. Au cœur de chacune de nos paroles, de chacun de nos gestes et de nos comportements, se trouve une responsabilité personnelle pour ce qu'est en train de devenir la communauté dans laquelle nous nous trouvons⁹⁰. L'avantage d'orienter l'analyse sur l'herméneutique ricoeurienne, c'est que celle-ci nous permet de mieux saisir les multiples liens entre les textes et l'action, entre le monde du texte et le rêve d'un monde à habiter, entre l'offre d'une refiguration possible du monde et la

⁸⁹ Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, p. 224-225.

⁹⁰ P. Ricoeur (2001). *Histoire et vérité*. Paris: Points /Essais, no 468, p. 346.

responsabilité qui tient, à chacune et à chacun, d'en assumer le défi. Un défi qui est enraciné tant dans la narrativité que dans la temporalité.

RÉFÉRENCES

- Abbott, *Abbott Global Citizenship Report 2014*, 2015, 107 p.
- Abbott, *Code d'éthique*, 49 p.
- Camus, A. (1970). *Caligula*. Paris: Gallimard.
- Camus, A. (1977). *Le mythe de Sisyphe*. Paris: Gallimard.
- D'Almeida, N. (2006). 'La perspective narratologique en organisations', in P. de la Broise et T. Lamarche (eds.). *Responsabilité sociale : vers une nouvelle communication des entreprises ?* Paris: Presses universitaires du Septentrion, p. 27-38.
- Darwish, H. (2011). *Paul Ricoeur et la problématique de la méthode dans l'herméneutique. Interpréter, comprendre et expliquer dans les théories du symbole, du texte, de la métaphore et du récit*. Paris: Coll. Ouverture philosophique, L'Harmattan.
- Dau Van Hong, P. (2012). *Paul Ricoeur, le monde et autrui*. Paris: Coll. Ouverture philosophique, L'Harmattan.
- Dostoïevski, F. (2001). *Crime et châtiment*. Paris: Le livre de poche.
- Grondin, J. (2013). *Paul Ricoeur*. Paris: Que sais-je ?, no 3952, PUF.
- Hamilton, E. (2006). 'Narratives of enterprise as epic tragedy'. *Management Decision*, 44(4): 536-550.
- Heidegger, M. (1962). *Being and Time*. New York: Harper and Row Publishers.
- Igalens, J. (2007). 'L'analyse du discours de la responsabilité sociale de l'entreprise à travers les rapports annuels de développement durable d'entreprises françaises du CAC-40', *Finance Contrôle Stratégie*, 10(2): 129-155.
- Jaspers, K. (2003). 'La vérité en tant que communicabilité', *Nietzsche et le christianisme, suivi de Raison et existence*. Paris: Bayard, p. 205-249.
- Kant, I. (1965). *Critique of Pure Reason*. New York: St. Martin's Press.
- Merleau-Ponty, M. (2013). *Phénoménologie de la perception*. Paris: Gallimard.
- Nietzsche, F. (1967). *The Will to Power*. New York: Vintage Books.
- Preuss, L. and D. Dawson. (2009). 'On the quality and Legitimacy of Green Narratives in Business: A Framework for Evaluation'. *Journal of Business Ethics*, 84: 135-149.
- Reynhout, K. A. (2013). *Interdisciplinary Interpretation. Paul Ricoeur and the Hermeneutics of Theology and Science*. Lanham: Lexington Books.
- Ricoeur, P. (2013). *Anthropologie philosophique. Écrits et conférences 3*. Paris: Seuil.
- Ricoeur, P. (2013a). *Cinq études herméneutiques*. Genève: Labor et Fides.
- Ricoeur, P. (1971). 'Du conflit à la convergence des méthodes en exégèse biblique', *Exégèse et herméneutique* (Roland Barthes, Paul Beauchamp, Henri Bouillard et al.). Paris: Seuil, p. 35-53.

- Ricoeur, P. (1998). *Du texte à l'action – Essais d'herméneutique II*. Paris: Points/Essais, no 377, Seuil.
- Ricoeur, P. (2010). *Écrits et conférences 2. Herméneutique*, Paris: "La couleur des idées". Seuil.
- Ricoeur, P. (1977). 'Herméneutique de l'idée de Révélation', *La Révélation* (Paul Ricoeur, Emmanuel Lévinas, Edgar Haulotte, Étienne Cornélis, Claude Geffré). Bruxelles: Facultés universitaires Saint-Louis, p. 15-54.
- Ricoeur, P. (2005). 'Herméneutique. Les finalités de l'exégèse biblique', *Herméneutique de la Bible, Prédication de la Bible, Actualisation de la Bible* (Paul Ricoeur, Roger Parmentier et Henri Blocher). Paris: L'Harmattan, p. 7-42.
- Ricoeur, P. (1975). 'Herméneutique philosophique et herméneutique biblique', in F. Bovon et G. Rouiller (eds.). *Exegesis. Problèmes de méthode et exercices de lectures (Genèse 22 et Luc 15)*. Paris: Delachaux & Niestlé Éditeurs, p. 201-215.
- Ricoeur, P. (2001). *Histoire et vérité*. Paris: Points/Essais, no 468, Seuil.
- Ricoeur, P. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Points/Essais, no 494, Seuil.
- Ricoeur, P. (1972). 'La métaphore et le problème central de l'herméneutique'. *Revue philosophique de Louvain*, 70(5): 93-112.
- Ricoeur, P. (2007). *La métaphore vive*. Paris: Points/Essais, no 347, Seuil.
- Ricoeur, P. (2013b). 'La souffrance n'est pas la douleur', in C. Martin et N. Zaccà-Reyners (eds.), *Souffrance et douleur. Autour de Paul Ricoeur*. Paris: Presses universitaires de France, p. 13-33.
- Ricoeur, P. (1992). *Lectures 2- La contrée des philosophes*. Paris: Éditions du Seuil.
- Ricoeur, P. (2009). *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique*. Paris: "L'ordre philosophique", Seuil.
- Ricoeur, P. (2009a). *Parcours de la reconnaissance*. Paris: Folio/Essais, no 459, Gallimard.
- Ricoeur, P. (1975). 'Phenomenology and Hermeneutics'. *Noûs*, 9(1): 85-102.
- Ricoeur, P. (1967). *Philosophie de la volonté, I- Le volontaire et l'involontaire*. Paris: Aubier Montaigne.
- Ricoeur, P. (1996). *Soi-même comme un autre*. Paris: Points/Essais, no 330, Seuil.
- Ricoeur, P. (1999). *Temps et récit. I- L'intrigue et le récit historique*. Paris: Points/Essais, no 227, Seuil.
- Ricoeur, P. (1997). *Temps et récit. II- La configuration dans le récit de fiction*. Paris: Points/Essais, no 228, Seuil.
- Ricoeur, P. (1997a). *Temps et récit. III- Le temps raconté*. Paris: Points/Essais, no 229, Seuil.
- Ricoeur, P. (1978). 'The Metaphorical Process as Cognition, Imagination, and Feeling', *Critical Inquiry*, 5(1): 143-159.
- Walt Disney Company, *Citoyenneté Disney 2014. Bilan des performances*, 128 p.
- Walt Disney Company, *Standards of Business Conduct*, 2012, 44 p.

Worms, F. (2013). 'Souffrant, agissant et vivant', in C. Martin et N. Zaccai-Reyners (eds.), *Souffrance et douleur. Autour de Paul Ricoeur*. Paris: Presses universitaires de France, p. 37-45.

Worms, F. (2013a). 'Vie, mort et survie dans et après *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*', in F. Dosse et C. Goldenstein (eds.), *Paul Ricoeur : penser la mémoire*. Paris: Seuil, p. 135-147.

Midiendo la meta-capabilidad de agencia: base teórica para la creación de un indicador de responsabilidad

BY/PAR MATHIAS NEBEL (1) & MARIA-TERESA HERRERA-NEBEL (2)

(1) Profesor investigador, Departamento de ciencias sociales y políticas, Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla (México)

(2) Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas, Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla (México).

RESUMEN

Amartia Sen ha construido su enfoque de capacidades sobre la distinción existente entre libertad de agencia y libertad de bienestar. Este artículo propone entender la agencia como una meta-capabilidad: la capacidad de valorar y elegir nuestra propia libertad. A continuación plantea entender la agencia como formada por las tres dimensiones de responsabilidad siguientes: ex-ante, ex-post y ex-aliud. Presenta luego un modelo teórico que nos permita medir niveles de capacidad de agencia en el ámbito laboral.

Keywords: Amartya Sen, well-being, agency, capability, meta-capability of agency, responsibility, well-being measurement, Mexico.

RESUME

Amatya Sen a construit son paradigme des capacités sur la distinction qu'il établit entre liberté d'agence et liberté de bien-être. Cet article propose de comprendre la liberté d'agence comme une meta-capabilité : la capacité d'apprécier et de choisir notre propre liberté. Il propose ensuite de comprendre cette meta-capabilité comme formée par trois dimensions de responsabilité : responsabilité ex-post, ex-ante, ex-aliud. Sur cette base il développe un modèle théorique qui doit permettre de mesurer les niveaux de capacité d'agence dans le facteur de production travail.

Mots-clés : Amartya Sen, Bien-être, Agencéité, Capabilité, méta-capabilité d'agence, responsabilité, mesure du bien-être, Mexique.

JEL Classification : B41

1. INTRODUCCIÓN

Este artículo presenta la base teórica para una forma de medición inédita de la meta-capabilidad de agencia¹. El enfoque de capacidades, tal cual Sen lo ha ideado a la fecha, se construye sobre una distinción fuerte entre libertad de agencia y libertad de bienestar (Sen, 1985^a, 185-187). Siguiendo los trabajos de Bonvin & Farvaque (2004), de Conill (2004) & Cortina (2008) y Crocker (2009) sobre la importancia normativa de la agencia para el bienestar y el desarrollo, proponemos en este artículo entender la agencia como una meta-capabilidad. Su espacio específico (specific capability space) abarca la forma en la cual cada individuo valora y elige su propia libertad. Al igual que Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu (2007; 2008; 2014) argumentamos que la capacidad de agencia se desvela en la forma en la cual individuos actúan de manera responsable. Dicho de otro modo, la valoración que dan a su libertad aparece en la forma en la cual desprenden sus responsabilidades. Este artículo propone por lo tanto medir la meta-capabilidad de agencia por medio las tres dimensiones constitutivas de la responsabilidad: (a) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a sí-mismo (en cuanto me reconozco sujeto de una obligación/promesa); (b) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a nuestros actos (en cuanto respondemos de ellos); (c) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación hacia los demás (el otro que me convoca a la responsabilidad).

Ahora bien, estas tres dimensiones no son exclusivamente individuales. Se construyen dentro de relaciones sociales. Más aún, estos niveles son socialmente estructurados como expectativas mínimas de comportamiento (niveles standard de responsabilidad requerido). El derecho por ejemplo exige de los ciudadanos un cierto nivel de responsabilidad hacia sus actos y hacia los demás. Asimismo la familia constituye un contexto social en el cual la responsabilidad hacia el otro es peculiarmentepreciada. El lugar de trabajo finalmente constituye otro contexto importante donde las expectativas de responsabilidad son socialmente estructuradas como estándares. La meta-capabilidad de agencia resulta de la forma en la cual un individuo expresa/puede expresar su responsabilidad en uno de estos contextos sociales.

En base a estos desarrollos teóricos, la segunda parte del artículo propone entonces una forma de medición de la meta-capabilidad de agencia en claves de responsabilidad. Para este propósito, pudimos contar con el apoyo invaluable del Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) para crear un indicador que intente medir niveles de agencia en la Republica Mexicana. Presentamos aquí el cuestionario que fue elaborado para el INEGI y adjunto como módulo especial dirigido a trabajadores a la Encuesta de Hogares de INEGI 2014, así como las hipótesis que lo sostienen. Concluye este artículo presentando los

¹ Agradecemos el financiamiento otorgado para este artículo del *Consejo de Ciencia y Tecnología Mexicano* (CONACYT), así como al programa *Global South Scholar del Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement* (IHEID) por su apoyo financiero. También queremos agradecer el apoyo inestimable y constante del *Instituto Nacional de Estadística y Geografía de México* (INEGI).

diversos campos de aplicación que permite tal indicador, particularmente a nivel de políticas públicas de desarrollo económico y desarrollo humano.

2. IMPORTANCIA DE LA RESPONSABILIDAD PARA EL DESARROLLO DEL ENFOQUE DE CAPABILIDADES

En 2005, revisando los alcances del enfoque de capacidades, Roybens (2008) subraya la necesidad de desarrollar a futuro el concepto de *responsabilidad* para formalizar la relación compleja, y para el momento todavía no plenamente explicitada, que existe entre *agencia* y *capacidad*. Su convicción surge del desequilibrio actual en el enfoque entre *derechos* y *obligaciones*, es decir entre *libertades* por una parte y *deberes* por otra. Mientras los primeros conforman el eje central de los aportes de Sen, las obligaciones y los deberes relativos a estos derechos y estas libertades no son desarrollados. Si la libertad de bienestar ha de medirse como un conjunto de capacidades, entonces cabe preguntarse cuáles son las obligaciones que corresponden a esta libertad de bienestar, que responsabilidades implica este conjunto de capacidades. Por lo tanto una reflexión en torno a la responsabilidad – es decir la forma en la cual una persona acepta y se compromete en la realización de un fin y/o deber – le parece imprescindible para la coherencia del enfoque.

2.1. Teoría de la justicia y noción de responsabilidad

El reconocimiento de la importancia de un desarrollo de la noción de responsabilidad para el enfoque de capacidades por Robeyns debe mucho a los trabajos que Bonvin y Farvaque han hechos en los años anteriores (1998; 2004). Estos dos autores, retomando el amplio debate en torno a la teoría de la Justicia de Rawls así como las mutaciones del concepto de Estado de bienestar en occidente, señalan al concepto de responsabilidad como un elemento teórico clave del desarrollo actual de las políticas sociales. Su trabajo por lo tanto vierte por una parte sobre las principales críticas hechas a la teoría de la justicia de Rawls, y por otra parte, trata de desarrollar lo que podría ser, dentro del enfoque de capacidades, el rol de la responsabilidad.

Posteriormente a la publicación por John Rawls de su teoría de la justicia (1971; 1993), numerosos autores (Dworkin: 1981; Cohen: 1989; Arneson: 1989; Sen: 1992; Roemer: 1995) contienden que la repartición de bienes primarios propuesta por Rawls permita alcanzar una igualdad de oportunidades. Varios elementos teóricos son propuestos para dar cuenta de este fracaso. Dworkin (1981) pretende que la repartición de bienes primarios extendidos a todos desconoce la *heterogeneidad de los talentos naturales* de cada individuo (*natural endowments*). Sen (1992) por su parte afirma que la igualdad de oportunidad no se puede lograr porque la repartición de bienes primarios ignora la diversidad de valoraciones dada a los *conjuntos de capacidades por cada individuo*. Mientras por otro lado Roemer (1995), corrige Rawls desarrollando el rol del *empeño* personal y de los *méritos* respectivos de cada individuo.

Cada uno de estos autores contesta una de las primicias de Rawls advierten Bonvin y Farvaque (1998): se rechaza la idea que la “distribución social de responsabilidades”² postulada por Rawls sea *homogénea*. La “igualdad de oportunidades” que tendría que generar la disposición universal de bienes primarios supone efectivamente que cada agente tenga una misma responsabilidad, es decir que exista en una población dada: (a) una misma e igual *facultad para ser y hacerse responsable* tanto de sí-mismo como de sus actos y (b) una misma e igual *práctica uniforme* de la responsabilidad (Arneston: 1989). En otras palabras, la facultad de ser libre y responsable – como parte de nuestra condición humana – conforma un presupuesto antropológico de Rawls; un hecho anterior y pre-existente a su “división social de la responsabilidad”. Al igual que existe detrás del velo de ignorancia una común racionalidad, existe también una igualdad de responsabilidad; a ningún momento la racionalidad o la responsabilidad son considerados como los posibles resultados de políticas públicas (Bonvin & Farvaque: 2004, 18-19). La racionalidad como la responsabilidad no han de repartirse para Rawls porque ya existen al nivel de una igualdad natural.

Ahora bien, históricamente y empíricamente esto no es el caso. El debate en torno al rol y al objetivo del Estado social en occidente tropezó precisamente sobre la existencia de *obligaciones* correlativas a los derechos sociales otorgados. Solo hay derechos si se reconocen primero deberes. Las diversas formas de dependencia racional (*dependency trap*) hacia prestaciones del Estado social demostraron que estas no podían ser sencillamente consideradas como carencias que un derecho a una prestación social podría mecánicamente compensar (Arneston: 2011). Compensar materialmente – frecuentemente de forma monetaria – una injusticia real sufrida por un individuo no es suficiente para subsanar su origen personal o estructural (Stemplowska: 2009). El reconocimiento de un derecho a una prestación material no permite restaurar la equidad social comprometida. Interviene de manera crucial la responsabilidad del asegurado para su suerte, la forma en la cual utilizaba el beneficio social. Estos fueron algunos de los elementos que pusieron de relieve autores como Giddens (1998), Bovens (1998), Lake (2001), Hurley (2003) para proponer una reforma del paradigma de Estado social. Sus trabajos entablan la necesidad de girar el objetivo de las políticas sociales. Estas ya no deben ser vista como prestaciones que viene a subsanar una injusticia pasada, sino como fomentos de una igualdad futura por medio de incentivos que vienen al encuentro – pero no se substituyen – a la responsabilidad de cada individuo. De manera muy pertinente Bonvin y Farvaque puntualizan que “*en un semejante enfoque, la responsabilidad ya no es un algo dado, pero aparece como uno de los objetivos de la acción pública (...) En esta perspectiva, el mandato de las instituciones sociales de bienestar también consiste en agregar y crear la información relevante de tal manera a que esta permita a la población ser más responsable*”³. Estos trabajos en torno a la justicia y el

² “The account of primary goods includes what we may call a ‘social division of responsibility’: society, citizens as collective body, accepts responsibility for maintaining the equal basic liberties and fair equality of opportunity (...) while citizens as individuals and association accept responsibility for revising and adjusting their ends and aspiration in view of the all-purpose means they can expect (...). This division of responsibility relies on the capacity of person to assume responsibility for their ends and to moderate the claims they make on their social institutions accordingly.” (Rawls: 1993, 189).

³ “In such a framework, responsibility is not something given but features as a goal of public action...In this view, the task of welfare institutions is also to construct relevant information to the aim to render people more responsible”. Bonvin y Farvaque, 2004, 19.

estado social ponen de relieve la importancia crucial que tiene la forma en la cual la responsabilidad esté (a) *socialmente construida* en una sociedad dada y (b) *individualmente actualizada*.

De manera todavía más interesante, Bonvin y Farvaque ponen de relieve que las diversas críticas formuladas al modelo clásico de igualdad de oportunidades adoptan dos formas, dos modelos de responsabilidad sumamente diferentes:⁴

“Drawing on the various critics of mainstream equality of opportunity, two opposed approaches to responsibility may be identified: on the one hand, responsibility is mainly conceived of as (i) a “luck vs. choice” fixed starting point, (ii) a backward-looking conception, (iii) a highly individualistic framework. (...) On the other hand, responsibility is envisaged as (i) an outcome of public policies rather than a starting point, (ii) a forward looking conception, (iii) a combined institutional-individual framework.”⁵

La obra de Sen ejemplifica este uso ambiguo del concepto de responsabilidad. Si bien juega el concepto de responsabilidad indudablemente un rol importante en su enfoque de capacidad, este rol no está nunca formalmente desarrollado. Por una parte, al igual que Rawls, Sen ve la libertad como una condición necesaria y suficiente para que exista responsabilidad (Sen: 1992, 148-150; 1999, 283-285). Y como la libertad de agencia precede y condiciona la libertad de bienestar, donde exista agencia para Sen, también existirá responsabilidad (1985^b, 197ss). Postula por lo tanto la responsabilidad como una facultad que al igual que la racionalidad existe anteriormente a las cuestiones de bienestar (1992, 148). Pero por otra parte, al hacer del ejercicio evaluativo individual de los funcionamientos el eje central de las capacidades, Sen también otorga a cada individuo una responsabilidad fuerte en cuanto al “tipo de vida que tiene razones para valorar” (1992, 149). Las transformaciones de bienes primarios, argumenta Sen, no es homogénea en una población dada, precisamente porque existe diferencias entre lo que cada individuo considera como siendo el conjunto de capacidades que valora (1999, 190). Por lo mismo, al no poner énfasis sobre la medición de *funcionamientos realizados* sino sobre la medición de un *capacidad*, Sen gira la responsabilidad hacia el futuro: como capacidad para abrirse un espacio propio de bienestar en medio de las oportunidades existentes (1999, 30). Y en este último punto resalta también su originalidad en cuanto al desarrollo posible del concepto implícito de responsabilidad que usa. Al seguir la distinción de Berlin (1969, 122-134) entre libertad positiva y libertad negativa, Sen reconoce la construcción social de los conjuntos de capacidades y por ende de la responsabilidad (1999, 282ss; 2004, 381ss). Pero de manera característica, aferrado al individualismo metodológico por una parte y, por otra parte,

⁴ Sin embargo, al contrario de Bonvin y Farvaque no creemos necesario oponer estos dos enfoques como siendo antitéticos. Hablar de enfoque es de todos modos exagerado. Estos autores no articulan un concepto claro de responsabilidad. Se trata más bien de un tema incipiente, que progresivamente emerge en margen al debate principal que vierte sobre igualdad de oportunidades y justicia social (Stemplowska: 2009). El uso que hacen del concepto no deja de ser bastante ingenuo cuando se compara con las muchas distinciones que la ética o el derecho conocen en cuanto a formas y modalidades de responsabilidad, o, cuando se compara al desarrollo que Hans Jonas dio a la noción de responsabilidad (1979).

⁵ Ibidem, p.21.

rechazando un comunitarismo que siempre sospecha de sectarismo, Sen no desarrolla este aspecto de su enfoque (Balet, Bazin, Dubois & Mahieu: 2014, 9-16).

No sorprende por lo tanto que Roybens (2005) identifique la responsabilidad como un elemento faltante en el enfoque, un elemento que ganaría a ser desarrollado teóricamente. Asimismo si identifica la relación entre agencia y capacidad como la matriz donde el esfuerzo tendrá que llevar, es precisamente porque éste es el elemento donde la herencia de Rawls es más marcada y directa. Este postulado de una agencia pre-existente, anterior al estudio de la libertad de bienestar será la clave para desarrollar de manera novedosa y coherente cual ha de ser el rol de la responsabilidad en el enfoque. Es precisamente lo que se propone hacer el próximo párrafo.

3. LA META CAPABILIDAD DE AGENCIA

El enfoque de capacidades se ha diversificado. Si las referencias a los trabajos de Sen y Nussbaum siguen proporcionando la base de los debates, varios avances más recientes proponen unas interpretaciones sensiblemente diferentes de las de Sen o Nussbaum. Uno de estos avances, de índole kantiano, es él promovido por Ronill (2004), Cortina (2007) y Crocker (2009), y vierte precisamente sobre la relación entre agencia y capacidad. Nuestra propia contribución se inscribe en esta reinterpretación del enfoque, pero agrega a su vez un elemento más ya que nuestros referentes filosóficos principales no serán Kant sino Ricœur (1989) y Levinas (1974; 1996).

Por un deseo de pertinencia pedagógica y a modo de una presentación la más sintética posible esta parte como la siguiente se presentan bajo la forma de tesis:

Tesis 1. *Evaluar y medir bienestar requiere considerar no solo la non-exclusión entre agencia y capacidades sino su necesaria reciprocidad. El bienestar de un individuo o de un grupo requiere y es función del grado en el cual posee efectivamente su «cualidad de agente». Esta reciprocidad nos permite considerar una preeminencia normativa non-absoluta de la agencia sobre la capacidad. Esta preeminencia puede ser expresada haciendo de la agencia la capacidad fundamental/fuente de las demás capacidades.*

3.1. Reciprocidad entre agencia y capacidades

Como se sabe, Sen (1985^a, 185-187) distingue entre agencia y capacidad sobre la base de la diferencia que existe entre por una parte libertad en general (agencia) y por otra parte este campo específico del desempeño de la libertad que constituye la búsqueda del bienestar (capacidad). La primera considera la libertad que tiene una persona de actuar cuál seáanse las finalidades que el mismo elija y se proponga alcanzar⁶. La segunda contempla un ámbito

⁶ Agency “is what a person is free to do and achieve in pursuit of whatever goals or values he or she regards as important” (Sen, 1999, 75). “A person’s agency achievement refers to the realization of goals and values she has reasons to pursue, whether or not they are connected with her own well-being (...). Corresponding to the distinction between agency achievement and well-being achievement, there is a differentiation also between a person’s ‘agency freedom’ and ‘well-being

muy preciso de esta libertad de agencia: la que se refiere a la consecución del bienestar. Esta libertad de bienestar es de la cual se ocupa Sen en el enfoque de capacidades (1999, 13ss). Nótese los siguientes dos puntos:

(a) Sen nunca afirma que la libertad de bienestar pueda considerarse sin el presupuesto de una libertad de agencia (1992, 57). Su propósito consiste sencillamente en aislar este ámbito para hacer de él el objeto de su investigación. Por ende, su discurso presupone siempre la existencia real de la facultad de agencia en cuanto elemento constitutivo de nuestra condición humana (antropología implícita).

(b) Sin embargo Sen advierte que la libertad de agencia no supiera ser medida. Es inconmensurable tanto en sí como a nivel de comparaciones interpersonales (Sen, 1985^a). Solo la consideración de un marco de investigación finito, tal como investigar los elementos que condicionan la libertad con la cual buscamos nuestro bienestar, permite una posible comparación interpersonal de libertades de bienestar. Es decir, permite acceder a una evaluación objetiva de la libertad de bienestar en claves de capacidades. Esta es la razón aducida por Sen por no interesarse o no desarrollar de manera sistemática el rol de la libertad de agencia como presupuesto a la libertad de bienestar.

Ahora bien, esta distinción fuerte entre agencia y capacidad introducida por Sen ha de ser impugnada (Alkire: 2005, 2008; Ballet, Dubois & Mahieu, 2007). En primer lugar, porque la preocupación y el argumento de Sen si bien son legítimos no dejan de ser artificial. Es una distinción de índole más intelectual que real; *distingo* analítico más que operativo. De hecho agencia y capacidad no se pueden distinguir en el actuar real de una persona. Un hecho ampliamente comprobado en las innumerables confusiones que existen entre investigadores que ‘aplican’ el enfoque y alegremente miden autonomía o agencia como una capacidad. En segundo lugar, y de manera mucho más fundamental, porque Sen *presupone una facultad interior de libertad innata*, que solo circunstancias sociales podrán reducir (*negative freedom; adaptative preferences*). Excluye por lo tanto que la *adquisición de la libertad* sea un *proceso*, es decir un *aprendizaje* así como una *elección*. Por una parte hemos de adquirir a lo largo de los años de nuestra infancia el pleno dominio de nuestra libertad (la plena responsabilidad legal es fijada en muchos países hacia los 18 años), y por otra parte el *querer-ser-libre* también es un proceso, que muchos renuncian sea en la huida en la superficialidad o sea por caer en distintos tipos de dependencias o alienaciones de manera al menos parcialmente voluntaria. *Podemos querer no ser libres*.

Si el aprendizaje de la libertad es un proceso, entonces la distinción entre agencia y capacidad ya no podrá ser sostenida. Si se demuestra, en otras palabras, que la cualidad de agencia es asimismo un bien que conoce fluctuaciones importantes en su acceso, su adquisición y su repartición por una parte, y que, por otra parte, incide de manera importante en una posible consecución del bienestar, entonces, sin romper el argumento metodológico de Sen, la cualidad de agencia entra dentro del marco analítico de su análisis del bienestar.

freedom’. The former is one’s freedom to bring about the achievements one values and which one attempts to produce, while the latter is one’s freedom to achieve those things that are constitutive of one’s well-being. (Sen, 1992, 56-57).

3.2. La meta capacidad de agencia

En su último libro Crocker (2009) argumenta de manera convincente que no se puede separar entre cualidad de agente por una parte y conjuntos de capacidades particulares por otra. Al contrario, afirma que existe una *reciprocidad fundamental* entre posesión efectiva de la cualidad de agente y consecución del bienestar (Crocker: 2009, 220). Efectivamente el ejercicio valorativo que hace que el conjunto de funcionamientos alcanzables sea precisamente un conjunto que tenga un valor/significado para el sujeto, requiere del sujeto la plena posesión de su cualidad de agencia. Es decir, requiere que el sujeto sea capaz, tenga la capacidad *interior* para discernir, entre los funcionamientos posibles, los que tengan sentido para la forma de vida que contempla (Cortina: 2007, 226). Sin esta libertad de agencia, no existe por lo tanto ejercicio valorativo por parte del sujeto y por ende no existe posibilidad de determinar espacios de capacidades pertinentes para el análisis. En esta situación, carecería de sentido diferenciar entre funcionamientos y capacidades y el enfoque entero perdería mucho de su pertinencia crítica y analítica.

¿Pero cuál es la función de la agencia en el bienestar? ¿Puede hablarse de una capacidad de agencia? Crocker argumenta (i) que la *cualidad de agencia puede considerarse como una capacidad* y que (ii) *se ha de reconocer una preeminencia normativa no absoluta de la cualidad de agente sobre las demás capacidades* (2009, 220-226).

Efectivamente, la agencia no es una cantidad fija en nosotros, sino una facultad que se ha desarrollado a lo largo de nuestra existencia. La agencia es el fruto de un aprendizaje, es el resultado de un trabajo sobre nosotros mismos. Mi cualidad de agente no es por lo tanto un bien que pudiera considerarse como adquirido pasado una cierta edad, ni que puede ser meramente declarado como existente por un decreto o una ley, sino que ha de realizarse en cada uno de nosotros por medio del largo proceso que lleva al niño a ser adulto. Si todo el mundo posee agencia, no podemos presuponer que todos la actualicen de la misma manera o que la dominen del mismo modo. Nacemos libres, pero hemos de hacer nuestra esta libertad.

Ahora bien, precisamente por lo mismo existe una elección fundamental en cuanto a la agencia. Podemos elegir no desarrollar nuestra agencia. Podemos desarrollarla exclusivamente en algunos ámbitos o incluso renunciar a nuestra agencia. La agencia por lo tanto también es objeto de una elección que vierte sobre los distintos tipos de funcionamientos que la pueden realizar. Precisamente porque la agencia puede ser valorada de manera diferente por distintos sujetos. Es así que podemos afirmar la existencia de una capacidad específica, la capacidad de agencia. “*We might then call this ultimate freedom to exercise our agency – to be master of our own lives – the capability of capabilities, a meta-capability, or a super-capability. We might also say it is what makes us human*” (Crocker: 2009, 223).

Pero Conill (2004, 173-182) y Cortina (2007, 224-227), seguido en esto por Crocker (2009, 221-224), proponen ir más lejos a lo largo de una interpretación kantiana del enfoque. Entre agencia y bienestar, proponen reconocer una *preeminencia normativa del primero sobre el segundo*. Si bien ambos han de ser considerados *bienes intrínsecos*, la agencia tiene preeminencia sobre el bienestar: “*There is and should be a normative asymmetry between well-being and agency. Although both well-being (...) and agency (...) may be viewed as goods in themselves, agency is more important, for to choose well-being over agency (or*

vice versa) is itself an exercise of agency" (Crocker: 2009, 222). Esta *prioridad lógica* también se convierte en una *preeminencia ética*: la agencia – ahora definida como la autodeterminación libre de una persona – no se busca para otro fin, sino que constituye un fin en sí-mismo. La agencia es un bien que ha de preservarse y fortalecerse si queremos conservar el actuar dentro de lo humano. Ahora bien, esta preeminencia ética de la agencia sobre el bienestar no es absoluta. Sino que debe de mantenerse dentro de una reciprocidad con el bienestar. La agencia presupone por lo tanto que siempre sean cubiertas necesidades básicas materiales como éticas para que sea funcional. Pero sí, insiste Crocker, ha de reconocerse una prioridad lógica, moral y práctica, aún si no absoluta, de la agencia sobre el bienestar (Crocker: 2009, 220ss). Aceptar este punto da un giro considerable al enfoque (Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu: 2014, 26-29). Invita nuevas investigaciones tanto teóricas como prácticas que podrían revelarse cruciales para la madurez de la proposición de un desarrollo humano y sostenible.

La pregunta que ahora surge es como medir esta meta-capabilidad de agencia. Propondremos a continuación la noción de responsabilidad para dar cuenta de la dimensión dinámica de la cualidad de agencia.

4. LA RESPONSABILIDAD COMO PROXY DE LA CAPABILIDAD DE AGENCIA

Tesis 2. *Medir la capacidad de agencia consiste en medir la capacidad que tiene una persona para ejercer su propia libertad. La noción de responsabilidad expresa precisamente el sujeto en cuanto actúa libremente, es decir, en cuanto es libre en su actuar. A su vez, la noción de responsabilidad se despliega en tres ámbitos diferentes, cada una de estos poniendo de manifiesto un elemento constitutivo del ejercicio de la libertad: (a) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a sí-mismo (en la atestación); (b) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a nuestros actos (en cuanto respondemos de ellos); (c) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación hacia los demás (el otro que me convoca a la responsabilidad).*

4.1. Responsabilidad versus agencia

Porqué privilegiar la noción de responsabilidad para medir agencia en vez de, por ejemplo, la noción de autonomía? ¿Porqué agregar todavía otro concepto más a un enfoque ya marcado por un vocabulario complejo?

La capacidad de agencia es descrita por Crocker como la *capacidad de elegir nuestra propia libertad*. Ahora bien, dentro del concepto de libertad que Sen maneja, esto es tautológico y por ende absurdo, porque siempre implica que ya se posee para tal elección de la capacidad actual de elección. Para elegir, necesariamente debo de ser capaz de elegir. De ahí también el rechazo de Sen en hacer de la agencia una capacidad. Pero deja de ser tautológico si el concepto de libertad se amplía para abarcar lo que se ha de aceptar libremente sin haberlo elegido (Bovens: 1998, 27ss).

Efectivamente existen muchas realidades que, sin haberlas realmente elegido son nuestras, es decir, que las hemos libremente aceptadas como siendo nuestras (Nebel: 2014). Tal es el

caso paradójico de la muerte, que por ser humana solo llega a ser nuestra si es efectivamente aceptada por el sujeto (*una* muerte versus *mí* muerte). Tal es el caso de nuestra corporeidad (*un* cuerpo ha de llegar a ser *mí* cuerpo), de nuestra condición social, o de la lengua y de la cultura en la cual crecimos (*mí* pueblo, *mí* lengua, *mí* cultura). Estas son realidades que no hemos elegido sino que hemos *heredado* sea como naturaleza sea como historia. Ahora bien, una herencia se acepta o se rechaza. Hay elección. Hay libertad.

Pero la aceptación libre de una herencia conforma un acto de libertad de índole diferente de la elección por ejemplo de un tubo de pasta de dientes, de una prenda de ropa o de un club de tenis. Estos bienes de los cuales heredados, aun si se rechazan, dejan en mí una huella o una impronta. Así se puede rechazar la lengua, la cultura, la sociedad a la cual pertenezco o incluso odiar mí cuerpo y luchar contra mí muerte. Pero nunca dejará la lengua, la sociedad, el cuerpo o la muerte de ser parte de mí pasado o de mí vida. Sin embargo, la posibilidad de una rebelión y de un rechazo *demuestra que existe en la aceptación de estas realidades una parte importante de libertad*. El adolescente que odia su cuerpo, por ejemplo, debe de aprender a aceptarse como es: amar en este *su* cuerpo. O el anciano que se rebela contra su muerte ha de hacerla progresivamente suya si la agonía no ha de ser su derrota total y definitiva. En todo caso estos procesos de aceptación no son ni instintivo ni homogéneo en la población. Necesitan de un grado elevado de libertad; precisan de una *aceptación que sea libre* y por lo tanto *presentaran diferencias marcadas de un individuo al otro*.

Pues precisamente, así también ocurre con nuestra libertad. Si bien nacemos libres por naturaleza esta libertad ha de ser aceptada, y esta aceptación conlleva un *compromiso* es decir una *responsabilidad con este «ser-libre» que acepto ser*. Es más, *este compromiso es un proceso y un trabajo sobre mí-mismo*, ya que solo queriendo ejercer mi libertad aprendo a dominar mi libertad.

Sen insiste sobre la importancia de la elección como el acto de la libertad. Lo que quiero sugerir aquí es que el acto de la libertad es definitivamente más amplio que una simple elección. El acto de la libertad también incluye: apreciar, valorar, aceptar lo que existe, crear significado y duración, imaginar futuros posibles, generar lo inesperado, etc. Obviamente este concepto ampliado de elección es ajeno a Sen. Y hay que advertir que con esta ampliación del enfoque se crea un parte-agua con el modelo antropológico utilizado mayoritariamente por el enfoque de capacidades (Bazin, Ballet, Dubois & Mahieu: 2014).

Ahora bien: ¿Porque hablar de responsabilidad? Precisamente porque esta noción *describe el proceso de efectación de la libertad por un sujeto moral*⁷. El concepto de responsabilidad describe la libertad *en cuanto es usada por el sujeto como sujeto*; no en cuanto *derecho*, no en cuanto *facultad abstracta*, no en cuanto *consecuencia externa al sujeto*, sino en cuanto *el sujeto actúa con libertad*. *La responsabilidad dice las relaciones del sujeto con su propia libertad, con sus actos y con los demás*. La noción de responsabilidad parece por lo tanto la

⁷ “(...) Here it is responsibility that provides the foundation for freedom; and since agency is a way of evaluation freedom, we can consider that agency is the use we make of our responsibility. Increasing the agency of individuals means allowing them to assume fully their responsibility, since increasing agency means extending the space of freedom and acknowledging that nothing external can constrain the freedom of self-constrain.” Ballet, Bazin, Dubois, Mahieu: 2014, 42.

más adecuada para plasmar esta capacidad original que es la capacidad de agencia: la capacidad de elegir nuestra propia libertad.⁸

4.2. Tres relaciones, tres ámbitos de responsabilidad

No entiendo aquí desarrollar sistemáticamente el concepto de responsabilidad, sino delimitar tres de sus dimensiones constitutivas⁹. Mi propósito es estructurar una medición posible de la capacidad de agencia en claves de responsabilidad. Estas tres dimensiones se refieren a tres relaciones: (a) la responsabilidad en cuanto mediación de la *relación a sí-mismo*; (b) la responsabilidad en cuanto mediación de la *relación a nuestros actos*; (c) la responsabilidad en cuanto mediación de la *relación hacia los demás*. De estas tres relaciones surgen tres tipos de responsabilidades: (a) Una responsabilidad que constituye el sujeto como sujeto moral, o *responsabilidad anterior*; (b) Una responsabilidad que procede del acto hacia el sujeto, o *responsabilidad posterior*; (c) Una *responsabilidad desde y para el otro*.

Así pues, los funcionamientos que corresponden a la capacidad de agencia corresponden a al dominio efectivo de estos tres aspectos de responsabilidad mencionados. Porque son el objeto de una valoración y de una elección estos funcionamientos configuran realmente un espacio de capacidad (*capability space*). La valoración/elección de este espacio de capacidad toma la forma de la aceptación de una herencia; toma la forma en otras palabras de un *compromiso a actuar como un agente libre*. Desde la perspectiva desarrollada aquí, ésta valoración de la capacidad de agencia conforma una pre-condición a una libertad real de bienestar.

Los tres niveles de responsabilidad no van desligados los unos de los otros, sino que tienen varias formas de correlaciones internas. Si bien pocas veces estos tres niveles quedaran iguales, sin embargo se puede esperar que se muevan de manera simétrica, es decir como un conjunto. Por lo mismo ha de considerarse como no-funcional o patológico niveles altamente divergentes de responsabilidad dentro de un mismo individuo.

a) Responsabilidad anterior

Por responsabilidad anterior, entendemos *la capacidad del sujeto para asumir obligaciones o compromisos morales*. En otras palabras, *la responsabilidad que permite a un sujeto comprometerse a futuro ante sí-mismo y otros*¹⁰. Esta responsabilidad es constituida como la contraparte de la obligación kantiana. Frente al imperativo categórico – “¡tu debes!” – debe

⁸ La importancia del concepto de responsabilidad se comprueba por su emergencia simultánea en una pluralidad de autores como complemento requerido al debate. Ver el primer párrafo de este artículo.

⁹ Mi reflexión remite aquí principalmente a dos autores. Por una parte a Hans Jonas (1979) y a Paul Ricœur (1989). La articulación fina del concepto de responsabilidad al enfoque de capacidad ha sido desarrollada por Mahieu (2008, 55-88) y Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu (2014, 24-42).

¹⁰ Este párrafo debe mucho al artículo de Paul Ricœur, “Capabilities and Rights”, in Deneulin, Nebel, Sagovski (1996). En este ensayo, Ricœur propone pasar del reconocimiento de sí al mantenimiento de sí en la promesa por medio de tres capacidades que el identifica como fundacionales: la capacidad de hablar, de actuar y de narrar. Sin embargo el aporte de este artículo queda críptico si no es leído en referencia a su ética (Ricœur, 1989).

de estar un yo¹¹ que se reconozca capaz de asumir este deber, una persona en otras palabras que responda a la obligación afirmando – “sí, yo lo haré”. Al deber kantiano corresponde una antropología de la responsabilidad. Así “ser responsable de...” implica la facultad del sujeto para “hacerse responsable”. Es esta capacidad del sujeto para asumir el deber que lo constituye como sujeto ético; sin responsabilidad no existe un sujeto moral. Por lo tanto, la responsabilidad no es un *adendum* posterior que se agregaría *ad-extra* a un sujeto ya constituido, sino un elemento *sine-qua-non* de su autonomía. La agencia – en cuanto posibilidad a ser yo autor de mi propia determinación – requiere por lo tanto que se reconozca una responsabilidad anterior; es más, el sujeto en cuanto actúa, actúa moralmente porque tiene responsabilidad. Esta relación a sí-mismo por medio de la responsabilidad anterior constituye la primera dimensión de la capacidad de agencia que queremos medir.

Este concepto de responsabilidad emerge en el enfoque de capacidades tanto en Cortina (2007) y Crocker (2009) que con Mahieu (2008) y Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu (2014). Pero los dos primeros, en una reflexión mucho más marcada por Kant, no parecen medir todo el impacto que esto conlleva para el enfoque de capacidades. Los segundos, a partir de Mounnier, Arendt, Levinas y Ricoeur proponen un análisis del hombre en cuanto puede, es decir en cuanto tiene poder. Esta última interpretación del enfoque de capacidades es marcadamente diferente de lo que Sen y Nussbaum han propuesto hasta la fecha. Efectivamente, la noción de responsabilidad anterior conlleva abandonar la idea de un sujeto ético ya constituido con el cual funciona el enfoque de capacidades. Ahí el sujeto *ad-intra* es una caja negra. Viene constituido, dado a-priori. Si se abre la caja, si se pregunta por el *génesis* de este sujeto, toda la construcción de tal sujeto habrá potencialmente que ser integrada al enfoque de capacidades. ¿Es esto deseable? ¿Es esto necesario? El enfoque podría perder aquí en sencillez y aplicabilidad lo que le agregaríamos en complejidad. El concepto de responsabilidad anterior abre la caja de Pandora que Sen, siguiendo a Rawls se rehúsan abrir.

Con Ballet, Bazin, Dubois y Mahieu (2014, 24-42, 57-60) creo que esta ampliación es indispensable. El *génesis* de la facultad de responsabilidad permite desvelar los condicionantes personales y sociales de la capacidad de agencia. Explicar las variaciones individuales de esta capacidad en una población solo será posible si contemplamos este *génesis* y sus componentes. Solo queremos señalar aquí que sin ella, el agente libre de Sen queda desencarnado, ahistórico, postulado como siempre ya existente. Paradójicamente el enfoque de capacidades indagada de manera pormenorizadas las capacidades del sujeto en sus varios contextos tanto familiar que social, educativo, estatal, legal, pero ignora cómo estos mismos contexto han condicionado el *génesis del agente*, es decir de esta capacidad de agencia. Las consecuencias de esta miopía del enfoque son importantes. Si la preeminencia normativa de la capacidad de agencia sobre las demás capacidades es cierta,

¹¹ Con Paul Ricoeur no pensamos el sujeto como transparente a sí-mismo en la percepción que tiene de sí-mismo, sino ésta percepción pasa por varias mediación entre las cuales la figura del otro es de suma importancia. De tal manera que para Ricoeur, la constitución misma de la consciencia propia incluye el rodeo por el otro.

entonces, los elementos necesarios a su adquisición o que condicionan su adquisición se vuelven cruciales para el enfoque de capacidades.¹²

b) Responsabilidad posterior

La *responsabilidad posterior* considera la relación que existe entre un acto y un sujeto (Bovens: 1998, 29-31). Empieza por determinar lo que se hizo o lo que se podría hacer, para luego buscar su causa, es decir asignar este acto a una persona como siendo su autor. Es un proceso reconstructivo. Sale de la acción para ponerse en busca de un sujeto que pueda ser designado como su autor. Identifica una persona como teniendo la responsabilidad de tal acto particular, investigando lo que hubo de libertad y de debida prudencia cuando se cometió. En otras palabras, considera la relación de un acto – tanto pasado como futuro – a un sujeto para determinar el nivel de libertad con el cual fue/sería cometido. La asignación de una responsabilidad por lo tanto no es meramente causal pero involucra medir el grado de libertad, conciencia y prudencia con el cual fue cometido (Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu: 2014, 29-31, 35-39).

En su comprensión más común, la responsabilidad posterior tiene un fuerte matiz jurídico-moral. Describe habitualmente el proceso que una instancia exterior – un tribunal por ejemplo - emprende durante un proceso para atribuir y luego asignar de manera la más objetiva posible la responsabilidad de algún acontecimiento a un sujeto. Un juez en estos casos investigara los hechos, buscando la justa ponderación del grado de libertad - previsión, preparación, conciencia, pasión, violencia, debida prudencia, etc. - con el cual fue cometido un acto.¹³

El motivo es importante: se trata de investigar de la manera la más objetiva y justa posible cual fue la responsabilidad personal de un sujeto para luego imponerla. Se desprende de ahí un aspecto sumamente importante de la responsabilidad posterior: esta pueda ser objetivada. Es decir, no se trata únicamente del mero acto interior de la conciencia de un individuo que se reconoce como autor o no de un acto¹⁴, sino que también procede de la sociedad, como

¹² Varios estudios actuales dentro del enfoque apuntan a este trabajo que investiga los condicionantes sociales como personal de la agencia (Alkire: 2005, 2008; Bruni, Comim: 2008). Pensamos sin embargo que al desarrollo teórico tendrá que ser corregido por estudios empíricos que permitan identificar los elementos cruciales de la adquisición de esta capacidad. Muchas asunciones como las de Ricœur que identifican la atestación, el lenguaje y el actuar así como la narración como los elementos cruciales de la agencia deben de ser verificados de manera empírica. Este estudio postula que uno de los contextos cruciales de la adquisición de la capacidad de agencia es el ámbito de trabajo. Cf. *Infra* Parte IV.

¹³ La responsabilidad posterior viene habitualmente ligada a la noción moral de prudencia por requerir de un cálculo fino de las posibles consecuencias de un acto. En una situación de conocimiento y de proyecciones finitas (información limitada), se requiere ponderar entre varias opciones y elegir la que mejores resultados alcanza, que menos incertidumbre conlleva, y que no implique daños para terceros. Tal «ética de la responsabilidad» fue propuesta inicialmente por Max Weber (1919), pero fue ampliamente desarrollada por Hans Jonas (1979). Sen, Nussbaum, Cortina, Crocker enfatizan este aspecto de una responsabilidad posterior.

¹⁴ Es importante notar que para nosotros, siguiendo a Ricœur que la responsabilidad anterior y la responsabilidad posterior están unidas por una reciprocidad constante. La conciencia de sí pasa para Ricœur por la mediación del otro. La acción humana es el lazo objetivo, el puente real entre dos conciencias. Por lo mismo la responsabilidad posterior ciertamente presupone la responsabilidad

expectativa requerida de comportamiento. Dicho todavía de otra manera, se trata de una norma social mínima que se exige de todos – una obligación legal – aun si alguien no quiere reconocerse responsable/culpable. Viviendo en sociedad, la norma es que tengamos que asumir las consecuencias de nuestros actos (pasados como futuros).¹⁵

En resumen, la responsabilidad posterior considera la relación del acto real o hipotético a su autor, investigando el nivel de libertad con el cual fue cometido y establece las obligaciones que conllevan para el sujeto este acto.

c) Responsabilidad desde y para el otro

Las dos primeras formas de responsabilidad que hemos distinguido anteriormente son clásicas, aún si su articulación es aquí algo original. No se puede decir sin embargo lo mismo de la tercera dimensión de la responsabilidad que proponemos a continuación.

De Emmanuel Levinas (1974; 1982; 1989) retomamos su reflexión sobre una responsabilidad cuyo fundamento no es en la autoconsciencia del cogito sino en la alteridad de la cara del otro que me convoca a responsabilidad. Según el filósofo francés la consciencia moral no surge de la conciencia de sí cartesiana. Sino que es la cara del otro – en su alteridad absoluta, no reducible a mí propia subjetividad – que me llama a responder a una exigencia de justicia que me precede absolutamente¹⁶. La responsabilidad es aquí por lo tanto un *llamado desde el otro*, cuya *reivindicación de justicia* me precede siempre y que despierta en mí, a modo de respuesta al llamado, mi *ser-responsable*. Para Levinas nazco como sujeto ético a partir de este llamado.¹⁷

Levinas toma una postura que invierte el individualismo metodológico común entre las ciencias sociales. Sus trabajos desarrollan una antropología desde la alteridad, desde el otro, dando por lo tanto a nuestra condición social una importancia crucial en la formación del sujeto (de manera totalmente diferente a lo que propone el comunitarismo). Mientras el formalismo kantiano afirma la relevancia de otros solo por medio de la universalización del

anterior, pero la recíproca también es cierta, ya que la capacidad del sujeto a re-conocerse en su actuar pasa por la responsabilidad posterior. Es aquí toda la tensión que Ricœur en *Sí-mismo como otro* desarrolla entre el polo del *idem* y el polo del *ipse* en la identidad del sujeto.

¹⁵ Se ha de notar que esta objetivación de la responsabilidad posterior en el sistema legal presupone la existencia de la responsabilidad anterior.

¹⁶ « Je parle de la responsabilité comme de la structure essentielle, première, fondamentale de la subjectivité. Car c'est en termes éthiques que je décris la subjectivité. L'éthique, ici, ne vient pas en supplément à une base existentielle préalable ; c'est dans l'éthique entendue comme responsabilité que se noue le nœud même du subjectif. J'entends la responsabilité comme responsabilité pour autrui, donc comme responsabilité pour ce qui n'est pas mon fait, ou même ne me regarde pas ; ou qui précisément me regarde, est abordé par moi comme visage. » Levinas, 1982, 91-92.

¹⁷ No entiendo aquí discutir la posición de Levinas que es compleja. Sino que adhiero a la reinterpretación de la misma que propone Paul Ricœur en *Sí-mismo como otro* donde incorpora la alteridad de la cara del otro en la mediación social por la cual el sujeto se reconoce como uno mismo. La alteridad es aquí por lo tanto interiorizada y devuelta al foro interno del sujeto (Ricœur, 1995). Es decir que para Ricœur, esta última dimensión de la responsabilidad es, con las dos anteriores, una de las partes constitutivas de la formación del sujeto ético. La responsabilidad anterior no es por lo tanto cerrada a modo kantiano sobre sí-misma, sino que es fundamentalmente abierta a los otros, porque su constitución pasa necesariamente por la mediación de los otros (Ricœur: 1989, 167-198).

deber moral, Levinas fundamenta la universalización del deber moral en la pre-existencia del rostro del otro que me convoca a responsabilidad.¹⁸

¿Qué implica este desarrollo teórico para nuestro propósito? Complementa las dos dimensiones anteriores de la responsabilidad por una tercera que no se les agrega “aparte y encima”, sino que es parte integrante del funcionamiento de las dos formas anteriores de responsabilidad, es decir, de la capabilidad de agencia¹⁹.

Ni la responsabilidad posterior ni la responsabilidad anterior pueden constituirse sin pasar por la mediación del “otro que yo” que – como cultura, como historia, como otro lejano o prójimo – *me precede*. La responsabilidad desde y para el otro recoge esta anterioridad de las relaciones sociales en las cuales las dos otras formas progresivamente se aprenden y se perfeccionan. El carácter arquitectónico de la responsabilidad desde y para el otro es fundamental.

Por lo mismo, su carencia no puede ser nunca considerada como algo trivial – la ausencia de un accesorio costoso y superfluo – sino siempre como algo grave. Su ausencia desvela algún tipo de fragilidad, inestabilidad o al menos incoherencia en las dos modalidades anteriores.

Esta convocación a responsabilidad desde la cara del otro se caracteriza por dos exigencias fundamentales: la exigencia de *justicia* y el requisito de *solidaridad*. Ambos surgen como el horizonte hacia el cual responde/se esfuerza esta responsabilidad. La indiferencia al otro será de manera correlativa el indicador más seguro para desvelar la carencia o la ausencia de esta forma de responsabilidad. Desde la perspectiva que adoptamos aquí, la indiferencia al otro desvela por lo tanto una *carencia grave de responsabilidad, la ausencia de una de las dimensiones constitutivas de nuestra capabilidad de agencia*. Así, esta responsabilidad se mide por la respuesta que se da al llamado a responsabilidad, es decir por la atención y la importancia que cada individuo otorga al llamado de justicia que emerge de su entorno.

¹⁸ Desde el punto de vista del enfoque de capacidades, se ve aquí una forma muy convincente para argumentar el paso de capacidades individuales a capacidades colectivas tal como Ballet, Dubois y Mahieu lo defienden en su artículo del 2007.

¹⁹ El lazo íntimo que existe entre la responsabilidad anterior, posterior y para el otro ha sido expresado, con algunos matices diferentes pero sobre la misma base filosófica por Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu, 2014, 73-78. La clave de esta relación está en la noción de identidad, tal cual la concibe Ricoeur. “Let us recall the main points of the foregoing chapters. We first showed that a person is characterized by his or her responsibility. Next we tried to show that there is little point in separating the generic person from the particular person since these two concepts merge through the identity of the person. We went on to say that assuming his or her responsibility is for the person a way of personalizing the world, of forging an identity in the sense that accepting his or her responsibilities is how he or she becomes a person. Through action, the person forges him or herself and identity and because the person has chosen a given identity s/he acts in a particular manner. Action is not derived from identity in a causal manner; rather it is concomitant with it. Personal identity and practical identities are fused in a single person. Practical identities are the set of identities that constitute the social roles that we take on, and also the way we take them on board. We do have in fact multiple practical identities derived from the different social roles that we assume.”, Ibid. 74

4.3. Construcción social de la responsabilidad

Como acabamos de describirla, la responsabilidad, por ser una facultad individual, no deja nunca de ser también socialmente estructurada como expectativas standard de responsabilidad (Bovens: 1998, 45-52). Por lo mismo, lo que mide el investigador no es nunca un *nivel de responsabilidad individual puro*, o alternativamente las puras *expectativas mínimas de responsabilidad* que exige una estructura social determinada (Ballet, Bazin, Dubois, Mahieu: 2014). Siempre mide la resultante de ambos. Es decir, mide el nivel de responsabilidad que los agentes individuales pueden/deben desempeñar en este medio social particular; las estrategias individuales que tal contexto social específico permite. Mide, en otras palabras, la forma en la cual la estructuración social de la responsabilidad constriñe los actores individuales a expresar su responsabilidad dentro de estos requisitos.²⁰

Efectivamente, el espacio social en el cual actuamos nunca constituye algún tipo de *tabula rasa*; un espacio inmaculado, vacío y solitario que algún tipo de encanto hubiera preservado libre de todo normatividad. El espacio social donde actuamos siempre está estructurado²¹. Es más, es ésta estructuración del espacio social que permite a nuestras acciones ser reconocidas como humanas, tener una inteligibilidad ante los ojos de los demás (Nebel: 2010). Por ende, la acción individual adopta en la inmensa mayoría de las veces formas sociales pre-existente para inter-actuar con otros. Un ejemplo clásico es el del lenguaje. Para comunicarme con otros necesito emplear el médium social que constituye una lengua. Solo expresándome con las palabras de esta lengua, solo conformándome a la gramática que rige este lenguaje podré comunicarme con otros, hacerme entender, conllevarles la inteligibilidad de mi acción, ser reconocido en lo que quiero emprender. De la misma manera que el lenguaje condiciona la comunicación interpersonal; así también la construcción social de la responsabilidad condiciona la manera en la cual un agente va a valorar y expresar su responsabilidad.

Uno de los ámbitos sociales que probablemente condicionan de manera más importante los niveles de responsabilidad social es el contexto laboral, más específicamente la organización racional del proceso laboral (Bovens: 1998, 3-8). Tanto por la cantidad de horas dedicadas a actividades profesionales, el carácter formalizado del proceso productivo, como por la fuerza con la cual se impone su normatividad, el ámbito laboral ha de ser reconocido – a par con la familia y la cultura – como uno de los sistemas sociales que más profundamente condiciona los niveles de responsabilidad en una población dada. Según la forma que toma la organización racional del proceso laboral se va a favorecer o impedir ciertas dimensiones de la responsabilidad. Puede valorarse por ejemplo la responsabilidad posterior de los trabajadores, fijando estándares mínimos de responsabilidad, pero al mismo tiempo disuadir

²⁰ “Responsibility refers us to two questions: what must I do as a person having a capacity for specific action, in a given context, with regard to what I consider to be good, fair or otherwise, as a function of the values I accept? Furthermore, how should I behave with regard to what other people expect of me in a given context, which also bears the imprint of values”. Ibid. 74.

²¹ El enfoque de capacidades, tal cual Sen lo expuso fue desde el inicio consciente de la importancia del ámbito social en el cual se expresa la libertad individual. La noción de libertad negativa (negative freedom) capta los condicionamientos sociales de la libertad de bienestar mientras las preferencias adaptativas (adaptive preferences) dicen que individuos adaptan sus expectativas de bienestar para plasmar lo que el contexto permite (interiorización social de la racionalidad del campo estructurado de la acción).

cualquier expresión de responsabilidad para el otro; puede requerirse un cierto nivel de responsabilidad anterior, pero desanimar la responsabilidad posterior.

Lo que nos interesa ver aquí es cómo la organización racional del proceso laboral fija estándares de responsabilidad, exigiendo o limitando la expresión de ciertas formas de responsabilidad. Medir responsabilidad será por lo tanto aproximar como condiciona la organización del proceso laboral la capacidad de agencia de los individuos por una parte, y por otra como adaptan los individuos su capacidad de agencia a estas expectativas del proceso productivo. Este es el postulado sobre el cual construimos a continuación nuestra propuesta de medición de la capacidad de agencia en claves de niveles de responsabilidad expresados en la organización racional del proceso laboral.²²

Buscamos con la medición que propondremos a continuación de la responsabilidad evidenciar en una población dada, geo-localizada, por una parte los niveles de responsabilidad expresados por la población en su lugar de trabajo y por otro los niveles de responsabilidad medios exigidos por la estructuración de los procesos productivos en esta región. La idea es crear la información necesaria para el diseño de políticas públicas que promueven los niveles de capacidad de agencia en la República Mexicana.

4.4. Niveles promedios de responsabilidad personal: responsabilidad “natural”; responsabilidad real/ideal

Para finalizar este párrafo sobre responsabilidad, queremos todavía indagar dos dificultades propias a la medición de la capacidad de agencia.

a) La tentación es grande de considerar que la responsabilidad expresada por los empleados en la organización del proceso laboral deba de compararse a la responsabilidad de la cual son “naturalmente” capaces “en casa” o “en la sociedad”. El problema es que ningún contexto social será neutro en cuanto a la estructuración social de la responsabilidad. No existe por lo tanto un contexto social “puro” o “natural” de responsabilidad que corresponda a la facultad “auténtica” de responsabilidad de los individuos. Es decir, un contexto en el cual podríamos medir la responsabilidad “real” del individuo para luego compararla con la que expresa en el contexto laboral. Esto no significa que la persona no tenga, de manera

²² Ciertamente somos conscientes que existen muchos tipos de procesos productivos y que cada uno acomoda diversos puestos con niveles diferentes de expectativas de responsabilidad (Bovens: 1998, 45ss). Pero rechazamos la idea frecuentemente asumida que los niveles de responsabilidad dentro de la organización racional del proceso laboral sean correlativos al nivel jerárquico ocupado en él mismo (Bovens: 1998, 89-92). Al diferenciar tres ámbitos constitutivos de la responsabilidad pensamos que los niveles jerárquicos pierden de su relevancia para predecir niveles de responsabilidad. Al contrario, podríamos postular que la relativa impunidad de la cual gozan habitualmente los cuadros directivos del proceso productivo (ausencia de sanciones) pueden de hecho llevar a disminuir los niveles de responsabilidad posterior; de la misma manera que estos puestos jerárquicos elevados pueden ser muy ambiguos en cuanto a la responsabilidad para el otro (cual otro – ¿los shareholders? (capital)/ ¿los empleados? (trabajo). De tal manera que postularemos a continuación que las diferencias reales pueden reducirse principalmente a las que existen entre los tres sectores productivos clásicos (manufactura, servicios, agricultura). Profundizar estas diferencias sería sin contexto muy interesante pero no constituye el propósito primero de nuestra investigación.

transversal a todos los contextos sociales, un nivel de responsabilidad que resulte de la valoración e integración única, sumamente personal de su capacidad de agencia. Como hemos dicho al principio de este apartado, la historia propia, la manera en la cual el individuo hizo suya su capacidad de agencia a través de su experiencia, genera la diversidad irreductible de los niveles de agencia que observamos. Esta diversidad no desaparece en el contexto laboral. Se ve reflejada en la dispersión de las diferentes respuestas individuales dadas a la estructuración social de la responsabilidad proporcionada por el proceso productivo. La diversidad de las respuestas a este contexto uniforme recalca la diversidad de los niveles personales de responsabilidad. Por lo mismo, *podremos ver en el promedio de estas respuestas individuales un indicador del nivel promedio real que el contexto social amplio genera en tal población* (la suma de todos los otros contextos sociales). De esta manera podremos identificar el nivel de responsabilidad real promedio de una población. Esta aproximación no deja sin embargo de ser frágil y no tendrá que ser empleada sin la debida prudencia metodológica.

b) Una segunda dificultad teórica importante será captar la diferencia que puede existir entre lo que el agente es y hace y lo que quisiera ser y hacer (Yo/Superyó). Efectivamente, frecuentemente tendremos en las respuestas hechas no lo que el encuestado es y hace, sino lo que quisiera ser y hacer. En un ámbito que tan directamente involucra la imagen de uno mismo la importancia de los juegos de proyección entre el yo y el superyó es inevitable. Por esto, cualquier intento de medición tendrá que construir sus preguntas de tal manera a detectar estas proyecciones. Nuestro cuestionario ha sido dibujado para distinguir entre el meta-discurso tanto de la empresa como de los trabajadores y lo que realmente hacen o sancionan. Llamaremos la primera *responsabilidad ideal*, mientras la segunda será llamada *responsabilidad real*.

5. CONCLUSIÓN

En este artículo hemos propuesto medir la meta-capabilidad de agencia, es medir la capacidad que tiene el ser humano para ejercer su propia libertad. Hemos sostenidos además que la noción de responsabilidad expresa precisamente el *sujeto en cuanto actúa libremente*, es decir, en cuanto es libre en su actuar. A su vez, la noción de responsabilidad se despliega en tres partes diferentes, cada una de estas poniendo de manifiesto un elemento constitutivo del ejercicio de la agencia: (a) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a sí-mismo (en la atestación); (b) responsabilidad en cuanto mediación de la relación a nuestros actos (en cuanto respondemos de ellos); (c) responsabilidad en cuanto mediación de la relación hacia los demás (el otro que me convoca a la responsabilidad).

A partir de estos elementos teóricos hemos propuesto medir niveles de responsabilidad en el ámbito laboral. Dos elementos están al centro de nuestra encuesta: a) los niveles individuales de responsabilidad desempeñados por los empleados en su lugar de trabajo; b) los niveles de responsabilidad estándar exigidos formalmente por la organización racional del proceso laboral. La resultante de estas dos variables no da el nivel real tanto de la responsabilidad que los trabajadores despliegan realmente en la organización racional del proceso laboral como el nivel real que la organización racional del proceso laboral requiere de ellos.

La importancia del índice que intentamos crear es múltiple. A modo de conclusión quisiéramos aquí subrayar lo que esperamos este indicador permita una vez que sea consolidado. Pero de antemano hemos de decir que este índice será el primer *Indicador Nacional de capacidad de agencia* que exista a nivel internacional. Que sepamos, ningún otro Estado ha desarrollado semejante indicador a la fecha. ¿A qué sirve semejante índice? He aquí una lista no exhaustiva:

- a. Nos permite aproximar el nivel de agencia promedio de una población dada.
- b. Permite saber cuál es el nivel de agencia estándar promedio requerido por el contexto laboral en una región dada.
- c. Permite identificar a nivel micro-económico industrias o zonas de industria con ineficiencia productiva elevada
- d. Permite identificar a nivel micro-económico industrias o zonas de industrias con alta eficiencia productiva y alto grado de creatividad.
- e. Permite identificar zonas de subdesarrollo de la capacidad de agencia dentro de la población.
- f. Permite identificar zonas de actividad económica que promueven niveles bajos de capacidad de agencia.
- g. Permite predecir, a partir de los niveles de capacidad de agencia de la población, cual puede ser el nivel de transformación (de éxito) de un programa de desarrollo social u económico.
- h. Permite planificar políticas socio-educativas inéditas que puedan tener como objetivo de remediar a carencias de agencia en una población dada.

Esta lista obviamente no es completa pero dice la enorme fecundidad posible de este indicador. La confianza y el respaldo inestimable del INEGI a este proyecto da testimonio de la creatividad y originalidad que un país como México puede tener frente a una investigación que, en el campo del desarrollo humano y económico, se ha llevado a cabo esencialmente en el norte.

BIBLIOGRAFIA

Alkire, S., (2005). "Subjective Quantitative Studies of Human Agency", *Social Indicators Research* 74/1, 217-260.

Alkire, S. (2008). "Concepts and Measures of Agency" in Basu K., Kanbur R., (Eds.), *Arguments for a Better World: Essays in Honor of Amartya Sen*, Oxford: OUP, 455-474.

Arneson, R., (1989). "Equality and Equal Opportunity for Welfare", *Philosophical Studies* 56/1, pp. 77- 93.

Arneson, R., (2011). "Rawls, Responsibility and Distributive Justice", in Fleurbaey, M., Salles, M., Weymark, J., (Ed.). *Justice, Political Liberalism and Utilitarianism*, Cambridge, CUP, pp. 80-107.

- Ballet J., Bazin D., Dubois J.L., Mahieu F.R., (2014). *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, London, Routledge.
- Ballet, J., Dubois, J.L., Mahieu, F.R. (2007). "Responsibility for each other's freedom: agency as the source of collective capability", *Journal of Human Development*, Vol. 8, No. 2, pp. 185-201.
- Berlin, I., (1969). *Four Essays on Liberty*, Oxford, OUP.
- Bonvin, M., Farvaque, N., (2004). "Social Opportunities and Individual Responsibility: The Capability Approach and the Third Way", *Ethique économique* 2, pp. 1-23.
- Bovens, M., (1998). *The Quest for Responsibility, Accountability and Citizenship in Complex Organizations*, Cambridge, CUP.
- Cohen, G.A., (1989). "On the Currency of Egalitarian Justice", in *Ethics* 99/4, 906-944.
- Conill Sancho, J. (2004). *Horizontes de economía ética. Aristóteles, Adam Smith, Amartya Sen*. Madrid: Tecnos.
- Cortina, A. (2002). *Por una ética de consumo: La ciudadanía del consumidor en un mundo global*. Madrid: Taurus.
- Cortina, A. (2007). *Ética de la razón cordial : educar en la ciudadanía en el siglo XXI*. Oviedo: Nobel.
- Crocker, D. (2009). *Ethics of global development. Agency, Capability and Deliberative Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Crocker, D., Robeyns, I., "Capability and Agency", in Morris, C. W., (Ed), *Amartya Sen*. Cambridge: CUP, 60-90.
- Dworkin, R., (1981). "What is Equality? Part II. Equality of Resources", *Philosophy and Public Affairs* 10/4, 283-345.
- Giddens, A., (1998). *The Third Way*, Bristol, Policy Paper.
- Hurley, S.L. (2008). *Justice, Luck and Knowledge*, Cambridge, Harvard University Press.
- Jonas, H., (1979). *Das Prinzip Verantwortung*, Frankfurt am Main : Insel Verlag.
- Lake, C., (2001). *Equality and Responsibility*, Oxford, OUP.
- Lévinas, E., (1974). *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, Nijhoff : Lattaye.
- Lévinas, E., (1982). *Ethique et infini*, Paris, Fayard, 1982.
- Lévinas, E., (1989). *Répondre d'autrui*, Neuchâtel : A la Baconnière.
- Levinas, E., (1996). *Totalité et infini*, Paris : Gallimard.
- Mahieu, F.R., (2008). *Responsabilité et crimes économiques*, Paris : L'Harmattan.
- Mounnier, E., (1936). *Manifeste au service du personnalisme*, Paris : Mouton-Rendons.
- Nebel, M. y Herrera Rendon, T., (2006). "A Hermeneutic of Amartya Sen's Concepts of Capability", *International Journal of Social Economics*, Vol.33, No. 10, pp. 710-722.

- Nebel, M., (2007). "Fundamentos éticos de la capacidad de afiliación", in Estudios 83, pp. 45-78.
- Nebel, M., (2010). "Good Governance: the Practice of Social Power", in Beretta, S., Zoboli, R., (ed), *Global governance in a plural world*, Milano: Vita e Pensiero, pp. 23-61.
- Nebel, M., (2014). "Identidad y capacidad", in Nebel, M., Flores Crespo, P., Herrera Rendon, T., (Eds), *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*, 143-161.
- Nebel, M., Flores Crespo, P., Herrera Rendon, T., (2014). *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*, México: Editorial Universidad Iberoamericana.
- Nussbaum, M., (2006). "Education and democratic citizenship: capabilities and quality education", *Journal of Human Development* 7/3, 385-395.
- Prabhakar, R., (2002). "Capability responsibility, human capital and the third way", *Political Quarterly* 73/1, pp. 51-57.
- Rawls, J., (1971). *A Theory of Justice*, Cambridge Mass.: Harvard University Press.
- Rawls, J., (1993). *Political Liberalism*, New York: Columbia University Press.
- Ricœur, P., (1989). *Soi-même comme un autre*, Paris : Seuil.
- Ricœur, P., (1995). "Le concept de responsabilité. Essai d'analyse sémantique", in Ricœur, P., *Le Juste*, Paris : Le Seuil.
- Robeyns, I. (2005). "The Capability Approach: a theoretical survey", *Journal of Human Development*, 6 (1), pp.93-114.
- Robeyns, I., (2009). "Capability and theories of justice", in Chiappero Martinetti, E., (2009), *Debating global society: reach and limits of the capability approach*, Milano: Feltrinelli, 61-90.
- Roemer, J., (1995). "Equality and Responsibility" in *Boston Review April/May* (<http://new.bostonreview.net/BR20.2/roemer.html>; Accessed on May 2 2016).
- Scheffer, S., (2005). "Choice, Circumstances and the Value of Equality", in *Politics, Philosophy and Economics* 4/1, 5-28.
- Sen, A.K., (1985a). "Well-being, Agency and Freedom: the Dewey Lectures 1984", *Journal of Philosophy* 82, 169-221.
- Sen, A.K., (1985b). *Commodities and Capabilities*, Amsterdam: Elsevier.
- Sen, A. K., (1992). *Inequality Reexamined*, Oxford: OUP.
- Sen, A., K., (1997). "Maximization and the act of choice", *Econometrica* 65, 745-779.
- Sen, A. K., (1999). *Development as Freedom*, Oxford: OUP.
- Sen, A., K., (2004). *Rationality and Freedom*, Cambridge Mass.: Belknap-Harvard University Press.
- Sen, A., K., (2007). *Identity and Violence*, London: Penguins.

Stemplowska, Z., (2009). "Making Justice Sensitive to Responsibility", *Political Studies* 57/2, 237-259.

Medición de la meta-capabilidad de agencia en el ámbito laboral

BY/PAR MARIÀ-TERESA HERRERA-NEBEL (1), MATHIAS NEBEL (2) & MIGUEL-ANGEL DIAZ CARREÑO (3)

- (1) Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas, Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla (México).
- (2) Profesor investigador, Departamento de ciencias sociales y políticas, Universidad Popular Autónoma del Estado de Puebla (México)
- (3) Profesor investigador, Departamento de ciencias económicas, Universidad Autónoma del Estado de México.

RESUMEN

Este artículo presenta los resultados de una encuesta-piloto de INEGI aplicada a más de 3200 hogares en toda la República Mexicana en junio del 2014. Esta buscaba enriquecer los datos de bienestar disponibles en México midiendo niveles de capacidad de agencia en el ámbito laboral. La capacidad de agencia fue tematizada a lo largo de tres dimensiones: responsabilidad ‘ex-post’ (que fluye de la acción hacia el sujeto), la responsabilidad ‘ex-ante’ (desde el sujeto hacia la acción), la responsabilidad ‘ex aliud’ (surge desde el otro). Estas tres dimensiones son medidas a dos niveles: a) el nivel individual (como valora y expresa esta forma de responsabilidad el individuo en este contexto); b) el nivel estructural (como valora y expresa el proceso productivo esta forma de responsabilidad). Los resultados muestran divergencias abismales entre niveles estructurales e individuales, dejando claro una de las causas importantes de ineficiencia económica y social del sector laboral mexicano. Permiten por otra parte poner de relieve el gap entre meta-discursos sobre responsabilidad y los niveles realmente alcanzados/sancionados de responsabilidad. Finalmente también desvela carencia muy fuerte de capacidad de agencia como responsabilidad ex-post del trabajador, un hecho sumamente preocupante para la economía mexicana.

Keywords: Meta-capability of agency, Responsibility, Well-being measurement, Capability measurement, Working environment, Workers, Mexico, INEGI.

RESUME

Cet article présente les résultats d’une enquête pilote de INEGI portant sur un échantillon de 3200 foyers de la République du Mexique en juin 2014. Par une mesure de la capacité d’agence dans le milieu de travail, celle-ci cherchait à enrichir les données relatives au bien-être dont dispose le Mexique. La capacité d’agence a été thématisée selon trois dimensions : responsabilité ‘ex-post’ (qui reflue de l’action à l’agent), responsabilité ‘ex-ante’ (du sujet vers l’action), responsabilité ‘ex-aliud’ (d’autrui vers l’agent). Ces trois dimensions sont analysées sur deux niveaux : a) le niveau individuel (quelle valeur l’individu attache-t-il dans ce contexte à cette forme de responsabilité ? Comment exprime-t-il sa responsabilité ?) ; b) le niveau structurel (comment le processus de production évalue-t-il et organise-t-il cette forme de responsabilité). Les résultats dévoilent des divergences énormes entre les niveaux individuel et structurel de capacité d’agence, mettant ainsi en lumière une des causes importante de l’inefficience économique de l’organisation du travail au Mexique. Par ailleurs, ils révèlent aussi l’importance et la distance entre métadiscours sur la responsabilité et les niveaux

Éthique et économie/Ethics and Economics, 14 (2), 2017
<http://ethique-economique.net/>

véritablement exigés/réalisés de responsabilités. Finalement l'article dévoile encore une carence très importante de la capacité d'agence mesurée en termes de responsabilité ex-post des travailleurs, un fait très grave pour l'économie mexicaine.

Mots-clés : Méta-capabilité d'agence, responsabilité, mesure du bien-être, mesure de la capacité, environnement de travail, travailleurs, Mexique, INEGI

JEL Classification : I32

1. ELEMENTOS TEÓRICOS¹

El enfoque de capacidades promovido por Amartya Sen se construye sobre la distinción así como sobre los juegos recíprocos entre dos aspectos de la libertad: la libertad de agencia y la libertad de bienestar. La primera se caracteriza por ser abierta, no determinada en cuanto a su objeto, mientras la segunda busca el bienestar del agente. La segunda constituye por lo tanto una dimensión particular de la primera. Sen advierte que cualquier intento de medir el bienestar habrá de medir no solamente funcionamientos (*achieved functionings*) pero también las *oportunidades reales* y los *procesos de elección* que caracterizan la libertad de bienestar. De ahí su propuesta de medir bienestar en claves del espacio de los funcionamientos posibles que una persona tiene razones para valorar.

Ahora bien, Sen también advierte – ya en las '*Dewey Lectures*' (1985^a) – que la libertad de bienestar no es ajena al ejercicio de la libertad de agencia y que un motivo superior a la simple maximización de su bienestar puede motivar un ser humano. Contempla particularmente los casos en los cuales un agente toma decisiones que implican reducir o poner en riesgo su propio bienestar. Son los ejemplos del monje que ayuna, de los padres que se privan de algo a favor de sus hijos, o del individuo que salta de un puente para salvar a otro que se cayó al agua. Una medición correcta del bienestar tendrá que incluir los motivos de la libertad de agencia que afectan la valoración de su bienestar (*capability space*).

Este ejercicio valorativo se centra sin embargo sobre el bienestar y solo se considera como la libertad de agencia – la existencia de motivos diferentes, superiores, de alguna manera afectan el bienestar de una persona. Algunos autores (Nebel & Herrera, 2017; Crocker, 2009; Cortina, 2008; Ballet, Bazin, Dubois & Mahieu, 2007, 2008, 2014), han propuesto ver sin embargo que al centro de este proceso de valoración/elección del bienestar existe un proceso más fundamental. La manera en la cual apreciamos y valoramos nuestra propia libertad de agencia. Se puede querer ser libre, la libertad misma se aprecia de manera diferente. Más aún, esta valoración de nuestra propia libertad es parte de un largo proceso a través del cual un niño aprende la "libertad", aprende "a ser libre". De ahí propusimos reconocer la existencia de una capacidad particular, la capacidad de ser y actuar de manera libre. El gozo de esta capacidad tiene además un rol fundamental porque constituye la base que permite el ejercicio valorativo de todas las demás capacidades, es decir, constituye la condición requerida al ejercicio de la libertad de bienestar. Goza por lo tanto de una

¹ Para un desarrollo extensivo de estos elementos teóricos ver en este mismo volumen el artículo anterior MATHIAS NEBEL, TERESA HERRERA-NEBEL, "Midiendo la meta-capacidad de agencia: base teórica para la creación de un indicador de responsabilidad", in *Ethique et Economie* 14(2): 3-24.

prioridad normativa – aun si no absoluta sobre las demás capacidades. La designamos con el nombre de “meta-capacidad de agencia” (Cf. Nebel & Herrera 2017).

En este artículo anterior, de índole más teórico, hemos especificado la meta-capacidad de agencia en claves de responsabilidad². La responsabilidad consiste precisamente en la forma en la cual un agente se considera y es considerado por otros como siendo libre. Un niño o un demente no son considerados como siendo responsables de sus actos. Dicho de otro modo no se considera que sus actos tengan el grado de libertad suficiente para que tengan que responder de ellos.

Propusimos además diferenciar de manera clásica entre responsabilidad *ex-ante ex-post*³. La primera describe la capacidad que tiene una persona para hacerse responsable de un acto o de un proyecto⁴. Esta responsabilidad sale del sujeto para ir hacia la acción. Es anterior a la acción y la precede. La acción no se lleva a cabo, no consigue su meta, si no existe una persona que se haga cargo de su consecución (es decir mantenga constante la intención del proyecto). Un agente se proclama como capaz de encargarse de una acción presente o de un proyecto futuro. En ningún lugar aparece con tanta claridad esta responsabilidad como en la promesa que hace una persona a otra: mañana vendré por ti. La segunda – la responsabilidad *ex-post* contempla la responsabilidad que tenemos para actos cometidos⁵. Fluye de la acción

² “Estas tres dimensiones se refieren a tres relaciones: (a) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a sí-mismo; (b) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación a nuestros actos; (c) la responsabilidad en cuanto mediación de la relación hacia los demás. De estas tres relaciones surgen tres tipos de responsabilidades: (a) Una responsabilidad que constituye el sujeto como sujeto moral, o responsabilidad *ex-ante*; (b) Una responsabilidad que procede del acto hacia el sujeto, o responsabilidad *ex-post*; (c) Una responsabilidad desde y para el otro (*ex-aliud*).” Nebel & Herrera (2017), 14(2): 13.

³ *Ex* significa en latín “desde; a partir de ...; el lugar del cual sale algo”. *Ex* se dice por lo tanto aquí en cuanto a la acción. *Ex-post*: la responsabilidad que surge de una acción ya cumplida que me es atribuible. *Ex-ante*: la responsabilidad antecedente a una acción y sin la cual esta no podría llevarse adelante.

⁴ De manera más precisa: “Por responsabilidad *ex-ante*, entendemos la capacidad del sujeto para asumir obligaciones o compromisos morales. En otras palabras, la responsabilidad que permite a un sujeto con-prometerse a futuro ante sí-mismo y ante los demás. Esta responsabilidad es constituida como la contraparte de la obligación kantiana. Frente al imperativo categórico – “¡tú debes!” – debe de estar un yo que se reconozca capaz de asumir este deber, una persona en otras palabras que responda a la obligación afirmando – “sí, yo lo haré”. Al deber kantiano corresponde una antropología de la responsabilidad. Así “ser responsable de...” implica la facultad del sujeto para “hacerse responsable”. Es esta capacidad del sujeto para asumir el deber que lo constituye como sujeto ético; sin responsabilidad no existe un sujeto moral. Por lo tanto, la responsabilidad no es un *adendum* posterior que se agregaría *ad-extra* a un sujeto ya constituido, sino un elemento *sine-qua-non* de su autonomía. La agencia – en cuanto posibilidad a ser yo autor de mi propia determinación – requiere por lo tanto que se reconozca una responsabilidad anterior; es más, el sujeto en cuanto actúa, actúa moralmente porque tiene responsabilidad. Esta relación a sí-mismo por medio de la responsabilidad anterior constituye la primera dimensión de la capacidad de agencia que queremos medir.” Nebel & Herrera (2017), 13.

⁵ “La responsabilidad *ex-post* considera la relación que existe entre un acto y un sujeto. Empieza por determinar lo que se hizo o lo que se podría hacer, para luego buscar su causa, es decir asignar este acto a una persona como siendo su autor. Es un proceso reconstructivo. Sale de la acción para ponerse en busca de un sujeto que pueda ser designado como su autor. (...) En otras palabras,

para buscar su autor y determinar el grado de pertenencia/autoría que este tiene. Esta búsqueda/reconstrucción de la responsabilidad de una persona para un acto que ha cometido tiene su expresión más clásica en el proceso de un tribunal que acierta públicamente la responsabilidad de un acto y la impone a un agente. A estas dos primeras dimensiones de la responsabilidad hemos propuesto añadir una tercera: la responsabilidad *ex-aliud*⁶. Esta no surge de la acción sino del otro; de la presencia del otro en mi entorno. El otro me llama a la responsabilidad. Su existencia, su libertad en cuanto pre-existen a mi propia existencia me convocan a responsabilidad. Bajo esta comprensión, el llamado a justicia es fundamentalmente un llamado a la responsabilidad para el otro.

Ahora bien la encuesta que hemos aplicado contempla además que la valoración/realización de estas tres dimensiones de la responsabilidad puede ser expresada en diferentes niveles. Como Sen lo advierte con su interés por el contexto de la libertad de bienestar (1997), hemos de distinguir efectivamente entre dos cosas: (a) *la Expectativa Estándar de Responsabilidad (EER) exigida por la organización del trabajo/del progreso técnico* (nivel estructural; apreciación social del nivel requerido de responsabilidad para la actividad laboral; sanciona las tomas de responsabilidad que no corresponden a las expectativas estándar) (Bovens, 1998); (b) *como valora y expresa un individuo, en este contexto laboral preciso, su forma de responsabilidad* (nivel individual; capability of agency). Cada individuo tendrá una forma particular de hacer la síntesis de estos dos elementos y será esta síntesis que conformara la meta-capabilidad de agencia en el contexto laboral.

La responsabilidad es efectivamente socialmente estructurada en la medida que cada interacción crea ciertos niveles de responsabilidad que permiten organizar y coordinar los comportamientos individuales de los agentes. Estos niveles considerados como ‘normales’ toman la forma de una *expectativa común de comportamiento*. Se espera de cada uno de los integrantes de la interacción que se conformen con esta *norma implícita*. El no cumplimiento

considera la relación de un acto – tanto pasado como futuro – a un sujeto para determinar el nivel de libertad con el cual fue/sería cometido. La asignación de una responsabilidad por lo tanto no es meramente causal pero requiere medir el grado de libertad, conciencia y prudencia con el cual fue cometido.” Nebel & Herrera (2017), 15.

⁶ Retomamos aquí los trabajos de Emmanuel Levinas (1974; 1982; 1989). Este no entiende la responsabilidad como construida sobre la autoconsciencia del cogito sino como fundada en la alteridad de la ‘cara del otro’ que me convoca a responsabilidad. Según el filósofo francés la consciencia moral no surge de la conciencia de sí cartesiana. Sino que la existencia del otro – en su alteridad absoluta, no reducible a mí propia subjetividad – que me llama a responder a una exigencia de justicia que me precede absolutamente. La responsabilidad es aquí por lo tanto un *llamado desde el otro*, cual *reivindicación de justicia* me precede siempre y que despierta en mí, a modo de respuesta al llamado, mí *ser-responsable*. Para Levinas nazco como sujeto ético a partir de este llamado. Por lo tanto ni la responsabilidad posterior ni la responsabilidad anterior pueden constituirse sin pasar por la mediación del “otro que yo” que – como cultura, como historia, como otro lejano o prójimo – me precede. La responsabilidad desde y para el otro (*ex-aliud*) recoge esta anterioridad de las relaciones sociales en las cuales las dos otras formas progresivamente se aprenden y se perfeccionan. El carácter arquitectónico de la responsabilidad desde y para el otro es fundamental. Por lo mismo, su carencia no puede ser nunca considerada como algo trivial – la ausencia de un accesorio costoso y superfluo – sino siempre como algo grave. Su ausencia desvela algún tipo de fragilidad, inestabilidad o al menos incoherencia en las dos otras modalidades de la responsabilidad.

va a desequilibrar el funcionamiento y es habitualmente sancionado. Superar la norma – actuar de manera más responsable que lo esperado - puede ser tolerado, pero habitualmente también termina siendo problemático para el funcionamiento ‘normal’ de la interacción.

Cada persona por otro lado presenta una capacidad de agencia diferente (en termino de responsabilidad). Esta corresponde a los procesos largos y complejos de adquisición de la responsabilidad. Uno aprende a ser responsable y la diversidad de estos aprendizajes es tal que no existen dos personas que valoran y ejercen su responsabilidad exactamente de la misma manera. Lo que se verifica sin embargo es que los individuales tienden a responder a las expectativas estándares de responsabilidad. Intentan adaptarse al nivel requerido para ser socialmente funcional. Pero esto puede resultarles difícil o incluso imposible (nivel demasiado grande de exigencia por parte de la EER) o al contrario vergonzoso, indigno de lo que ellos consideran como siendo normal (nivel demasiado bajo de EER). Habrá por lo tanto una diversidad irreductible de comportamientos individuales, incluso bajo la expectativa de una EER. Esta diversidad corresponde precisamente – en este contexto laboral – a la valoración individual de la responsabilidad (capacidad de agencia).

En este trabajo consideramos también los fenómenos de espejismos y proyecciones que han de esperarse de individuos cuando se les pregunta sobre sus acciones y sus valores (sobreevaluación positiva; súper-yo; tendencia a disimular los fracasos)⁷. Asimismo la encuesta separa distingue entre el meta-discurso de las organizaciones/firmas⁸ y las expectativas estándares de responsabilidad que realmente sancionan. Varias posibilidades de cruces entre respuestas permiten por lo tanto distinguir entre respuestas “ideales-deseadas” y respuestas “reales-objetivas”.

2. ELABORACIÓN DEL CUESTIONARIO

El cuestionario que se encuentra en anexo a este artículo (*anexo II*) ha sido preparado para el INEGI México y aplicado como anexo a la encuesta de hogares del INEGI durante el verano 2014. La muestra representativa es de 3229 individuos que son parte de la población económica activa de cada uno de los Estados de la República Mexicana.

Formular en un par de preguntas practicas los elementos que el investigador quiere medir resulta siempre un ejercicio difícil. Ninguna pregunta práctica, por sencilla que sea, puede pretender responder de manera precisa y sin ambigüedades a los elementos teóricos que

⁷ Hemos concebidos estas diferencias siempre como la distancia que existe entre el yo ficcional y el yo real, privilegiando este último. Sin embargo, otra perspectiva también podría entender que el ‘yo ficcional’ (superego) expresa algo del deseo de ser y hacer (capability) y por lo tanto representa un elemento que tuviéramos que ponderar para medir la extensión del espacio de la capacidad de agencia. Sin embargo, las preguntas no tenían el grado de refinamiento para hacer mucho más que distinguir entre el yo-ideal y el yo-real. Hay que entender que en el ámbito de la capacidad de agencia la distinción entre realizaciones (functionings) y potencialidades (potenciality) no tiene la claridad de lo material. La capacidad de agencia designa una cualidad interior, la capacidad de valorar y elegir su propia libertad (el querer ser y actuar libremente).

⁸ Adoptamos aquí la nomenclatura de INEGI que describe cualquier organización que emplea persona por firmas, sean estas empresas privadas o entidades publicas o sindicales e toda organización del sector informal. Por Responsabilidad de la Firma, hay que entender a continuación como estas entidades organizan el proceso laboral/productivo.

pretendemos investigar. Las preguntas de una encuesta son meras aproximaciones de la realidad que se plantea capturar en la práctica. Esta primera dificultad metodológica se incrementa por supuesto con la comprensión que el encuestado tiene de la pregunta. Juegan aquí la pertenencia cultural del encuestado, su nivel educativo, su posición social, su sexo y su edad, etc.

En el siguiente apartado, identificamos primero de manera precisa los elementos teóricos que estructuran el cuestionario, para luego ver como las preguntas del cuestionario aproximan los tres niveles de responsabilidad que queremos medir.

2.1. *Los principios que estructuran el cuestionario*

He aquí los elementos teóricos que subyacen a la redacción del cuestionario (Cf. *Anexo II*)

- Medir la capacidad de agencia, significa medir la capacidad que tiene el ser humano para valorar/elegir su propia libertad en un contexto social dado.
- La noción de responsabilidad describe/plasma el sujeto libre actuando (es decir cuando valora actuar con libertad/elije actuar libremente).
- La noción de responsabilidad es constituida por tres ámbitos que ponen de manifiesto diferentes elementos constitutivos de la capacidad de agencia: (a) Una responsabilidad que constituye el sujeto como sujeto moral, o responsabilidad *ex-ante*; (b) Una responsabilidad que procede del acto hacia el sujeto, o responsabilidad *ex-post*; (c) Una responsabilidad desde y para el otro (*ex-aliud*).
- Los tres ámbitos de la responsabilidad identificados son socialmente estructurados por la organización racional del proceso laboral, bajo la forma de *expectativas estándares de responsabilidad (EER)*.
- Los individuos consideran y eventualmente adaptan sus niveles de responsabilidad individual a las expectativas estándar de la organización racional del proceso laboral, sea de manera positiva o negativa.

2.2. *La forma en la cual las preguntas plasman estos principios*

En el contexto laboral, ¿cuáles podrían ser las vivencias o las situaciones que permiten identificar nuestros tres niveles de responsabilidad? Más aun ¿cómo diferenciar entre las expectativas estándares de responsabilidad (nivel estructural) y las expresiones personales de responsabilidad (nivel individual)? Tomamos la opción de centrarnos sobre comportamientos y relaciones. En efecto, a diferencia de la libertad interior o de la dignidad humana, la responsabilidad es objetiva, es decir que se concretiza en acciones y afectan a otros. Por lo tanto se “ve” y se “verifica” en la objetividad de las acciones que tienen lugar en una empresa. Más aún, nuestras tres formas de responsabilidades abarcan tres tipos de relaciones: las relaciones con *lo que hice*, las relaciones con *lo que planeo hacer*, las relaciones con *los demás que trabajan conmigo*. La manera en la cual cada uno *decide comportarse* en estas tres relaciones es un indicador del *nivel de responsabilidad que valora/alcanza*.

Los comportamientos tienen además la ventaja de integrar o sinterizar gran cantidad de información. Integran (i) la existencia de estándares de responsabilidad en la firma; (ii) una

valoración personal de la responsabilidad en trabajo; (iii) un comportamiento preferido que resulte del compromiso entre oportunidades estructurales y valoración personal. Las preguntas pueden poner énfasis en uno u otro de estos aspectos, por ejemplo insistiendo sobre la valoración personal del comportamiento o al revés insistiendo sobre lo que la empresa espera que se haga. También permiten los comportamientos moverse del ámbito de los funcionamientos realizados (*achieved functionings*) hacia los funcionamientos posibles y valorados (*capability space*) preguntando lo que el trabajador desearía hacer dentro de este contexto laboral. Paralelamente, este carácter altamente sintético de la información implica una interpretación fina de las respuestas, siendo a veces complicado diferenciar lo que se puede atribuir al nivel estructural o al nivel personal.

El cuestionario dedica 4 preguntas para cada una de las tres dimensiones de responsabilidad (4P x 3R), es decir en total 12 preguntas. Cada clúster de 4 preguntas busca identificar elementos semejantes y por lo tanto comparte la misma estructura formal.

- (P1) La primera pregunta busca siempre identificar si la estructura del trabajo *fomenta la responsabilidad (x) de los trabajadores*. Intenta ver *si el nivel de expectativa estándar fijado por la firma es elevado* [$EER(x) > 0.75$]. Este puede ser visto como la *valoración de la responsabilidad (x)* por parte de la firma; valoración a la cual corresponderá en la organización laboral de la firma un *conjunto de oportunidades estructurales* para ejercer esta responsabilidad (x). Este $EER(x)$ se identifica por medio de los comportamientos de los trabajadores. $EER(x-real)$ sin embargo no puede ser calculado directamente a partir de esta respuesta, sino que habrá de integrar los datos de las preguntas 3 y 4.
- (P2) La segunda pregunta está centrada sobre los individuos y busca saber si el trabajador (y) muestra tener responsabilidad (x) en su desempeño laboral. Lo que se quiere saber es como desempeña este individuo (I) su responsabilidad $I(x)$ dentro del contexto de la $EER(x)$. El resultado de esta respuesta tendrá que ser verificado y corregido por las respuestas dadas en las preguntas dadas en 1, 3 y 4. Las discrepancias entre $I(x)$ con el $EER(x-real)$ corresponden a la *apreciación personal de la responsabilidad*, valoración a la cual corresponder actitudes que superan/evaden la $EER(x)$.
- (P3) La tercera pregunta investiga nuevamente el nivel estructural, esta vez bajo la hipótesis que la estructura de trabajo es neutra en relación a la responsabilidad (x) del trabajador, es decir que la firma no fija o no sanciona un $EER(x)$. Los resultados de esta pregunta corrigen los resultados de la primera pregunta para dar la $EER(x-real)$ y también permiten verificar las respuestas que el trabajador dio en la pregunta 2.
- (P4) La cuarta pregunta investiga otra vez el nivel estructural, esta vez bajo la hipótesis que la estructura de trabajo restringe la responsabilidad (x) del trabajador. Aquí suponemos por lo tanto que la $EER(x)$ fijada por la firma es baja [$EER(x) < 0,5$]. Esta última pregunta permite verificar y corregir los resultados anteriores tanto a nivel de la $EER(x-real)$ y de la $I(x-real)$.

Además, los diversos juegos de respuestas nos permiten distinguir entre los que los unos y los otros realmente hacen (real) y lo que proclaman hacer (ideal). Acertar esta diferencia es

importante porque la responsabilidad se presta - como cualquier pregunta ligada a la identidad propia - a toda una serie de juegos de proyecciones. El discurso sobre mi propia responsabilidad tiende a esconder los fracasos y exaltar los éxitos (juegos entre el yo/super-yo). Lo mismo es cierto de las firmas con las distancia que existe entre su imagen y lo que realmente son (entre lo que pretender ser/vender y lo que realmente son/venden). Hemos por lo tanto calculado para cada firma un EER(x-ideal) y un EER(x-real) y para cada trabajador un I(x-ideal) y un I(x-real). Postulamos aquí que *solo el nivel real* puede ser considerado como un dato objetivo de responsabilidad.⁹

3. HIPÓTESIS DE INVESTIGACIÓN

La formulación del cuestionario implica un cierto número de hipótesis que los datos colectados tendrán que confirmar o rechazar. Hemos divididos estas hipótesis en tres grandes grupos. El primero comprende sobre los niveles de responsabilidad individual de los trabajadores. El segundo considera sobre los niveles de responsabilidad implícitos a la organización racional del proceso laboral. El tercero abarca las hipótesis hechas sobre las brechas entre los diferentes niveles de responsabilidad individual y las diversas expectativas estándares de responsabilidad.

3.1 Hipótesis relativas a los niveles de responsabilidad individual

- α) No hay uniformidad de los niveles de responsabilidad en comparaciones interpersonales. *Queremos verificar que el presupuesto rawlsiano de una facultad de responsabilidad uniforme dentro de una población no se da.* (hipótesis comprobada)
- β) Cada individuo tiene niveles de responsabilidad ex-ante, ex-post y ex-aliud. *Queremos verificar que los tres niveles de responsabilidad que investigamos puedan genuinamente ser diferente.* (hipótesis comprobada)
- χ) En cada individuo los tres niveles de responsabilidad fluctúan de manera semejante. *Queremos comprobar que existen correlaciones internas entre estas tres formas de responsabilidad, es decir, que un nivel elevado en una habitualmente implica un nivel sino igual al menos semejante (fluctuación +/- 30%).* (hipótesis no comprobada)
- δ) Existe una correlación positiva entre niveles de pobreza y niveles de responsabilidad individual. *Queremos comprobar que un déficit en la capacidad de agencia, medida en términos de responsabilidad, esta también ligada a un cierto nivel de pobreza.* (hipótesis no comprobada)
- ε) Existe una correlación positiva entre niveles de pobreza y los niveles de responsabilidad exigidos por la organización racional del proceso laboral.

⁹ No hemos considerado que la responsabilidad ideal del trabajador podía ser considerado como un dato interesante para dar indicaciones sobre la apreciación/valoración personal de la responsabilidad (x) (capability space). En efecto, más que un ejercicio valorativo, el dato refleja la existencia de una identidad imaginaria de si-mismo. Sin embargo, este postulado es por supuesto cuestionable.

Queremos comprobar que bajos niveles de responsabilidad exigidos por la organización racional del proceso laboral conllevan normalmente pobreza. (hipótesis no comprobada)

- ϕ) Existe una correlación positiva entre niveles de educación y niveles de responsabilidad. *Queremos comprobar que la educación influye de manera determinante en los niveles de responsabilidad individual. (hipótesis comprobada)*
- γ) Existe una correlación positiva entre edad y niveles de responsabilidad. *Queremos comprobar que la experiencia de vida se traduce en un incremento del nivel global de responsabilidad de la persona. (hipótesis comprobada)*
- η) Existe un diferencial de responsabilidad global en función del género. *Queremos comprobar si existen diferencias de género en cuanto a la responsabilidad, especialmente para la responsabilidad ex-aliud. (hipótesis no comprobada)*

3.2 Hipótesis relativas a los niveles de responsabilidad promovidos por la organización racional del proceso laboral

- a) Los niveles de EER ex-post reales exigidos por la organización racional del proceso laboral son iguales o superiores al 75%, es decir requieren de una responsabilidad posterior funcional. *Queremos comprobar que niveles funcionales de responsabilidad posterior son imprescindible a la organización racional del proceso laboral. Niveles inferiores apuntarían a una ineficiencia grave de la organización racional del proceso laboral, una productividad muy baja con costos elevados de control. (hipótesis comprobada)*
- b) Los niveles de EER ex-aliud serán en promedio bajo (inferiores al 50 %), es decir, precinden o impiden la expresión de esta forma de responsabilidad. *Queremos comprobar que el modelo dominante de organización racional del proceso laboral no es un modelo de cooperación sino de concurrencia. Los individuos son desaminados de cualquier tipo de cooperación que no sea formalmente autorizada; no hay compromiso comunitario para el bien de la empresa y de los demás empleados. Los empleados individuales son en concurrencia interna constante con los otros y puede ser substituidos rápidamente. (hipótesis comprobada)*
- c) Existe una correlación positiva entre niveles bajos de EER y pobreza. *Queremos comprobar que niveles bajos de responsabilidad exigidos por la organización racional del proceso laboral se repercutan directamente sobre salarios bajos (ingresos) y pobreza (medida en términos de desarrollo humano). (hipótesis no comprobada)*

3.3 Hipótesis relativas a los diferenciales entre niveles de responsabilidad individual y responsabilidad promovida por la organización racional del proceso laboral (EER).

- α) No hay correlación general de los niveles de responsabilidad individual y de responsabilidad exigidos por los procesos de producción (EER). *Queremos verificar*

que existen, fuera de la organización racional del proceso laboral, otros factores que contribuyen a formar la capacidad de agencia. (hipótesis comprobada)

- β) Existen niveles de EER ex-post muy altos (>80%); los niveles de responsabilidad ex-post individuales serán inferiores pero cercanos a la norma exigida por la firma. *Queremos comprobar que la racionalidad de la organización laboral/progreso técnico tiende a requerir niveles altos de responsabilidad ex-post siempre más altos en su búsqueda de eficiencia (control, efficiency, accounting). Esta exigencia de la firma jala la responsabilidad ex-post de los trabajadores hacia niveles altos (hipótesis no comprobada).*
- χ) Existen niveles de EER ex-aliud bajos (50%<); mientras los individuos presentan niveles de responsabilidad ex-aliud proporcionalmente más altos. *Queremos comprobar que la organización racional del proceso laboral tiende a externalizar la responsabilidad ex-aliud, considerando que no es parte de su fin ni de su cometido. En otras palabras, el proceso productivo es indiferente a lo que le acontece a terceros. Los individuos sin embargo no se dejan restringir de semejante manera y conservan un sentido alto de atención hacia los demás a pesar de la norma baja de EER ex-aliud. (hipótesis comprobada)*
- δ) Hay una adaptación de los niveles de responsabilidad individuales hacia los niveles requeridos de responsabilidad exigidos por los procesos de producción proporcional a la edad y la educación. *Queremos comprobar que sobre el tiempo, la experiencia así como los niveles de educación, generan diferenciales más elevados de capacidad de agencia. (hipótesis comprobada)*

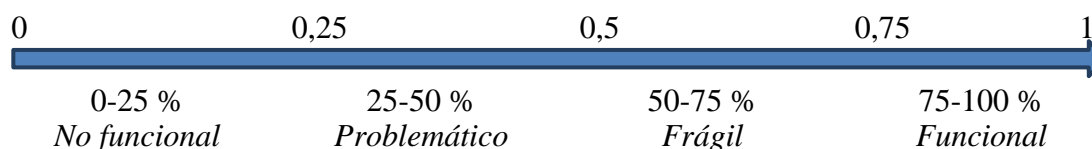
4. EVALUACIÓN DE LOS RESULTADOS DE LA ENCUESTA

4.1. Escala de valoración de los resultados

El *scoring* del cuestionario es medido del 0 al 1, donde uno indica responsabilidad máxima y cero la ausencia de la misma. Esta gradación es cualitativa. Solo niveles elevados de responsabilidad permiten a una persona *ser funcional*. Niveles bajos son *disfuncionales o patológicos*. Las tres modalidades de responsabilidades que hemos distinguidos describen efectivamente tres formas de relaciones (*relación al otro, Ex-aliud; a sí-mismo, Ex-ante; a sus acciones, Ex-post*). Hemos estimado que un individuo que no logre alcanzar 75 % cada una de estas dimensiones de la responsabilidad representa para los demás un riesgo que compromete la *calidad* de estas relaciones y por lo tanto su *durabilidad*. No es posible sustentar una relación sobre el largo plazo en el ámbito profesional con una persona que evade sus responsabilidades constantemente (1/4). Esta apreciación es obviamente intuitiva y necesitaría ser matizada (se sustenta sobre nuestras experiencias diarias y tiene un alto grado de ‘evidencia’). Sin embargo, tiene el mérito de distinguir, más allá de una zona de fragilidad (75-50 %), una *zona grave* (50-25%) y una *zona claramente disfuncional o patológica* (25-0%). Un ejemplo permite dejar esto claro. Una persona que solo reconocería ser responsable de lo que realmente cometió de vez en cuando (menos de 50 %) no es funcional en una empresa. De la misma manera quien no es capaz de proyectarse a futuro y ser fiel con lo que se comprometió más del 50 % de las veces constituye un problema para una empresa. Así

proponemos considerar la escala siguiente: 0, 0.25, 0.75 y 1. La interpretación que proponemos a estos valores es la siguiente :

Gráfica 1. Escala de valores asignada de acuerdo a juicios de valor.



4.2. Interpretación de los datos

Los datos no hablan solos. Requieren de una interpretación. El manejo adecuado de los datos y la construcción matemática de los resultados es por lo tanto crucial para que pueda ser puesto de relieve el contenido del estudio. Nuestro acercamiento metodológico al respeto es sencillo.

- Construcción de RF (EER) y RT por agregación de respuestas ponderadas y promedio sencillo.
- Calculo de $EER(x\text{-ideal})/EER(x\text{-real})$, $I(x\text{-ideal})/I(x\text{-real})$ por diferencias entre respuestas dadas.

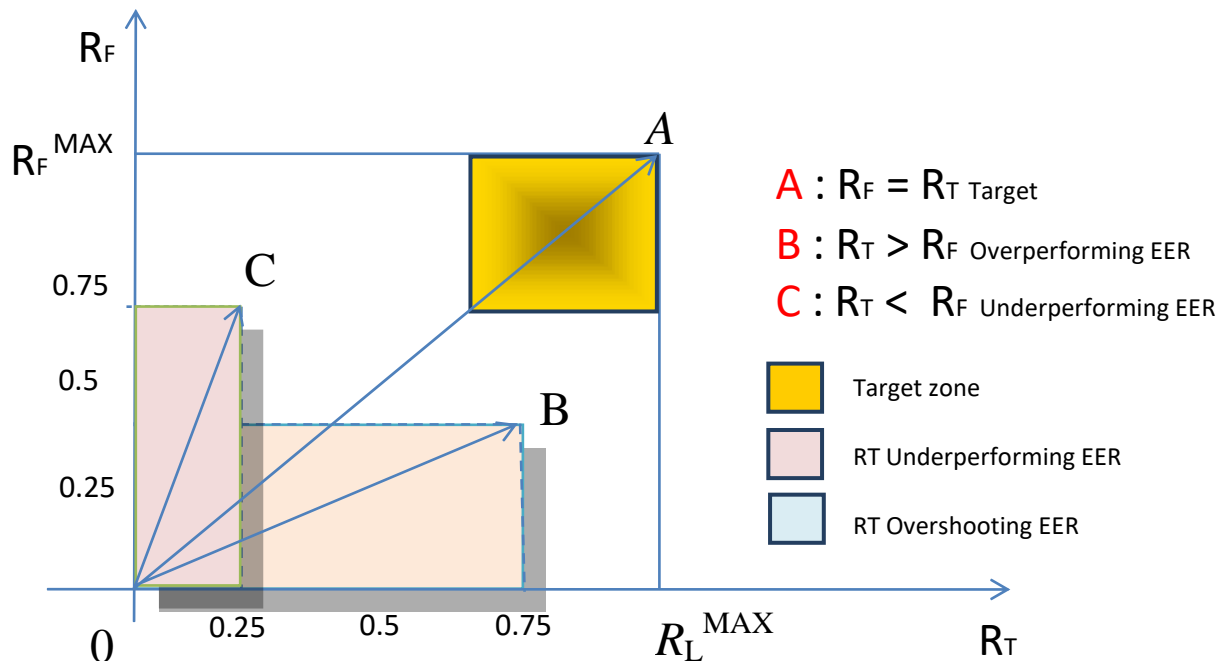
Para la interpretación de datos consideramos:

- La comparación sencilla de promedios agregados RF y RT a nivel general (ver anexo I)
- La correlación entre datos agregados de RF/RT y características socio-económicas de los individuos (sexo, edad, educación, vivienda, pobreza, tipo de actividad económica) y de los estados de la Republica (anexo I)
- Estudio socio-económico de los grupos de individuos que superan niveles bajos de EER, o inversamente grupos de individuos que no alcanzan niveles altos de EER.

Este último punto requiere una presentación más detenida. Como se presenta en el grafico anterior (*Graf.1*), existen niveles funcionales de responsabilidad debajo de los cuales, las relaciones que estas crean se vuelven frágiles o incluso patológicas. Al cruzar RT y RF, dada esta valorización, podremos encontrar los casos siguientes (*Grafica 2; 3*). Una zona óptima donde para una $EER > 75 \%$ los resultados de RT también sean iguales o superiores a 75% (punto A; *target éste es el caso donde la cualidad de la agencia es alcanzada*); pero también se puede dar el caso de una $EER > 75$, para la cual los resultados de RT sean inferiores a 50 % (punto C; *underperforming*); o finalmente podemos tener para una $EER < 50$, para la cual los resultados de RT sean superiores a 75% (punto B; *overperforming*)¹⁰. Los dos fenómenos – *overperformance* y *underperformance* - presentan un interés particular. ¿En qué circunstancias ocurren estos y por qué?

¹⁰ No consideramos aquí los casos donde $EER < 50\%$ y $RT < 50\%$, por considerarlos como disfuncionales y por lo tanto no sustentables sobre el largo plazo. No podemos sin embargo excluir que existan de manera paradójica y puntual situaciones laborales semejantes.

Gráfica 2. Responsabilidad de la firma y responsabilidad del trabajador



Estudiaremos también la dispersión de los resultados R_T para un nivel (x) de EER, fijándonos en los individuos que claramente superan o no alcanzan el EER. Buscaremos identificar eventuales caracteres socio-económicos similares para estos dos grupos.

5. CONDICIONES DE APLICACIÓN DEL CUESTIONARIO Y METODOLOGÍA ESTADÍSTICA

Nuestro estudio contempla individuos que forman parte de la población económicamente activa en México (mayores de 12 años, menores de 65 años). Llamaremos firmas a los lugares en los cuales trabajan estos individuos, como ya dijimos anteriormente, estos pueden ser el sector público, empresas de bienes o servicios, del sector formal e informal. No fue posible tener información sobre cada una de estas empresas, ni fue considerado necesario ya que los tipos y niveles de responsabilidad se identificaron por medio de los comportamientos efectivos/proyectados de los individuos. El estudio se focaliza sobre la organización racional del proceso laboral (el contexto laboral del trabajador), sea este de una empresa privada, una institución pública o de un negocio propio. Los datos reflejan por lo tanto la realidad del contexto laboral en México, independientemente de su especificación privado/público. En este primer artículo, no contemplamos diferenciales según los tipos de cargos dentro de la empresa y no hemos considerado los directivos.

Este estudio está basado en una muestra representativa de 3229 individuos. El cuestionario fue aplicado por INEGI, como módulo especial del trabajo anexo a la Encuesta Nacional de

Hogares de 2014, que comprende los 32 estados de la República Mexicana y el D.F. Los datos específicos sobre responsabilidad pudieron así ser cruzados/completados con varios datos socio-económicos de los individuos encuestados (educación, pobreza, vivienda, número de familiares, etc.). Los datos reflejan *percepciones individuales* de los niveles de responsabilidad propios así como los que son requeridos por la organización racional laboral o del progreso técnico de la firma.

Medimos por una parte la Responsabilidad de la Firma (RF), es decir los niveles de expectativas estándares de responsabilidad fijada por la firma (EER) y la Responsabilidad del Trabajador (RT) dentro de sus tres dimensiones: responsabilidad ex-ante (Ran), responsabilidad ex-post (Rost) y responsabilidad ex-aliud (Riud), utilizando el cuestionario elaborado por Nebel y Herrera-Nebel presentado en anexo de este artículo. Cada una de estas tres dimensiones de responsabilidad están subdivididas en las subcategorías: (a) responsabilidad real (*real*); (b) responsabilidad ideal (*ideal*).

Cabe subrayar que en este trabajo medimos la responsabilidad dentro de uno de los contextos particulares del individuo su contexto laboral, pero creemos que en otros contextos la repartición de la responsabilidad puede ser diferente.

Finalmente, hemos utilizado en los cálculos medias aritméticas de los diferentes tipos de responsabilidad y de sus agregados RF y RT.

7. RESULTADOS AGREGADOS

La tabla siguiente presenta los resultados agregados de la encuesta:

Tabla 1. Responsabilidad ex-ante (Ran), responsabilidad ex-post (Rost) y responsabilidad ex-aliud (Riud). De toda la República Mexicana.

Responsabilidad Firma (RF) <i>(También llamada Expectativa Estándar de Responsabilidad EER)</i>	Promedio	σ	Responsabilidad trabajador (RT)	Promedio	σ
<i>Ex-Post Resp. (Ideal)</i>	0.37	0.37	<i>Ex-Post Resp. (Ideal)</i>	0.93	0.21
Ex-Post Resp. (Real)	0.83	0.27	Ex-Post Resp. (Real)	0.49	0.45
<i>Ex-Ante Resp. (Ideal)</i>	0.68	0.38	<i>Ex-Ante Resp. (Ideal)</i>	0.68	0.31
Ex-Ante Resp. (Real)	0.76	0.36	Ex-Ante Resp. (Real)	0.80	0.34
<i>Ex-Aliud Resp. (Ideal)</i>	0.89	0.26	<i>Ex-Aliud Resp. (Ideal)</i>	0.84	0.24
Ex-Aliud Resp. (Real)	0.35	0.38	Ex-Aliud Resp. (Real)	0.93	0.20
Total Real Resp.	0.65		Total Real Resp.	0.74	

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI. La segunda y la quinta columna representan la media aritmética agregada de los diferentes tipos de responsabilidad. La tercera y sexta columna muestran la desviación estándar.

7.1. Dos valoraciones opuestas de la responsabilidad entre RF y RT

Un primer resultado sorprendente es el movimiento inverso que se da entre RF y RT. Para la firma un movimiento decreciente: 83 % (Rost), 76% (Ran), 35% (Riud); para los

trabajadores un movimiento creciente: 49 % (*Rost*), 80% (*Ran*), 93% (*Riud*). Los resultados son diametralmente inversos sobre *Rost* y *Riud*, mientras son equiparables sobre *Ran*. Las dos curvas se cruzan en *Ran*, pero son de pendientes inversas. También sorprendente son números absolutos de algunos de estos resultados: para RF un *Riud* de solo 35%; y para RT un *Rost* de 49%. Cifras semejantes en datos agregados no dejan de ser muy preocupante para México. ¿Qué significan estos resultados?

a) valorizaciones diferentes

El movimiento inverso entre RF y RT desvela valoraciones diferentes de la responsabilidad entre la firma y los trabajadores. La firma tiene una concepción claramente truncada de la responsabilidad, limitada a *Rost* y *Ran*, mientras fija un EER sumamente bajo de *Riud* como la norma de comportamiento esperado de los trabajadores. La valoración de *Rost* no viene como una sorpresa. La *eficiencia* que busca el proceso productivo pasa por una organización racional del trabajo. Lo que se hace y quien lo hace son elementos indispensable para que el proceso productivo sea eficiente. La eficiencia económica requiere la predictibilidad y el control sobre el factor productivo trabajo. No hay actividad económica que pueda permitirse datos de *Rost* inferiores a 75 % sin comprometer su eficiencia y por lo tanto su competitividad. Por lo tanto lo sorprendente en una *Rost* 83% para las EER en México no es que sea elevado, sino que no sea más elevado aún. En términos de eficiencia económica, se esperaría que firmas tiendan al máximo y fijen por lo tanto más bien un *EERost* superior a los 90 %. Ahora bien, esta cifra de 83% ha de matizarse mucho, primero porque al *EERost* corresponde al nivel de la *Rost* RT solo 49 %, segundo por la diferencia enorme existente entre *Rost* RF ideal y real, dos puntos que discutiremos más abajo.

b) Lo que los trabajadores valoran

Los trabajadores al inverso de la firma valoran *Riud* a niveles muy elevados (así como *Ran*), pero visiblemente temen o no aprecian *Rost*. Esto confirma de manera tajante lo que hemos afirmado de manera anterior en cuanto al rol *arquitectónico* de la responsabilidad *ex-aliud* en la construcción de la responsabilidad humana. Hemos de considerar aquí lo que significa este dato: a pesar de una *EERiud* de 39%, los trabajadores valoran y actúan sobre la base de una *Riud* de 93 % (*Overshooting* 54% del nivel esperado). El nivel increíblemente elevado es alcanzado a pesar de la firma, en contra podríamos decir de lo que espera la firma de sus trabajadores. No es aquí solo un acto de resistencia hacia la organización del trabajo en la firma, pero la afirmación que la responsabilidad que no valora la firma *es de suma importancia para el trabajador, más que todos los otros tipos de responsabilidades* ($\Delta 13\%$ con *RTRan*; $\Delta 44\%$ con *RTRost*). Un nivel real de *Riud* tan elevado significa que un trabajador casi nunca deja de preocuparse por lo que les pasa a los demás, y que si algo pasa intentara ayudar como pueda (incluso más que lo que dicen o se proponen ($\Delta Riud$ real/ideal 9%).

c) Los trabajadores y su apreciación de la responsabilidad ex-post

De la misma manera que los trabajadores valoran *Riud*, evaden visiblemente *Rost* (49%). Cabe recordar que una cifra debajo del 50% ha de ser considerada como no sostenible y económicamente desastrosa. Quizás sea esto el dato económico más preocupante de la encuesta. Si a nivel de la Republica, en el contexto laboral, los trabajadores solo admiten ser los autores de un acto que cometieron en el 49% de los casos, la ineficiencia productiva que

esto genera es enorme sin hablar de los costos de control que este dato implica. Una organización en México ha de asumir que en la mitad de los casos los empleados *no van a hacerse responsables de sus actos*, es más, van a *evadir sus responsabilidades de manera activa*, sea escondiendo el hecho, negándolo o inventando pretextos.

Las razones que explican tal comportamiento de masa son seguramente complejas. Lo que podemos inferir de los datos es lo siguiente: no resulta ser esto una incapacidad de los trabajadores sino más bien una forma de evasión de la responsabilidad, probablemente ligada a la implementación de la responsabilidad ex-post. La responsabilidad hacia nuestros actos (*Rost*) deriva efectivamente antropológicamente de la capacidad que tenemos de hacernos responsables de algo (*Ran*). El nivel alto de *Ran* de los trabajadores (80%) implica por lo tanto que no se trata aquí de una incapacidad, sino más bien de una valoración negativa de *Rost*. No se aprecia el hecho de hacerse responsable de sus actos en el ámbito laboral. ¿Porqué? Quizás por una implementación sobre todo negativa de *Rost* por parte de la empresa, es decir una implementación como sanción de fallos/errores, y no de manera positiva por medio de un reconocimiento de lo que se hizo bien o como apreciación de la toma de responsabilidad (incluso en el caso de errores asumidas).

Finalmente es importante ser atento que la desviación estándar de la RT *Rost* es de 45%. Existen por lo tanto resultados individuales muy diferentes al respecto de la *Rost*. Veremos más abajo el estudio de la dispersión de los resultados. Sin embargo, adelantando aquí esta discusión, parece que esta alta desviación estándar refleja la diversidad en termino de cualificación educativa de los puestos en el la organización laboral. Mientas más elevado sea el nivel educativo, más elevado será el score de *Rost* para un trabajador. Inversamente, también significa que entre los trabajadores con poca educación, los niveles de *Rost* estarán todavía dramáticamente más bajos (evasión de responsabilidad hasta 80%, es decir *Rost* <20).

7.2. Diferencias entre responsabilidad ideal y real

Otro dato fascinante de la encuesta es la diferencia enorme que existe entre el discurso y los hechos, entre lo que se afirma y lo que se realmente se hace. Habíamos diseñado la encuesta de manera a corregir lo que suponíamos ser un gap de 10-20% entre una sobrevaloración positiva de si-mismo que ha de esperarse en una temática que toca a la auto-estimada de los individuos. Sin embargo, el instrumento metodológico desvelo datos muy interesantes e inesperados del lado de la firma como de los trabajadores.

a) Responsabilidad ideal y real en la organización racional del trabajo

Existen una diferencia abismal entre el nivel ideal de *EERost* (37%) y su implementación real (83%). Pero todavía mayor es el Δ entre la *EERiud* ideal a 89% y la *EERiud* real de solo 35% (Δ 54%). Las firmas anuncian algo totalmente diferente de lo que luego implementan realmente. Estamos aquí frente a un doble discurso, o más bien frente a una práctica que dista mucho de lo que la empresa quisiera o imagina ser. Grados semejantes de diferencias sin embargo están más allá de lo normal y solo pueden compararse a fabulaciones de tipo patológicas.

Lo que los datos dicen claramente es que las firmas afectan un discurso donde aprecian de manera muy elevada la responsabilidad ex-aliud, pero que actúen luego muy por debajo de

estos estándares. Más allá de poner en tela de juicio mucho de los que se pretende por medio de la Responsabilidad Social de las Empresas¹¹, lo que estos datos señalan es que las empresas no consideran que el ámbito de la responsabilidad desde y para el otro (*Riud*) sea de su competencia. Más aun, un nivel de *EERiud* de 35% funciona como un freno. Intenta prevenir y desaminar los comportamientos que procederían de *Riud* entre los trabajadores. Esto permite entender por lo tanto como la firma realmente valora *Riud* en la organización del trabajo hoy en día en México: como un elemento que no incrementa eficiencia económica, y por lo tanto como un elemento que no tienen prioridad; probablemente como una obligación externa (legal). El hecho que el discurso de la firma – preso de un deseo de ser visto como socialmente responsable – no se traduzca en la realidad, radica probablemente en la conceptualización de la organización laboral misma. La relación al otro, la responsabilidad desde y para el otro no es considerada como un principio sobre el cual construir es esquema laboral/productivo. Lo más extraordinario es precisamente que los trabajadores valoren y actúan exactamente de manera opuesta, viendo *Riud* como el elemento máspreciado entre las tres formas de responsabilidad (a pesar de la empresa y su *EER* de 35; y quizás precisamente por esto mismo).

De manera también impresionante *Rost* ideal y real distan mucho. Aquí sin embargo, el dato muy bajo parece apuntar hacia el hecho que la mayor parte de las firmas sencillamente omiten de tener un discurso sobre responsabilidad ex-post de los trabajadores. No es que no existe, sino que no se habla nunca de ella, no se especifica en el discurso (se supone como siendo auto-evidente). Este dato es interesante: la ausencia de un discurso sobre *Rost* a nivel de la organización racional del trabajo implica que no se sepa bien quienes sean responsables de que en el trabajo (sugiriendo por lo tanto que siempre otro lo sea); que no haya expectativas claras de responsabilidad ex-post a nivel de los trabajadores. Al implementar un nivel de *EERost* real de 83 % - el más elevado entre los que fija la firma – se genera por lo tanto un alto grado de incertidumbre entre los trabajadores que no saben exactamente de que son responsables pero que saben que si llegan a serlo, la firma si se lo tiene como serio (sanciona de manera real la *Rost*). De aquí el fenómeno correspondiente de evasión de *Rost* por parte de los trabajadores (*EERost* real 83%; *RostT* real 49%). Es patente aquí la necesidad en la organización del trabajo en México de una especificación/explicitación mucho mayor del esquema de responsabilidades laborales.

b) Diferencias entre responsabilidad ideal y real entre los trabajadores

Sin llegar a los extremos que existen entre *EER* reales e ideales, los niveles de responsabilidad de los trabajadores también presentan fluctuaciones significativas.

La primera y quizás la menos sorprendente es la que existe entre *RostT* real (49%) e ideal (93%). De alguna manera tenemos en los trabajadores algo que responde al diferencial entre *EERost* ideal y real. Los trabajadores tiene así un discurso sobre su *Rost* extremadamente

¹¹ Nuestros datos muestran la toda la dificultad para medir y certificar empresas como siendo socialmente responsable. ¿Que capturan la mayor partes de estos indicadores? El discurso o la práctica. En el caso de México, los datos que tenemos aquí dejan pensar que la mayor parte de las veces solo capturan el meta-discurso de las empresas (en el cual quieren creer los mismos empresarios). Sería interesante, pero los datos no lo permiten, cruzar los resultados de *Riud* con los de empresas que han recibido la certificación como siendo socialmente responsable.

positivo – un discurso que responde al nivel de exigencia de la *EERost* real de 83 de la firma - solo para luego actuar de manera muy diferente ($-\Delta 44\%$). Esta evasión de responsabilidad por parte de los trabajadores, sea la reiteración del círculo vicioso que ya hemos desvelado entre *EERost* real e ideal. Mientras menos se explicitan las *EERost* real, menos se cumplen, más se controlan y se sancionan, y más tienden los trabajadores a evadir sus responsabilidades. Si la dinámica del círculo vicioso surge por una parte en la ausencia de discurso positivo sobre *EERost* (anuncio, especificación y valoración del cumplimiento) también saca fuerza probablemente en una verdadera *cultura de la evasión de responsabilidad en el ámbito de trabajo*. Efectivamente los datos obtenidos son agregados, pero se reproducen en cada estado de la República y en la mayor parte de los individuos. Tal homogeneidad implica la existencia de un fenómeno social asentado – interiorizado por un pueblo y una cultura en un 40%– y que se proyecta de manera casi-natural sobre el contexto laboral. Las raíces históricas de este fenómeno son obviamente más allá del alcance de este artículo.

También merece mencionarse que tanto *Riud* y *Ran* reales son superiores a sus niveles ideales ($\Delta 12\%$ y $\Delta 9\%$). Dicho de otra manera, los trabajadores *superan en lo que hacen lo que pretenden ser y hacer* en estas dos dimensiones. Se comportan de manera más responsables que lo que anuncian. Este fenómeno sorprendente, aunque limitado, puede explicarse por un efecto de prudencia y de solicitud. Prudencia en cuanto a *Ran*, donde uno no quiere comprometerse demasiado en palabra, mientras que una vez que se reconoce una responsabilidad pues la asume lo mejor que puede; solicitud en cuanto a *Riud*, porque aquí precisamente la fuente de la responsabilidad radica finalmente en la existencia del otro. El otro me llama a responsabilidad; solicitado, respondo con solicitud a la necesidad del otro. No puedo quedarme indiferente a la desgracia del otro sin perder algo: el lazo hace nuestra común humanidad.

7.3. Diferencias entre *RF* y *RT*

Si ya hemos hablado mucho de la diferencia entre *RostF* y *RostT*, falta todavía considerar todavía las diferencias existentes entre *RanF* y *RanT*. La responsabilidad ex-ante de los trabajadores es marginalmente superior a la *EERan* (80% para 76% respectivamente). Esta coincidencia indica que existe un potencial fuerte de responsabilidad en la población Mexicana; una capacidad para proyectarse a futuro y hacerse responsable de proyectos visiblemente existe. Solo podemos aquí preguntarnos si la organización racional del trabajo realmente aprovecha estos niveles elevados de *Ran*.

Si hemos dejado para el final de esta sección la diferencia entre *RiudF* (35%) y *RiudT* (93%) es para resaltar la importancia de este resultado. A estos niveles, como lo hemos señalado arriba, la firma no solo presenta un estándar de expectación de responsabilidad bajo, pero desanima los trabajadores a adoptar comportamientos de *Riud*. Algunos comentarios deben hacerse. Primero un *overshooting* de este tamaño a nivel puramente económico es muy problemático para una organización. ¿Cómo integrar estos comportamientos no deseados/no conformes de los trabajadores? ¿Qué clase de control se ejerce sobre estos 93% de *Riud* que los trabajadores despliegan en sus horas laborales? Tal *overshooting* representa por lo tanto una *ineficiencia económica* mayor para la organización. Segundo, y a un nivel más profundo, una organización que presenta una *Riud* de 35% es profundamente deshumanizante. Aliena - en su funcionamiento habitual; en su organización laboral- la relación al otro. Hace que cada

trabajador sea institucionalmente en una relación negativa al otro, una relación alienante. He aquí la perversión y quizás uno de los errores mayores de la gestión de recursos humanos en la organización laboral. La cualidad de una firma depende fundamentalmente de la cualidad de las relaciones que logra operar tanto entre su personal como con los principales *stakeholders*.

Precisamente, los datos confirman que un *EERiud* tan bajo no logra desanimar a los trabajadores. Estos no quieren renunciar a esta responsabilidad desde y para el otro (*Riud*). Esta es la que valúan más que toda las demás; es la que más importancia tiene. Quizás precisamente porque sea la que más futuro tiene (resiliencia mayor de los lazos humanos sobre los lazos de trabajo; durabilidad de estos lazos sobre el tiempo de la empresa).

8. CORRELACIONES ENTRE NIVELES DE RESPONSABILIDAD Y CARACTERÍSTICAS SOCIO-ECONÓMICAS

Esta sección busca entre los resultados obtenidos posibles correlaciones con características socio-económicas. Queríamos verificar conjeturas que por ser comunes no forzosamente son fundadas, como por ejemplo que el nivel de responsabilidad aumenta en función del grado de educación o en función de la edad. O que se puede sociológicamente esperar una correlación entre pobreza y niveles inferiores de responsabilidad. Como veremos los datos contradicen varias de estas hipótesis o las matizan de manera sorprendente.

8.1. Pobreza y niveles de responsabilidad por Estados

En un país como la República mexicana con altos niveles de pobreza y fuertes disparidades sociales, parece coherente postular que exista algún tipo de correlación entre niveles de responsabilidad en ámbito laboral y pobreza. Sea porque trabajadores con niveles bajos de responsabilidad sean también frecuentemente pobres. Sea porque firmas u organizaciones con bajos niveles de EER emplean de manera preponderante trabajadores no cualificados (salarios bajos/niveles de expectativas de responsabilidad bajo).

Es posible investigar estos puntos de diversas maneras. Primero a nivel agregado, ya que ciertos estados de la República presentan características laborales y socio económicas muy diferentes (rural/urbano; industria y servicios/agricultura; ricos/pobres). Comparando estados ricos y pobres, esperábamos poner de manifiesto diferencias ligadas a niveles de desarrollo económico y humano. En segundo lugar, era posible investigar de manera precisa estos puntos por medio de la Encuesta de Hogares de INEGI del cual el cuestionario sobre responsabilidad era un módulo. Los datos socio-económicos de los individuales que responden al cuestionario sobre responsabilidad son conocidos. Por lo tanto era posible hacer diversas correlaciones entre niveles de responsabilidad *RT* y *EER* y características socio-económicas de los trabajadores. En este primer apartado haremos un estudio por Estado.

De la tabla completa de resultados por Estado (Cf. Anexo), seleccionamos los más ‘ricos’ y los más ‘pobres’. Como suele ser, esta distinción coincide con otras características. Los estados más ricos también tienden a ser más urbanos, industrializado o con una cuota de servicios más elevados y la población a su vez presenta niveles de educación más elevados.

Los estados ‘pobres’ al contrario, son mayoritariamente no-urbano, con amplio sector agrícola y niveles de educación más bien bajo.

Tabla 2: Pobreza y niveles de responsabilidad por Estados

Estados urbanos y ricos <i>Nivel educativo alto; ingreso elevado; pobreza <30%; extrema pobreza <10%; sobre todo industria y servicios.</i>	RostF	RostT	RanF	RanT	RiudF	RiudT
DISTRITO FEDERAL	0.85	0.55	0.70	0.85	0.34	0.91
NUEVO LEON	0.81	0.61	0.73	0.76	0.30	0.94
SONORA	0.87	0.56	0.83	0.79	0.35	0.92
BAJA CALIFORNIA SUR	0.85	0.42	0.81	0.74	0.32	0.94
Estados rurales y pobres <i>Nivel de educación bajo; pobreza > 75%; extrema pobreza > 24%; sector informal > 72%; agricultura > 30%</i>	RostF	RostT	RanF	RanT	RiudF	RiudT
CHIAPAS	0.75	0.35	0.76	0.86	0.24	0.92
OAXACA	0.87	0.47	0.75	0.80	0.51	0.94
GUERRERO	0.88	0.36	0.67	0.80	0.29	0.97
MICHOACAN	0,83	0,38	0,77	0,84	0,46	0,89

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

Los resultados son sorprendentes. Hay escasa diferencia entre estados ‘pobres’ y ‘ricos’, sino en la *RostT* donde presentan los estados ‘pobres’ un nivel de 10% inferior a los estados ‘ricos’. Volveremos sobre ello enseguida. Lo más interesante está en el hecho que *no haya diferencia significativa* en *RiudT*. Pensábamos ver una caída fuerte de *Riud* en estados urbano y cifras elevadas estados rurales, pero no es el caso. Parece ser que la responsabilidad ex-aliud sigue siendo valorada de manera fuerte también en medio totalmente urbano como el DF. La idea clásica de la vida urbana como siendo un factor de individualismo visiblemente no se verifica en el ámbito laboral, donde sigue siendo fuerte el aprecio para la *Riud* por parte de los trabajadores. De la misma manera, *RanT* – en cuanto indicio de grado de autonomía – no es superior en los estados ‘ricos’ - con mayor nivel de educación y más ingresos - sino que incluso es marginalmente superior en los estados más ‘pobres’. *Debemos por lo tanto suponer que ni la educación, ni el ingreso, ni la urbanización son factores que incrementan niveles de RanT o RiudT en el ámbito laboral.* El alto nivel de agregación que presenta este cuadro comparativo no permite sin embargo sacar conclusiones más precisas. Pone de relieve tendencias de fondo que abran de ser verificada y matizada con más detenimiento a continuación.

La única diferencia significativa es la que se observa sobre *RostT* en los estados ‘pobres’. Con niveles similares de *EERost* en sus lugares de trabajo, los trabajadores de estados ‘pobres’ presentan niveles nítidamente más bajos que los trabajadores de los estados ‘ricos’. Conformemente a lo que dijimos en la sección anterior, probablemente sea esto relacionado

a la implementación de la *EERost*. Cuando más se sanciona “buscando a culpables” en vez de “premiar a quienes asumen sus actos”, más grande sea la evasión de responsabilidad de los trabajadores. El contexto laboral en los estados pobres parece por lo tanto promover una evasión dramática de la *RostT* hacia niveles insostenibles y altamente improductivos y costosos para las firmas.

8.2. Correlaciones entre niveles de RTs y características socio-económicas

a) Responsabilidad y extrema pobreza

Nuestra idea aquí es ir hacia extremos para clarificar tendencias. Queremos verificar los datos obtenidos a nivel de comparación de estados y ver, si, en una población marcada por elementos de extrema pobreza, hay diferencias significativas en cuanto a niveles alcanzados de RTs (*Riud*, *Ran*, *Rost*). Los indicadores que seleccionamos como indicadores de extrema pobreza son: número de personas que duermen en la cocina, dormitorios por persona, agua corriente, sanitarios con conexión de agua, datos de alfabetización (leer y escribir). Sobre el conjunto de la muestra, como lo dejaban ya pensar los resultados por Estado, no existen correlaciones significativas con datos de extrema pobreza, (sino con el nivel educativo). La tabla siguiente presenta algunos de estos datos:

Tabla 3. Responsabilidad real de los trabajadores más pobres

	RostT	RanT	RiudT	Número de observaciones
No tienen acceso al agua corriente	0.35	0.82	0.92	765
No saben leer / escribir	0.23	0.84	0.88	69
Duermen en la cocina	0.35	0.77	0.94	229
Sanitarios sin conexión de agua	0.36	0.81	0.91	800

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

No solo confirman estos resultados lo anterior, sino que también desvelan un patrón interesante. Los elementos más pobres de la población demuestran tener niveles de *RanT* superiores al promedio nacional ($\Delta 11\%$), así como niveles superiores de *RiudT* (5%). Incluso *Rost* no presenta resultados que no sean en línea con el promedio nacional (49%) – a la excepción de los analfabetas (33%; Cf. §8.3 Educación y niveles de responsabilidad).

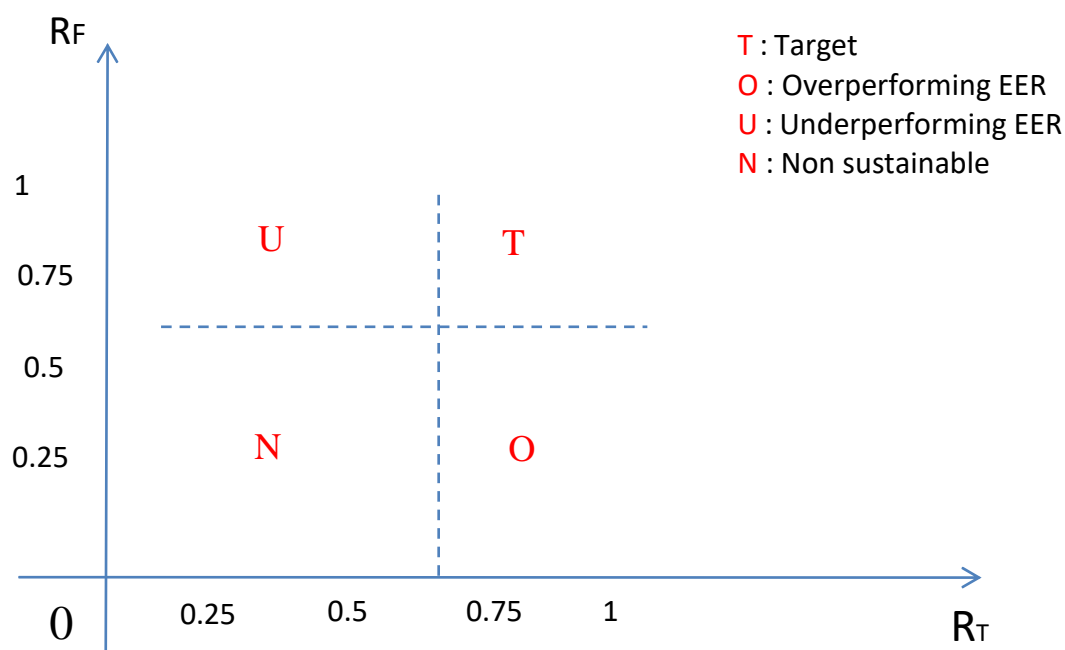
Estos resultados permiten afirmar una primera cosa: La pobreza no está correlacionada con bajos niveles de capacidad de agencia. Quien sea pobre no presenta carencia de capacidad de agencia en su ámbito laboral. En algunos casos el pobre valora y actúa incluso con mayor responsabilidad para otros y hacia sí-mismo que otros trabajadores. Pero si la pobreza no es causa de una carencia de capacidad de agencia: ¿Podría ser una de sus consecuencias?; ¿Podría ser que únicamente acceden al trabajo pobres que tengan niveles altos de capacidad de agencia? De aquí el punto siguiente que nos permitió invalidar esta hipótesis.

b) Tipos de firmas y tipos de trabajadores. Comparaciones entre sectores

La verificación que hicimos aquí en cuanto a la correlación entre pobreza y capacidad de agencia es diferente a la primera. Nos propusimos estudiar las características de cada grupo de individuos presentes en los cuatro cuadrantes de la figura siguiente. Los individuos del

sector T (*Target*) representan quienes para $EER > 0,7$ presentan $RT > 0,7$; los del sector O (*Overperforming*) son los para un $EER < 0,7$ presentan $RT > 0,7$; los del sector U (*Underperforming*) son quienes para un $EER > 0,7$ alcanzan un $RT < 0,7$; finalmente el sector N (*Non sustainable*) presenta individuos que para un $EER < 0,7$ también tienen $RT < 0,7$.

Grafica 2. Responsabilidad real de la firma y del trabajador



La tabla siguiente permite identificar la tipología de las firmas para cada sector y hacer comparaciones entre grupos de trabajadores:

Tabla 4. Responsabilidad por sector a nivel nacional.

	Sector N 362 obs	Sector U 321 obs	Sector O 927 obs	Sector T 1655 obs
Rost Real firmas	0.63	0.91	0.68	0.94
Rost Real trabajadores	0.14	0.15	0.55	0.58
Ran Real firmas	0.41	0.90	0.55	0.92
Ran Real trabajadores	0.40	0.38	0.90	0.90
Riud Real firmas	0.21	0.51	0.15	0.46
Riud Real trabajadores	0.75	0.78	0.96	0.97

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

Cada uno de estos sectores dibuja el cuadro de un cierto tipo de firma. N corresponde a firmas que no esperan ni exigen mucho de sus trabajadores con niveles de EERs

comparativamente bajos o muy bajos. Sus expectativas en términos de EERost dejan claro que lo que realicen/o no realicen los empleados durante su tiempo de trabajo importa poco (lo que los trabajadores entendieron muy bien). No se espera nada de ellos en términos de iniciativa o de toma de responsabilidad (EERan de 40%), mientras EERIud es abismal con 21%. Estas son firmas que su existencia real cumple otro fin que el servicio o producto que pretenden realizar (no pueden ser competitivas con semejante ineficiencia productiva; se mantienen por otras formas de 'utilidades'). Podríamos pensar en ciertas administraciones, sindicatos, empresas comerciales que sirven de máscara para 'otras' actividades (criminales, evasión fiscal, monopolio, clientela política).

El sector U es conformado por empresas que tienen muy altos niveles de EERs y bajos de RTs. Aquí encontramos firmas que exigen de sus empleados un alto nivel de EERs, pero que al mismo tiempo subsisten con niveles muy elevados de ineficiencia laboral (RostT 15%!; RanT 38%). Estas son firmas que emplean probablemente muchos trabajadores no cualificados con alto turno de replazo (empresas agrícolas, industria, changarros del sector informal). Firmas que sancionan errores graves a través de despidos u otros, pero no sancionan fallas ligeras. El EERIud de 51% - el más elevado - indica probablemente que estas son en su mayoría firmas del sector formal, con obligaciones legales / presencia de sindicatos fuertes.

El sector O es quizás el más interesante. Son las firmas con características semejantes a las del sector N, pero con trabajadores que superan ampliamente las expectativas de su contexto laboral. Es difícil hacerse una idea precisa del tipo de firmas que prevalecen en este sector. EERIud muy bajo, habla para firmas del sector informal. El alto desempeño de los trabajadores deja pensar en firmas pequeñas, quizás mayoritariamente ligadas a familias o clanes (lo que explicaría EERs bajos ya que entre familiares no hay que exigir formalmente para alcanzar desempeño elevado y que si no se cumple tampoco haya sanciones muy duras). Este mismo desempeño de los trabajadores indica que muchas de estas firmas deben de ser económicamente viables. Hay que notar sin embargo que probablemente también estén en este cuadro varios trabajadores del sector N (los responsables de las finalidades reales del sector N; los que no se resignan a los niveles de EERs bajos de N). Este sector abriga la segunda población más importante de la muestra.

Finalmente el sector T, presenta firmas que tanto tienen EERs elevados como RTs elevados, es decir firmas económicamente eficientes con trabajadores comprometidos. Hemos aquí el tipo de firma ideal previsto por las teorías neoclásicas con trabajadores que presentan niveles elevados de RTs (Rost 58%, Ran 90%, Riud 97%). El alto grado de EERIud señala muy probablemente una preponderancia del sector formal. Cómo vemos la mayor parte de los trabajadores encuestados están en este cuadrante.

Ahora bien, el cuadro siguiente nos permite saber un poco más sobre quiénes son estos trabajadores en cada sector (características socio-económicas de los trabajadores por sector).

Tabla 5. Características de las personas más pobres de los sectores N, U, O y T.

	Sector N	Sector U	Sector O	Sector T
Menos de 5 personas en el hogar	79%	77%	80%	79%
Tasa de Alfabetización	94%	93%	97%	98%
Duermen en la cocina	7%	11 %	7%	6%
Acceso al agua corriente	98%	96%	97%	97%
Solo primaria o secundaria	73%	75%	69%	64%
Hicieron estudios superiores	17%	25%	31%	23%
Hombres	64%	57%	68%	67%
Mujeres	36%	43%	32%	33%

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

Estos resultados confirman en parte y especifican el análisis anterior. Los trabajadores N se caracterizan por ser urbanos (integrantes de la familia reducida; acceso al agua) con una proporción mayor de estudios elementales o básicos (6% de analfabetas) y el número más bajo de estudios superiores (solo 17%). El Sector U tiene características semejantes, pero con tres acentuaciones: más analfabetas (7%), número mayor de gente que duermen en la cocina (11%), mayor proporción de mujeres (43%). Claramente el sector U es el más pobre (extrema pobreza). El sector O sobresale de manera sorprendente por ser el más educado y el más masculino, mientras que el sector T presenta, a comparación con O, trabajadores con menos formación. Parece que una educación superior conlleva por lo tanto también niveles superiores de responsabilidad – aunque que de manera marginal.

Si excepta el sector N sí existe una progresiva disminución, a medida que aumenta la RT, de la incidencia de indicadores de extrema pobreza. Sin embargo, esta disminución no deja de ser inferior a 10% entre individuos del sector U y del sector T. Otro aspecto interesante – aunque no sorprendente - es la proporción creciente de hombres de U hacia T. Cuando más se acercan a T, menos mujeres hay entre ellos. Este fenómeno podría ser ligado a niveles de educación diferentes o presencia reducida de mujeres entre puestos directivos. Pero estas explicaciones clásicas podrían no verificarse aquí.

El dato sin embargo de suma importancia era siguiente: de toda evidencia *la capacidad de agencia medida en término de responsabilidad, no es ni la causa ni la consecuencia de la pobreza/riqueza* (algo que ya se veía en comparaciones inter-estatales). Si bien disminuye marginalmente de N hacia T, sigue existiendo extrema pobreza en todos los sectores, es decir personas sin agua corriente, que duermen en la cocina y son analfabetas. Presencia de extrema pobreza es a su vez un indicador seguro de presencia real de pobreza (multiplicador 3-7 para pasar de la una a la otra). La pobreza por lo tanto no impide alcanzar niveles muy altos de desempeño en cuanto a RTs, ni es mayoritariamente asociados a sectores poco perforantes (El sector N no es forzosamente mal remunerado). Pero si se infieren de estos datos diferencias en RTs para niveles de educación es lo que veremos en la próxima sección.

8.3. Educación y niveles de responsabilidad

El cuadro siguiente resume los datos obtenidos en cuanto a niveles de RT en función de niveles de educación.

Tabla 6. Responsabilidad y educación a nivel nacional.

Responsabilidad Firma (RF) (Expectativa Estándar de Responsabilidad)	Mean	Std.D.	Responsabilidad trabajadores (RT)	Mean	Std. D.
Rost real prim.	0.82	0.26	Rost real prim.	0.34	0.43
Rost real Sec.	0.83	0.26	Rost real Sec.	0.43	0.44
Rost real Lic.	0.83	0.26	Rost real Lic.	0.65	0.42
Ran real prim.	0.74	0.37	Ran real prim.	0.81	0.33
Ran real Sec.	0.76	0.36	Ran real Sec.	0.78	0.35
Ran real Lic.	0.78	0.33	Ran real Lic.	0.79	0.33
Riud real Prim.	0.34	0.38	Riud real prim.	0.93	0.20
Riud real Sec.	0.33	0.23	Riud real Sec.	0.93	0.20
Riud real Lic.	0.36	0.36	Riud real Lic.	0.93	0.19

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

Cual sease la razón, parece que el nivel de educación no tenga casi impacto sobre los niveles de *Ran* y de *Riud* de los trabajadores. Una diferencia notable sin embargo se verifica en cuanto a *Rost* (P34/S43/L65). Esto podría ser ligado al hecho que el sistema escolar obligatorio tiende a incrementar disciplina en vez de libertad y responsabilidad (Foucault). El énfasis sobre metas comunes, la estandarización del aprendizaje, el sistema de sanción no favorece el hecho que el alumno se reconozca en su trabajo o, dicho de otra manera, reconozca este trabajo como siendo genuinamente el suyo. Este sería uno de los cambios inducidos luego al nivel de educación superior, con un énfasis más marcado hacia la toma de responsabilidad propia para sus acciones. Sin embargo, hemos de subrayar que si bien el incremento es de 31%, solo alcanzan los licenciados un 65% de *Rost*, a lo cual se ha de añadir una desviación estándar de 0.42. Seguimos en un nivel que se puede considerar frágil. Por otro lado, quienes solo alcanzan la primaria presentan un *Rost* de 34%, nivel sumamente problemático tanto del punto de vista personal como desde la perspectiva de la eficiencia económica.

Por otro lado no deja de sorprender el carácter elevado y estable de *Ran* y *Riud* para cualquier nivel educativo. Una investigación posterior tendría que indagar donde se aprenden *Ran* y *Riud* y cómo es que alcanzan niveles tan elevados y tan uniformes a través de toda una población.

Finalmente, si recordamos que *Ran* y *Riud* son a nuestro parecer las matrices de *Rost*, no se puede sino concluir que varios factores laborales y culturales probablemente restringen la expresión positiva de *Rost* entre los individuos.

8.4. Edad y niveles de responsabilidad

La edad es uno de los factores que incide en la meta-capacidad de agencia. En cuanto al trabajador, *Rost*, *Ran* y *Riud* aumentan con la edad para llegar a un máximo entre los 36-50 años y luego declinar levemente. Sin embargo, el aumento no supera de más de 12% entre el primer grupo de edad y los 36-50. Las expectativas estándares de responsabilidad (*EERan* y *EERiud*) presentan un esquema diferente, ya que decrecen de manera progresiva y leve con la edad (10 y 15%), mientras *EERost* no abate con la edad. Pero el dato más relevante es aquí la estabilidad que existe para las *RTs* después de los 21 años, así como el salto que hay de 12-21 a 22-35.

Tabla 7: Niveles de responsabilidad por edad

	Age 12- 21	Age 22- 35	Age 36-50	Over 50
RostF	0.84	0.82	0.83	0.84
RanF	0.78	0.77	0.76	0.74
RiudF	0.38	0.36	0.34	0.30
RostT	0.39	0.50	0.51	0.44
RanT	0.71	0.79	0.83	0.82
RiudT	0.89	0.92	0.95	0.94

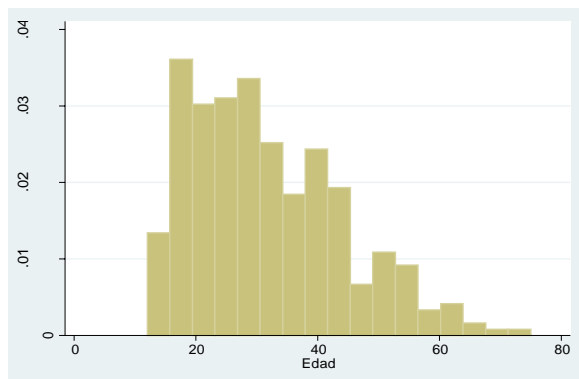
Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

La psicología social llega a resultados similares y sorprendentes que no sabemos explicar bien. Parece existir entre los 8 y 18 años un tipo de edad de oro en la cual desarrollamos/asimilamos valores morales que luego quedarán extremadamente estables para el resto de la vida. Al nivel de un conjunto de valores fundamentales, la gente no cambia mucho pasado los 20 años de edad. Lo que sí puede cambiar es la jerarquización entre estos mismos valores. Aquí también, todo apunta a que los elementos fundamentales de *Rost*, *Ran*, *Riud* sean aprendidos/valorados por los individuos en estos años, aunque no sea claro como (al menos sabemos que no es en el sistema educativo obligatorio).

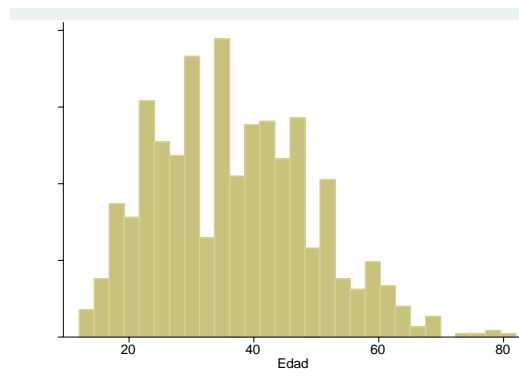
Si ahora consideramos la edad y los cuadrantes U y O (Underperforming/Overperforming), surgen las dos gráficas siguientes. La repartición de la población no es la misma. Los que no alcanzan el EER son proporcionalmente más jóvenes, mientras que los que superan el EER tienden a tener más edad. Visiblemente con la edad también viene una apreciación mayor de la capacidad de agencia y una facilidad incrementada para comportarse de manera más autónoma frente a una EER baja.

Graficas 3. Edad y responsabilidad

Underperforming individuals (sector U)



Overperforming individuals (O)



Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

9. CONCLUSIONES

A modo de conclusión no quisiéramos hacer otra cosa que reiterar los resultados más destacados de este estudio:

- La capacidad de agencia, medida en términos de responsabilidad es lejos de ser un dato homogéneo, sino que presenta, tal como lo afirma Sen, niveles muy diferentes según como los individuos aprecian y realicen su libertad.
- Los niveles de responsabilidad así como las expectativas estándares de responsabilidad fluctúan de manera importante, dejando claro que hay diversas maneras de apreciarlas y realizarlas.
- El nivel general de *RostT* es sumamente bajo. Existe una evasión masiva de responsabilidad por parte de los trabajadores a pesar de su discurso y del nivel de *EERost* elevado. Esto tiene, a nivel de la Republica un *costo económico enorme* en término de *pérdida de productividad* y de *control de calidad*. También representa la valoración negativa de la acción propia en el ámbito laboral donde un trabajador capaz de *Rost*, evitara hacerse responsable de lo que ha realmente hecho.
- El nivel de *RiudT* y *RanT* son ambos muy elevados en la población y superan los niveles de *EERan* (un poco) y *EERiud* (mucho) requerido por el ámbito de trabajo. Esto representa un *enorme potencial* que podría aprovecharse. El trabajador mexicano valora y tiene niveles altos de *capabilidad de agencia*, *pero no tiene como expresarlos en el ámbito de su trabajo*. El nivel bajo de *RostT* no ha de ser visto como atávico. Si *RanT* y *RiudT* pueden ser considerados como fuente y raíz de *RostT*, entonces existe un potencial formidable para pensar en nuevas formas de organización del trabajo o de progresos técnicos en la República mexicana.

- Los niveles de *RiudF* son sumamente bajo en toda la República. Esto es muy preocupante. En México existe un entorno laboral que *consume* y *de-construye* la responsabilidad desde y para el otro. Esto socava la colaboración y la innovación dentro del ámbito laboral. Evaden aquí las empresas su responsabilidad social al mismo tiempo que anuncian querer hacer lo contrario. Esto genera necesariamente externalidades negativas.
- De manera diferente pero con igual fuerza existe un doble discurso de las firmas sobre *RostF* y *RiudF*. No anuncian las firmas el nivel de *EERost* que requieren (pero lo sancionan) y fabulan sobre su dimensión social (pero recortan todo lo que podría ver que se implementara).
- La *capabilidad de agencia* no es ni causa ni consecuencia de la extrema pobreza. Quizás sea esto uno de los resultados más importantes. La adquisición y la valoración personal de la meta-capabilidad de agencia es todavía mal conocido y tendría que investigarse de manera mucho más detenida. Lo que parece seguro es que los niveles alcanzados están entre los 10 y los 20 años y que luego cambian poco. De aquí toda la importancia de este periodo. Si la educación tiene una influencia sobre la adquisición/valoración de *RostT*, sin embargo no es así sobre *RanT* y *RiudT*. Probablemente sean aquí la familia y el medio cultural los elementos claves (algo que la homogeneidad de los resultados en toda la Republica confirman).
- La educación tiene una influencia determinante sobre *RostT*. Sin embargo, hay que destacar que los niveles iniciales de *RostT* son sumamente bajos. Cabe preguntarse si hay factores culturales que juegan en esta valoración baja de la capacidad de agencia en este aspecto.
- Finalmente la edad tiene una influencia en el nivel y la valoración de *RT*. Con la experiencia, parece que los niveles de *RT* se estabilizan y aumenta la autonomía en cuanto a los niveles de *EER*.

Pero si el análisis de los datos conseguido ha podido poner de relieve varias características sumamente importantes de la organización racional del trabajo en la República Mexicana, no cabe duda que solo se ha empezado a realmente investigar los que estos datos pueden dar en cuanto a orientación práctica. Los autores de este artículo son convencidos que el enfoque propuesto puede ser sumamente interesante para dibujar políticas públicas enfocadas a la fragilidad de *RostT* y *RiudF* en la República. Sin embargo, todavía falta más investigación para que estos resultados puedan llevar a nivel de políticas públicas. Desde el plano de la educación vemos la necesidad de educar a la responsabilidad posterior y capacitar a las empresas a la responsabilidad anterior.

BIBLIOGRAFÍA

- Alkire, S., (2005). "Subjective Quantitative Studies of Human Agency", *Social Indicators Research* 74/1, 217-260.
- Alkire, S., (2008). "Concepts and Measures of Agency" in Basu K., Kanbur R. (Eds.), *Arguments for a Better World: Essays in Honor of Amartya Sen*, Oxford: OUP, 455-474.

- Arneson, R., (2011). "Rawls, Responsibility and Distributive Justice", in Fleurbaey, M., Salles, M., Weymark, J., (Ed.). *Justice, Political Liberalism and Utilitarianism*, Cambridge, CUP, pp. 80-107.
- Ballet J., Bazin D., Dubois J.L., Mahieu F.R., (2014). *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*, London, Routledge.
- Ballet, J., Dubois, J.L., Mahieu, F.R. (2007). "Responsibility for each other's freedom: agency as the source of collective capability", *Journal of Human Development*, Vol. 8, No. 2, pp. 185-201.
- Bonvin, M., Farvaque, N., (2004). "Social Opportunities and Individual Responsibility: The Capability Approach and the Third Way", *Ethique économique* 2, pp. 1-23.
- Bovens, M., (1998). *The Quest for Responsibility, Accountability and Citizenship in Complex Organizations*, Cambridge, CUP.
- Chiappero, M., E. (2000), "A Multidimensional assessment of well-being based on Sen's functioning approach", *Rivista Internazionali di Scienze Sociali* 2, pp. 24-35.
- Cortina, A. (2007). *Ética de la razón cordial : educar en la ciudadanía en el siglo XXI*. Oviedo: Nobel.
- Crocker, D. (2009). *Ethics of global development. Agency, Capability and Deliberative Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Crocker, D., Robeyns, I., "Capability and Agency", in Morris, C. W., (Ed), *Amartya Sen*. Cambridge: CUP, 60-90.
- Lake, C., (2001). *Equality and Responsibility*, Oxford, OUP.
- INEGI (2014). *Encuesta de hogares. Módulo especial*, México.
- Levinas, E., (1996). *Totalité et infini*, Paris : Gallimard.
- Mahieu, F.R., (2008). *Responsabilité et crimes économiques*, Paris : L'Harmattan.
- Nebel, M. & Herrera-Nebel, T., (2006). "A Hermeneutic of Amartya Sen's Concepts of Capability", *International Journal of Social Economics*, Vol.33, No. 10, 710-722.
- Nebel, M., (2007). "Fundamentos éticos de la capacidad de afiliación", in *Estudios* 83, pp. 45-78.
- Nebel, M., (2014). "Identidad y capacidad", in Nebel, M., Flores Crespo, P., Herrera Rendon, T., (Eds), *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*, 143-161.
- Nebel, M., Flores Crespo, P., Herrera-Nebel, T., (2014). *Desarrollo como Libertad en América Latina. Fundamentos y aplicaciones*, México: Editorial Universidad Iberoamericana.
- Nussbaum, M., (2006). "Education and democratic citizenship: capabilities and quality education", *Journal of Human Development* 7/3, 385-395.
- Prabhakar, R., (2002). "Capability responsibility, human capital and the third way", *Political Quarterly* 73/1, pp. 51-57.

Ricœur, P., (1995). "Le concept de responsabilité. Essai d'analyse sémantique", in Ricœur, P., *Le Juste*, Paris : Le Seuil.

Robeyns, I., (2005). "The Capability Approach: a theoretical survey", *Journal of Human Development*, 6 (1), pp.93-114.

Robeyns, I., (2009). "Capabilitiy and theories of justice", in Chiappero Martinetti, E., (2009), *Debating global society: reach and limits of the capability approach*, Milano: Feltrinelli, 61-90.

Sen, A.K., (1985a). "Well-being, Agency and Freedom: the Dewey Lectures 1984", *Journal of Philosophy* 82, 169-221.

Sen, A. K., (1992). *Inequality Reexamined*, Oxford: OUP.

Sen, A., K., (1997). "Maximization and the act of choice", *Econometrica* 65, 745-779.

Sen, A. K., (1999). *Development as Freedom*, Oxford: OUP.

ANEXOS

a. Resultados por Estado en la República Mexicana-

Estados de la Republica	Rost Firm	Rost Labour	Ran Firm	Ran Labour	Riud Firm	Riud Labour	Resp. Firm	Resp. Labour
AGUASCALIENTES	0,84	0,55	0,67	0,82	0,29	0,93	0,60	0,77
BAJA CALIFORNIA	0,81	0,49	0,85	0,75	0,35	0,96	0,67	0,74
BAJA CALIFORNIA SUR	0,85	0,43	0,81	0,74	0,33	0,94	0,66	0,70
CAMPECHE	0,85	0,41	0,72	0,80	0,33	0,94	0,64	0,72
COAHUILA DE ZARAGOZA	0,86	0,47	0,79	0,88	0,34	0,95	0,67	0,77
COLIMA	0,79	0,50	0,81	0,85	0,26	0,94	0,62	0,76
CHIAPAS	0,76	0,35	0,76	0,87	0,25	0,93	0,59	0,72
CHIHUAHUA	0,83	0,51	0,79	0,84	0,31	0,93	0,64	0,76
DISTRITO FEDERAL	0,86	0,55	0,70	0,85	0,35	0,92	0,63	0,77
DURANGO	0,81	0,53	0,79	0,80	0,36	0,95	0,66	0,76
GUANAJUATO	0,88	0,55	0,80	0,80	0,44	0,92	0,70	0,76
GUERRERO	0,89	0,37	0,67	0,81	0,30	0,98	0,62	0,72
HIDALGO	0,81	0,65	0,72	0,75	0,43	0,94	0,65	0,78
JALISCO	0,76	0,49	0,71	0,71	0,36	0,92	0,61	0,71
MEXICO	0,90	0,62	0,74	0,83	0,34	0,91	0,66	0,79
MICHOACAN	0,83	0,38	0,77	0,84	0,46	0,89	0,69	0,70
MORELOS	0,84	0,48	0,78	0,75	0,37	0,90	0,66	0,71
NAYARIT	0,82	0,48	0,86	0,83	0,39	0,96	0,69	0,76
NUEVO LEON	0,82	0,62	0,74	0,76	0,31	0,94	0,62	0,78
OAXACA	0,88	0,47	0,76	0,80	0,51	0,95	0,72	0,74
PUEBLA	0,83	0,42	0,73	0,77	0,35	0,86	0,63	0,68
QUERETARO	0,88	0,47	0,75	0,85	0,22	0,94	0,62	0,75
QUINTANA ROO	0,89	0,46	0,75	0,79	0,34	0,97	0,66	0,74
SAN LUIS POTOSI	0,83	0,52	0,76	0,75	0,38	0,94	0,65	0,74
SINALOA	0,84	0,52	0,79	0,79	0,39	0,89	0,67	0,73
SONORA	0,87	0,55	0,84	0,80	0,40	0,92	0,70	0,76
TABASCO	0,84	0,43	0,78	0,86	0,42	0,95	0,68	0,75
TAMAULIPAS	0,84	0,40	0,75	0,82	0,21	0,97	0,60	0,73
TLAXCALA	0,81	0,45	0,69	0,75	0,44	0,89	0,65	0,70
VERACRUZ	0,77	0,42	0,73	0,84	0,43	0,92	0,64	0,73
YUCATAN	0,82	0,48	0,73	0,76	0,29	0,93	0,61	0,72
ZACATECAS	0,81	0,48	0,81	0,73	0,36	0,93	0,66	0,71
Promedio total	0,83	0,49	0,76	0,80	0,35	0,93	0,65	0,74

Fuente : Cálculos del autor en base a la Encuesta Nacional de Hogares, 2014, de INEGI.

B. Encuesta de Trabajadores (cuestionario).

R₁Q₁ (*El empleo requiere del trabajador responsabilidad posterior*)

A. Si en su lugar de trabajo un compañero y/o empleado no reconoce un error que ha cometido:

- Es despedido.
- Pone en peligro su empleo.
- No afecta su empleo, pero afecta la confianza que le tiene su superior a usted..
- No pasa nada.

R₁Q₂ (*El empleo favorece la responsabilidad posterior*)

Si en su lugar de trabajo usted comete algún error que tenga consecuencias importantes sobre el negocio, empresa o institución:

- Su superior espera que lo diga y que siempre lo diga.
- Su superior lo espera pero usted no lo hace siempre.
- Su superior no lo espera pero usted lo hace a veces.
- No lo espera y usted no lo hace nunca.

R₁Q₃ (*El empleo es neutro hacia la responsabilidad posterior*)

Usted considera que hacer su actividad laboral bien:

- No sirve de nada.
- Sirve poco.
- Sirve bastante.
- Es importante hacer bien mi actividad laboral.

R₁Q₄ (*El empleo es contrario a la responsabilidad posterior*)

Si un compañero y/o una persona en su trabajo comete un error importante:

- No dice nada y trata de esconder la información a su superior.
- Espera que su superior resuelva el problema.
- Advierte a su superior y le sugiere una solución.
- Advierte a su superior pero éste espera que usted solucione el problema solo.

R₂Q₁ (*El empleo precisa de una responsabilidad anterior*)

En su trabajo, le fijan un objetivo y le toca a usted ver como lo puede alcanzar:

- Siempre.
- Frecuentemente.
- A veces.
- Nunca.

R₂Q₂ (*La responsabilidad anterior favorece el empleo*)

Si usted propone una mejora dentro de su actividad laboral o en la organización de su trabajo, el negocio, empresa o institución:

- La implementa.
- La evalúa.
- Probablemente no sea considerada.
- No es considerada.

R₂Q₃ (*La responsabilidad anterior es neutra hacia el empleo*)

A. Si planeo mi trabajo, mi actividad laboral:

- Se mejora mucho.
- Se mejora medianamente.
- Se mejora un poco.
- No hay cambios.

R₂Q₄ (*La responsabilidad anterior es contraria al empleo*)

¿En su empleo lo consultan cuando se llevan a cabo cambios en el negocio, empresa o institución?

- Si
- A veces.
- Casi nunca.
- Nunca.

R₃Q₁ (*La responsabilidad para el otro es imprescindible al empleo*)

Para hacer mi trabajo: debo de preocuparme de lo que hacen y de lo que les pasa a mis compañeros.

- Siempre.
- Frecuentemente.
- A veces.
- Nunca.

R₃Q₂ (*La responsabilidad para el otro favorece el empleo*)

Si me preocupo de lo que pasa y de lo que hacen mis compañeros esto:

- Mejora mucho el funcionamiento de nuestra actividad laboral.
- Facilita el funcionamiento de nuestra actividad laboral.
- No facilita el funcionamiento de nuestra actividad laboral.
- Incrementa la dificultad de trabajar juntos.

R₃Q₃ (*El empleo es neutro hacia la existencia de una responsabilidad para el otro*)

Si me preocupo de lo que pasa y de lo que hacen mis compañeros esto me causa problemas:

- Siempre.

- Frecuentemente.
- A veces.
- Nunca.

R₃Q₄ (*La responsabilidad para el otro es contraria al empleo*)

Puedo llevar a cabo mi actividad laboral sin ocuparme de lo que pasa a mí alrededor y de lo que les pasa a mis compañeros.

- Puedo muy bien.
- Puedo bastante bien.
- No puedo realmente.
- No lo puedo para nada.